

LaRevueDurable

Pour s'informer et s'engager sur l'écologie

RENCONTRE

MICHEL PUECH :

**Tout le monde peut
« faire son Gandhi »
face aux grands défis globaux**

**L'Institut Momentum :
penser les issues
de l'anthropocène**

**Pour s'alimenter, Paris a le choix
entre se tourner vers ses terres
ou vers la mer**

**Jardins d'insertion :
exemple à Sevrans**

**Tokyo,
mégapole
agricole**

**Genève et Lille
tissent la ville
agricole**

**Le grand
potentiel
alimentaire
de Rennes
Métropole**

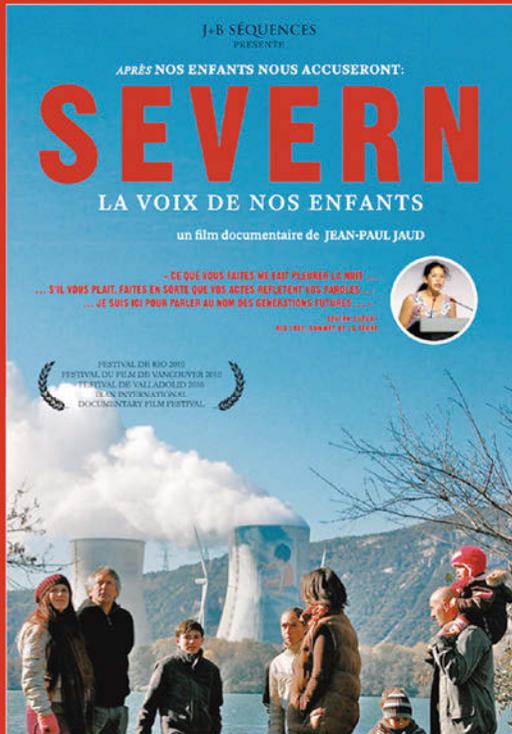
**Montréal,
porte d'entrée
des jardins partagés
en terres
francophones**



DOSSIER

L'AGRICULTURE REGAGNE DU TERRAIN DANS ET AUTOUR DES VILLES

DVD DÉJÀ DISPONIBLE



Qui répondra à l'appel de Severn ?

En 1992, lors du Sommet de la terre de Rio, Severn Cullis-Suzuki, âgée de 12 ans, interpelle les dirigeants du monde entier sur la situation humanitaire et écologique de la Terre.

En 2009, elle a 29 ans et attend son premier enfant...



CLIMSEA
2011

COLLOQUE SUR L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

ouvert aux acteurs de la zone côtière

Organisé par le Projet de Parc Naturel Régional du Golfe du Morbihan et l'Université de Bretagne Occidentale

Analyses, outils et modes d'actions pour les territoires littoraux

Conférences et Tables-rondes :

- " Visualisation 3D "
- " Sensibilisation "
- " Biodiversité "
- " Planification "

Judi 29 Septembre 2011

AURAY - Bretagne
Centre Culturel Athena
de 8h30 à 17h30

<http://climsea.eu/>

EXTRAIT DU PROGRAMME (programme complet sur <http://climsea.eu>)

8h30 - Accueil

9h00 - Introduction

9h15 - Plénière : Le climat change, et nous ?

- Hervé Le Treut, climatologue, membre du GIEC, directeur de l'Institut Pierre-Simon Laplace
- Florence Rudolf, sociologue-urbaniste, professeure des universités, Insa de Strasbourg

10h45 - Tables rondes simultanées

- TR1 : La mer monte ! Visualiser l'élévation du niveau de la mer liée au changement climatique
- TR2 : Des cocotiers sur nos plages ? La biodiversité face au changement climatique
- TR3 : Le climat change, et moi ? Sensibiliser pour s'adapter
- TR4 : Dessine-moi le littoral ! Intégrer le changement climatique dans les outils de planification et d'aménagement

12h30 - Repas

14h00 - Plénière : Des territoires en mouvement face au changement climatique

- 1ère partie : Construire une stratégie locale d'adaptation
- 2ème partie : L'adaptation en marche
- 3ème partie : L'avenir des littoraux face au changement climatique

17h30 - Fin du colloque

Participation 20 €, repas compris / Inscription obligatoire / Limité à 300 places

BULLETTIN D'INSCRIPTION

À retourner accompagné du règlement à : NATURE & CULTURE - CLIMSEA 2011
1 place Jules Ferry - 56100 LORIENT - FRANCE - Tél : +33 (0)2 97 84 70 27 - Fax : +33 (0)9 57 37 08 94 - contact@climsea.eu

Nom : Prénom :
Structure :
Fonction :
Adresse :
Code Postal : Ville : Pays :
Tél : Fax :
E-mail :@.....

Votre choix de table ronde (merci de numéroter de 1 à 4 par ordre de préférence) :

- La mer monte !
- Des cocotiers sur nos plages ?
- Le climat change, et moi ?
- Dessine-moi un littoral !



ÉDITORIAL par Susana Jourdan et Jacques Mirenowicz

Du bon usage de l'indignation

En Inde, des milliers de petits paysans se suicident chaque année, étranglés de dettes. En France, les suicides liés au travail se banalisent. Mais la nouvelle de quatre employés de l'Office national des forêts (ONF) qui se sont donné la mort en juillet attire l'attention. Car leur motif n'était pas seulement les conditions dégradées de leur travail, mais aussi sa finalité dévoyée.

Les forestiers choisissent en général ce métier par amour de la forêt. Or, que leur demande l'ONF ? De la couper à des fins essentiellement commerciales à un rythme ne laissant aucun doute sur les conséquences à long terme de cette politique à courte vue.

Manifestement, l'abattement de ces professionnels de la forêt s'enracine dans une profonde indignation quant aux consignes de leur employeur. A cet égard, le philosophe Michel Puech (page 9) rappelle fort opportunément que la méthode gandhienne – qui réussit tant en son temps – part elle aussi d'une indignation. Une indignation forte, « robuste », « consistante » qui, au lieu de glisser vers le pire, débouche sur la volonté irréductible de lutter, de manière très pensée, contre la source de cette indignation.

Ce qui indignait Gandhi, c'était la présence injuste des Anglais en Inde. En 2011, une source évidente d'indignation à peu près partout dans le monde est la manière dont les sociétés maltraitent, brutalisent, détruisent les conditions de vie humaine sur Terre, même et y compris la forêt en cette Année internationale de la forêt, même et y compris au sein d'un organisme d'Etat chargé de la gérer au mieux.

Cette comparaison entre des forestiers anonymes en butte à leur employeur et l'une des plus grandes figures du XX^e siècle opposé au plus puissant empire de la planète amène à poser cette question intéressante : face aux forces de destruction qui déferlent sur le monde, et quelle que soit leur puissance apparente, qu'est-ce qui conduit à résister plutôt qu'à renoncer, qu'est-ce qui donne le courage de lutter plutôt que d'abdiquer ? Qu'est-ce qui fournit les ressources pour faire front ? Et puisque c'est Stéphane Hessel qui a mis le sentiment d'indignation au goût du jour, qu'est-ce qui lui a donné en 1940, à 22 ans – et lui donne encore, en 2011, à 93 ans –, la capacité à résister ?

Très certainement, une grande confiance en soi est impérative, la certitude d'être du côté du bien et de la raison. « C'est que je suis homme », dit Voltaire pour justifier son implication dans l'affaire Calas. Or, lorsqu'on n'est ni Voltaire ni Gandhi ni Stéphane Hessel, mais un simple employé confronté à la violence et à la brutalité de la « machine », un facteur qui peut nourrir cette confiance est la conscience que les lieux de résistance se multiplient, que très nombreux sont ceux qui portent activement la quête d'un monde plus juste et que cette résistance qui traverse la société articule opposition au pire et engagement constructif.

Car ce sont bien les mêmes – ou leurs frères – qui militent contre le nucléaire et les énergies fossiles et en faveur des coopératives d'énergies renouvelables, qui refusent les gaz et les huiles de schiste et agissent pour les économies d'énergie, qui se rebellent contre l'aéroport Notre-Dame-des-Landes et optent pour une mobilité douce, qui s'insurgent contre les algues putrides sur les côtes bretonnes et soutiennent un autre modèle agricole, qui se battent contre les OGM, les agrocarburants et l'accaparement des terres et pour la souveraineté alimentaire.

Le présent dossier sur l'agriculture urbaine (page 14) illustre à quel point les forces constructives sont tout sauf anodines. C'est un mouvement de reconquête de très grande ampleur qui pousse dans les villes. Et sur un plan plus général, ce sont aussi les mêmes personnes qui rejettent le modèle économique exécrable actuel et qui en expérimentent d'autres. Ne supportant plus l'injustice et l'arrogante imprévoyance à l'œuvre, ils lui opposent un courant contraire, de plus en plus vigoureux, à l'instar de l'Institut Momentum (page 61).

Il est un dernier point majeur sur lequel Stéphane Hessel a foncièrement raison : il faut cultiver la capacité à s'indigner. La question de savoir transformer cette indignation en action juste et pertinente ne peut venir qu'ensuite. Or, le risque est réel d'un accommodement à l'horreur, à l'abject et à la défaite. Le suicide peut être collectif comme individuel. Cet état d'esprit morbide, il faut lutter contre lui de toute son âme. C'est aussi ce que LaRevueDurable s'efforce de faire. ■

Une publication de CERIN Sàrl

Rue de Lausanne 23, 1700 Fribourg, Suisse

Tél. : + 41 (0)26 321 37 11

Fax : + 41 (0)26 321 37 12

www.larevuedurable.com

Directeur de la publication :

Jacques Mirenowicz

Rédacteurs responsables :

Susana Jourdan et Jacques Mirenowicz

Tél. : + 41 (0)26 321 37 10

Partenariats : Sylvia Generoso

Correspondante de la rédaction à Paris :

Agnès Sinaï

Mise en page et iconographie :

Jean-Christophe Froidevaux

Illustrations : Tom Tirabosco

Correction : Anne Florence Perrenoud

A également participé à ce numéro :

Fabien Wegmüller

Projet Le climat entre nos mains :

Sylvia Generoso

Tél. : + 41 (0)26 321 37 11

Communication, marketing et publicité :

Susana Jourdan

Tél. : + 41 (0)26 321 37 11

Abonnements : Fabienne Mazonauer

Tél. : + 41 (0)26 321 37 11

Tirage : 11 000 exemplaires

Imprimé en France/Printed in France :

Imprimerie de Champagne,

Rue de l'Etoile de Langres,

ZI Les Franchises, 52200 Langres, France

Imprimeur Imprim'vert

Papier : 100 % recyclé, blanchi sans chlore

Commission paritaire : 1009 N 08170

ISSN 1660-3192

Avec le soutien de la Banque

Piguet Galland & Cie SA



Offrez des cadeaux de fin d'année éthiques, utiles et personnalisables

Agenda 2012 pour le Climat

pour identifier les gestes générant de vraies économies d'émissions de CO₂

Ecoconçu. 160 pages couleur. 52 conseils pratiques quantifiés en kg éq. CO₂ économisés. Annexes pratiques sur le réchauffement climatique. 3 formats disponibles. Personnalisable.



Agenda écocitoyen 2012

pour agir en faveur de la planète tout en se faisant plaisir au quotidien

Ecoconçu. 160 pages couleur. 52 conseils pratiques + 32 pages d'annexes sur le dév't. durable. 3 formats disponibles. Personnalisable.



Application Smartphone « Facteur 4 »

pour calculer au jour le jour les kg équivalent CO₂ économisés au quotidien

A destination des entreprises et collectivités désirant sensibiliser leurs publics utilisateurs de Smartphone et suivre leurs économies de CO₂ induites par l'application de conseils pratiques quantifiés. Personnalisable.



Calendriers et cartes de vœux

avec citations et photos sur le dév't. durable

Ecoconçus. Nombreuses versions et formats. Personnalisables.



Informations, échantillons et commandes :

+33 (4) 30 08 55 86 - www.comonlight.com > sensibilisation



formation pour
le développement durable

Une formation continue dans le domaine de la nature et de l'environnement vous intéresse ?

Bien plus qu'une mode, une formation environnementale ouvre de réelles perspectives professionnelles !

► Achats durables en entreprise

Cours pratique : 29.9.2011 à Lausanne

► Spécialiste de la nature et de l'environnement avec Brevet fédéral

Séances d'information : 29.9.2011 à Genève | 25.10.2011 à Lausanne

► Service Environnement | Présentation

Service Environnement, l'association suisse des formateurs en environnement et développement durable, représente une vaste palette de formations académiques et certifiées pour de futurs spécialistes ou généralistes | Séance d'information : 15.11.2011 à Lyss

► Le plan de mobilité en un jour | Analyse, argumentation et instruments

Séminaire spécialisé : 22.11.2011 à Fribourg

► ABC du développement durable | Les bases sous forme de questions et réponses

Cours pratique : 2.12.2011 à Bienne

►►► Consultez notre programme complet dans les domaines du tourisme, de la construction, des collectivités publiques, de la gestion d'entreprise, des ressources nature et paysage et de l'entretien des espaces verts : www.sanu.ch/offre

- 3 **ÉDITORIAL**
- 6 **BRÈVES** sur le climat
- 7 **COUP DE PROJECTEUR**
Bref bulletin de santé de LaRevueDurable à l'aube de ses dix ans
- 8 **BRÈVES** sur le nucléaire
- 9 **RENCONTRE**
MICHEL PUECH :
Tout le monde peut « faire son Gandhi » face aux grands défis globaux

DOSSIER
L'AGRICULTURE REGAGNE DU TERRAIN DANS ET AUTOUR DES VILLES

- 15 *Éditorial et sommaire du dossier*
- 16 *Situation de l'agriculture urbaine*
- 19 *Réinstaller la campagne en ville*
- 20 *Tokyo, mégapole agricole*
- 24 *Pour s'alimenter, Paris a le choix entre se tourner vers ses terres ou vers la mer*
- 28 *Le grand potentiel alimentaire de Rennes Métropole*
- 30 *A Genève, la planification énergétique territoriale inclut les serres agricoles*
- 33 *Les politiques agricoles périurbaines gagnent le cœur des agglomérations françaises*
- 37 *Les potagers se fraient une place en ville*
- 42 *Les jardins d'insertion pacifient le paysage urbain : exemple à Sevran*
- 44 *Montréal, porte d'entrée des jardins partagés en terres francophones*
- 47 *Des lapins et des poules mettent de la vie en ville*
- 52 *Genève et Lille tissent la ville agricole*
- 55 *Guide*

59 **AGENDA**

- 61 **MANIFESTE**
L'Institut Momentum : penser les issues de l'anthropocène
AGNÈS SINAÏ
- 66 **BRÈVES** sur l'énergie et l'agriculture
- 67 **POLITIQUE EUROPÉENNE**
Brèves sur les avancées de l'Union européenne sur la durabilité
JANE MERY
- 69 **BRÈVES** sur la consommation
- 70 **BRÈVES** générales

- 10  **Tout le monde peut « faire son Gandhi » face aux grands défis globaux**
MICHEL PUECH

- 20  **Tokyo, mégapole agricole**
NELLY NIWA

- 24  **Pour s'alimenter, Paris a le choix entre se tourner vers ses terres ou vers la mer**
GILLES BILLEN, SABINE BARLES, PETROS CHATZIMPIROS ET JOSETTE GARNIER

- 33  **Les politiques agricoles périurbaines gagnent le cœur des agglomérations françaises**
SERGE BONNEFOY

- 37  **Les potagers se fraient une place en ville**
LRD

- 42  **Les jardins d'insertion pacifient le paysage urbain : exemple à Sevran**
XAVIER GUIOMAR

- 44  **Montréal, porte d'entrée des jardins partagés en terres francophones**
ERIC DUCHEMIN

- 52  **Genève et Lille tissent la ville agricole**
CAROLINA SOLAR

- 61  **MANIFESTE**
L'Institut Momentum : penser les issues de l'anthropocène
AGNÈS SINAÏ



Brèves sur le climat

6

Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), les émissions de dioxyde de carbone (CO₂) ont atteint un nouveau et triste record : entre 2005 et 2010, elles ont crû de 10 %. Et à la veille de la dix-septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP 17), qui aura lieu à Durban, en Afrique du Sud, du 29 novembre au 9 décembre, les négociations pour trouver un successeur au protocole de Kyoto patinent. Climate Action Tracker calcule qu'avec les engagements officiels actuels, la planète va vers une hausse de 3,2°C d'ici 2100, très au-dessus du seuil des 2°C que l'Accord de Copenhague exige de ne pas franchir.

Pire, le très mal nommé Mécanisme de développement propre (MDP) persiste à financer des projets centraux à charbon sans capture et séquestration du carbone en Chine et en Inde et des projets bidon de destruction de gaz chlorofluorochlorés. La Chine, membre du comité du MDP et grand profiteuse de cet argent, s'oppose avec véhémence à toute réforme de ses règles d'attribution des financements. Tandis qu'aux Etats-Unis, les professeurs de sciences de la Terre se heurtent de plus en plus à des parents qui nient le changement climatique. Le climat y est devenu le plus grand sujet de controverse après la théorie de l'évolution.

Au milieu de cette épaisse jungle d'obstacles qui barrent la route à un avenir plus sûr, partout dans le monde, des personnes se battent pour ouvrir des voies, forcer des brèches, changer la donne.

Espoir renouvelable

Les énergies renouvelables pourraient couvrir près de 80 % de la demande d'énergie mondiale en 2050 avec les bonnes politiques. Ce qui contiendrait la hausse de la température à 2°C. C'est la conclusion centrale du rapport spécial du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (Giec) sur les énergies renouvelables. Présenté en mai, ce document cristallise le travail de 120 scientifiques qui ont passé en revue 160 scénarii sur l'essor des renouvelables dans le monde d'ici 2050.

Le rapport reconnaît l'ampleur du défi technologique, qui passe notamment par le déploiement de réseaux électriques intelligents et de systèmes de stockage d'électricité. Mais voit peu, voire pas de limites fondamentales pour satisfaire la plus grande part de la demande en énergie lorsque les sources d'énergies renouvelables existent ou peuvent être fournies.

<http://srren.org>

Résistance non violente

James Hansen, Bill McKibben, David Suzuki, Maude Barlow, Naomi Klein et Danny Glover (qui joue le rôle du président des Etats-Unis dans le film 2012) font partie des personnalités nord-américaines qui appellent à rejoindre une grande action de désobéissance civile devant la Maison-Blanche. Plus de 2000 citoyens s'y relaient, du 22 août au 3 septembre, pour manifester pacifiquement. Chaque jour, la police met les protestataires en prison. Chaque matin, un nouveau groupe vient les remplacer.

Motif de la mobilisation : l'opposition à Keystone XL, extension d'un pipeline qui achemine du pétrole issu des sables bitumineux de l'Alberta, au Canada, vers les Etats-Unis. Les manifestants demandent au président Obama de ne pas signer l'autorisation attendue pour la fin de l'année, qui donnerait le feu vert pour investir des milliards de dollars qui accroîtraient la dépendance des Etats-Unis à l'égard de cette énergie extraordinairement sale. Seul Obama – pas le Congrès ! – a le pouvoir d'arrêter cette nouvelle bombe écologique.

Spécialiste des glaces du Groenland à l'Université de l'Ohio, Jason Box est le seul climatologue de renom qui a le courage de se joindre à cette action à part James Hansen. « Je perdrais ma dignité si je n'y allais pas », a déclaré ce jeune professeur au quotidien britannique *The Guardian*. « Il ne s'agit pas de ma personne, il s'agit de l'avenir. Se contenter de voter ne suffit pas dans cette affaire. Il me faut aussi être un citoyen, car après tout, nous sommes en démocratie, non ? » avance-t-il pour justifier son activisme, qui effraie tant les scientifiques.

www.tarsandsaction.org

Lettre à Repower

« Il est nuisible à l'environnement et au climat et très discutable sur le plan économique de construire et d'exploiter des centrales à charbon », écrivent 24 économistes et scientifiques suisses dans une lettre ouverte aux entreprises électriques semi-publiques Repower (Grisons) et SN Energie (Saint-Gall) qui planifient d'investir dans des centrales à charbon à Saline Joniche, en Italie, et à Brunsbüttel, en Allemagne, retardant ainsi la transition vers un approvisionnement énergétique décarboné en Europe.

Ces chercheurs des écoles polytechniques, des Universités de Berne, Fribourg, Zurich et Saint-Gall

et du Forum ProClim attirent aussi l'attention sur les risques pour le contribuable si la rentabilité de ces investissements tourne court, ce qui est probable vu le contexte allemand : priorité à l'éolien, hausse du coût du CO₂ et renchérissement du crédit.

www.zukunftstattkohle.ch

Sécheresse

La sécheresse qui sévit dans la Corne de l'Afrique menace de mort 12 millions de personnes. Alors que la crise devrait s'empirer ces prochains mois en Ethiopie, en Somalie et au Kenya, Oxfam signale l'extrême vulnérabilité des populations de ces pays au changement climatique. L'ONG implore tous les gouvernements d'agir au plus vite pour éviter un réchauffement dévastateur pour les plus fragiles.

www.oxfam.org

Puits de carbone en ville

Les espaces verts stockent beaucoup de CO₂. Une équipe britannique a évalué la quantité que capte la végétation de la ville de Leicester (plus de 340 000 habitants). Résultat, chaque mètre carré de verdure immobilise 11,5 kg de CO₂. Soit un total de 846 512 tonnes à l'échelle de la ville, l'équivalent des émissions annuelles d'une ville de 85 000 habitants. Auteure principale de cette étude, Zoe Davies, de l'Université du Kent, estime que « les terrains publics à Leicester sont pour la plupart de la prairie. Planter des arbres sur 10 % de cette surface accroîtrait les puits de carbone de la ville de 12 % ».

ZOE G DAVIES ET AL. *Mapping an Urban Ecosystem Service: Quantifying Above-Ground Carbon Storage at a City-Wide Scale*, Journal of Applied Ecology, 12 July 2011.

S'adapter

La France a publié en juillet son premier rapport d'adaptation au changement climatique. Pour lutter contre la sécheresse, le plan prévoit d'économiser 20 % des besoins en eau d'ici 2020. Aide à la récupération des eaux de pluie par les collectivités, détection et réduction des fuites dans le réseau, réutilisation des eaux usées pour l'arrosage des cultures sont les trois principales mesures prévues pour y parvenir. Autre priorité : la prise en compte de la montée du niveau de la mer dans la gestion et l'aménagement des zones littorales. Le plan préconise aussi de planter des espèces d'arbres adaptables au climat futur.

www.developpement-durable.gouv.fr

LRD

Bref bulletin de santé de LaRevueDurable à l'aube de ses dix ans

En 2012, LaRevueDurable fêtera sa première décennie de bons et loyaux services. Après être devenue officiellement trimestrielle, elle poursuit depuis un an une mue stratégique, qui passe par l'ouverture l'an prochain d'un nouveau site internet, le lancement – si tout va bien – de plusieurs projets et... la participation et le soutien plus actifs de ses lecteurs.

En dépit des apparences, LaRevueDurable est une revue très artisanale. Depuis neuf ans, elle fonctionne essentiellement avec deux rédacteurs, Susana Jourdan et Jacques Mirenowicz, qui l'ont créée en 2002, en cette époque préhistorique pré-Grenelle, pré-Sommet de Copenhague, pré-pic pétrolier, etc.

Jusqu'en 2008, notre évolution a suivi une discrète et prometteuse pente ascendante. Puis la bise est venue, ainsi qu'un véritable raz-de-marée médiatique sur les périls climatique et écologique. Un cocktail – crise économique plus explosion soudaine de l'offre en informations sur l'environnement – qui n'est pas des plus profitables à la bonne santé de LaRevueDurable.

D'autant qu'une difficulté supplémentaire est venue perturber très fortement notre dynamique à partir de 2009 : l'effondrement de l'euro. C'est ainsi qu'en 2010, malgré d'énormes efforts d'économies, nos comptes se sont achevés sur une légère perte. Les tarifs ont été calculés pour un taux de change de 1 euro pour 1,5 franc suisse. En août 2011, il est de 1 euro pour 1,1 franc. La parité n'est plus très loin.

Budget temps

Sur le budget 2010 de 500 000 francs environ, ce sont de l'ordre de 30 000 francs qui se sont évaporés à cause de la chute de l'euro. Dans ce contexte, nous ne voulons pas nous précipiter pour augmenter le prix en euros de LaRevueDurable alors que le pouvoir d'achat des Français est plus faible que celui des Suisses. En revanche, certains Suisses nous demandent s'ils peuvent nous payer en euros : cela est impossible ! Ceux qui aiment LaRevueDurable doivent au contraire la soutenir. Nous avons besoin de sentir que nos lecteurs comprennent que derrière cette revue, il y a une aventure humaine et un travail qui méritent d'être encouragés.

Par ailleurs, d'anciens abonnés nous quittent en disant ne plus avoir le temps de nous lire. Une lectrice bernoise nous a récemment

envoyé un message aussi amical que représentatif de cette tendance :

« Chère RevueDurable, pendant plusieurs années tu m'as éduquée, tu m'as montré un autre monde et tu m'as aidée à prendre conscience des problèmes. Je t'en remercie infiniment. Malheureusement, cette dernière année, je n'ai plus trouvé le temps de te lire. Je garde tous tes numéros, mais cela me fait de la peine de ne plus te lire. C'est pour cette raison que j'aimerais me désabonner. Je ne sais plus jusqu'à quand j'ai encore payé mon abonnement, mais je ne le renouvellerai pas. Merci beaucoup pour tout. Et meilleures salutations. »

De même, ce lecteur marseillais nous explique : « J'ai bien reçu votre courrier de mai, m'invitant à renouveler mon abonnement. Je tenais donc à vous informer de ma décision de faire une pause dans mon abonnement, car j'ai accumulé les derniers numéros sans pouvoir les lire faute de temps, et leur contenu est suffisamment riche pour que je m'attarde à leur lecture plutôt que d'en recevoir de nouveaux. Bien cordialement. »

LaRevueDurable est une revue exigeante, l'a toujours été et le restera sans doute malgré tous nos efforts pour rendre sa forme, par le travail des textes et la mise en page, la plus agréable possible. A l'heure des tablettes numériques et des réseaux sociaux, sur fond de course à l'éphémère qui voit en permanence une news chasser l'autre, nous continuons de parier sur une information soignée, choyée, métabolisée dans le cadre d'enquêtes et de dossiers fouillés, longs, cohérents et tournés vers l'action.

Nous croyons que cela est plus que jamais pertinent, répond à un vrai besoin de prise de recul. Car nous voyons bien ce que ce travail en profondeur nous apporte en compréhension, vision, idées pour agir, et comment nos quelques milliers de – fidèles et solidaires ! – lecteurs nous encouragent à persévérer dans cette voie, à poursuivre notre chemin intellectuel et humain et à le partager avec eux et tant

d'autres acteurs qui poussent vers un nécessaire changement de paradigme.

Une revue est toutefois tout sauf un canal unidirectionnel qui irait uniquement depuis ses animateurs vers ses lecteurs. Ces derniers sont en position d'apporter énormément en retour. Mais pour que cela soit possible, il faut savoir ce qui se trame en coulisse. D'où l'intérêt de ce minibulletin de santé.

Nouveau modèle économique

En bref, le nouveau contexte signifie qu'il nous faut redoubler de créativité pour aller de l'avant à l'aube, nous l'espérons, d'une deuxième décennie d'engagements sur l'écologie. En 2009-2010, nous avons peu à peu abandonné l'idée de miser sur un modèle économique fondé exclusivement sur la vente d'abonnements ou de numéros (quasiment sans financement issu de la publicité). Nous étions, en 2008, en passe d'atteindre l'équilibre avec ce modèle, mais pour les raisons précitées, cet objectif persiste à nous échapper au point que nous avons cessé d'y croire et plaçons désormais notre énergie dans la construction d'un autre modèle économique pour pérenniser notre travail.

A cet égard, l'année 2012 sera spéciale : elle marquera nos dix ans d'activité. Nous espérons pouvoir lancer toute une série de projets qui renforceront et compléteront le travail d'écriture à LaRevueDurable, les partenariats déjà engagés en termes de contenu et l'animation de la plate-forme Le climat entre nos mains¹. Nous devrions également inaugurer un nouveau site internet qui permettra de s'abonner à une version électronique de la revue et/ou d'acheter des articles ou des dossiers en version numérique. Nous allons d'ailleurs bientôt faire un appel à idées et à soutien pour financer ce site.

Faire un don en ligne

Il est d'ailleurs déjà possible de faire des dons à LaRevueDurable sur internet² – déductibles d'impôts en Suisse. Nous comptons créer une association des amis de LaRevueDurable en France, afin de permettre de faire des dons déductibles d'impôts dans ce pays aussi. De plus, pour pouvoir participer à nos projets – en plus de recevoir nos annonces de parutions –, il faut absolument s'inscrire sur le site de LaRevueDurable. A très bientôt ! ■

1) www.leclimatentrenosmains.org

2) www.larevedurable.com



Fukushima montre la porte de sortie du nucléaire

8

Plus de 80 000 personnes définitivement déplacées, des centaines de milliers de cancers en perspective, des milliers d'hectares de terres agricoles contaminées, plus de 100 000 tonnes d'eau radioactive stockée ou relâchée dans l'océan. Le bilan détaillé de la catastrophe de Fukushima reste à faire. En attendant, voici un petit tour d'horizon de quelques réactions dans le monde depuis quelques mois.

Organisation citoyenne au Japon

Les autorités japonaises ont très mal protégé les populations proches de la centrale de Fukushima des émissions radioactives dues aux catastrophes nucléaires qui ont fait suite au tsunami du 11 mars. C'est ce qu'affirme la Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité (Criirad), basée à Valence, en France, qui s'est rendue sur place fin mai. Selon cet organisme, l'ampleur de la contamination aurait notamment dû conduire à une évacuation bien au-delà d'un rayon de 20 kilomètres autour de la centrale.

Des échantillons de sol prélevés sous une balançoire d'une école de la ville de Fukushima (294 000 habitants, à environ 60 km de la centrale), par exemple, montrent une exposition des enfants à des doses jusqu'à vingt fois supérieures à la dose au-delà de laquelle on estime inacceptable le risque de cancer (20 mSv/an au lieu de 1 mSv/an). La prévention de la contamination alimentaire a aussi été négligée. Bruno Chareyron, ingénieur en physique nucléaire et responsable du laboratoire de la Criirad, décrit les failles béantes dans la gestion de cette crise.

Face à l'inaction et au silence des autorités japonaises sur la contamination du pays, les citoyens doivent se débrouiller. Avec la Criirad, certains ont mis sur pied un laboratoire pour que chacun puisse mesurer la radioactivité sur son lieu de vie et de son alimentation. Les données seront collectées afin d'informer le public sur la contamination qu'il encourt.

www.criirad.org

Non

Le 8 juin, le Conseil national suisse s'est prononcé contre la construction de nouvelles centrales nucléaires dans le pays (101 contre, 54 pour, 36 abstentions). Ce qui signifie que ce mode de production, qui fournit

40 % de l'électricité du pays, va s'y éteindre. Quand ? Le texte adopté prévoit de mettre à l'arrêt sans délai les installations nucléaires qui ne satisfont plus aux exigences de sécurité – et la pression monte pour fermer au plus vite la centrale vétuste de Mühleberg – et d'arrêter progressivement les autres. Quant au Conseil fédéral, il préconise l'arrêt total en 2034.

Selon une estimation de cinq ONG environnementales, le pays pourrait sortir du nucléaire en quinze à vingt-cinq ans au très modique coût de 0,1 centime par kilowattheure ou 5 francs par ménage par an. Il faudrait pour y parvenir adopter une taxe incitative qui rende les mesures d'efficacité plus vite intéressantes et, de plus, déployer les énergies renouvelables. A cette fin, la priorité est d'assurer la rétribution à prix coûtant de tout courant renouvelable et de développer les réseaux électriques intelligents.

<http://non-au-nucleaire.ch>

Pro Natura et le WWF ont classé les douze principales entreprises électriques suisses selon leur adaptation au besoin de s'affranchir du nucléaire tout en tenant compte de la contrainte climatique. Ils ont passé en revue l'origine du courant vendu, les politiques de protection des cours d'eau et la promotion des économies d'énergie. Les Services industriels de Genève (SIG) arrivent en tête, suivis des Services industriels de Zurich et de Bâle. Les deux autres romandes classées, Groupe E et Romande Energie, sont respectivement 7^e et 10^e.

www.wwf.ch

No

Le 13 juin, lors d'un référendum, les Italiens ont dit un non cinglant au nucléaire : 94 % des votants ont rejeté l'idée de construire de nouvelles centrales dans leur pays. En 1987, après la catastrophe de Tchernobyl, le pays décidait d'abandonner cette filière. Mais en 2005, Silvio Berlusconi a contredit ce choix en planifiant de construire quatre centrales. Un accord de partenariat a même été signé entre EDF et ENEL en février 2009.

Nein

Le 30 juin, le Bundestag a voté un paquet de lois pour sortir l'Allemagne du nucléaire d'ici 2022. Les députés ont accepté à une écrasante majorité (513 pour, 79 contre, 8 abstentions) un calendrier pour

fermer les neuf centrales encore en fonctionnement, qui fournissent 23 % de l'électricité du pays. En parallèle, la part des énergies renouvelables devrait doubler d'ici 2020 pour s'établir à 35 % de la consommation électrique du pays. Ce virage s'appuie pour beaucoup sur la rénovation des bâtiments construits avant 1995, l'expansion des fermes éoliennes en mer du Nord, ainsi que le prolongement et l'amélioration du réseau électrique pour mieux y raccorder la production décentralisée.

Gel en Chine

Une semaine après le 11 mars, la Chine a annoncé un gel de tous ses projets nucléaires alors que le pays prévoit de multiplier par huit sa capacité atomique d'ici 2020. En quatre ans, 28 réacteurs doivent entrer en fonctionnement. Un rythme qui nourrit des craintes sur la sécurité. Mais les autorités compétentes ont fini début août un tour d'inspection des dispositifs de sécurité de leur parc nucléaire. Et les observateurs du plan nucléaire chinois s'attendent à ce que la construction au pas de charge des centrales reprenne d'ici peu. Après le gel, la débâcle ?

Fissures dans le budget états-unien

Aux Etats-Unis, la catastrophe de Fukushima a attiré l'attention sur la gestion des déchets nucléaires. Plus de 65 000 tonnes de ces déchets s'y accumulent autour des réacteurs sans trouver de lieu de stockage définitif. Une commission bipartisane nommée pour trouver une solution a mis le doigt sur l'utilisation discutable du Fonds pour les déchets nucléaires : doté de 25 milliards de dollars et alimenté par les contributions des électriciens, il a été inclus dans le budget général de l'Etat et sert à masquer en partie son énorme déficit.

<http://brc.gov>

Radio Faléa diffuse !

Radio Faléa émet depuis le 25 juillet. Grâce au soutien financier des Villes de Genève et de Zurich et de l'appui du Forum civique européen, elle diffuse dans les quatre langues locales de cette commune du sud du Mali (sur un rayon de 45 à 50 km) des informations sur la menace pour les villageois que représente l'exploitation du gisement local d'uranium et comment l'éviter. Aux habitants informés de ce qui leur arrive de se concerter et de se mobiliser pour défendre leurs intérêts.

www.falea21.org



RENCONTRE MICHEL PUECH* :

Tout le monde peut « faire son Gandhi »
face aux grands défis globaux

Développement durable : un avenir à faire soi-même¹ est un livre qui navigue sur les flots tumultueux et encombrés du développement durable. Son auteur, le philosophe Michel Puech, y met en avant une solution aussi humble qu'efficace : l'éthique individuelle. Là est le moyen, juge-t-il, de sortir de la brume épaisse qui recouvre ce champ, d'éviter récifs, courants mauvais et embarcations gênantes – en clair, d'échapper à la technocratie des grandes institutions – afin de mettre le cap sur un horizon de plus en plus dégagé.

Selon une philosophie résolument tournée vers l'action, Michel Puech ausculte le corpus d'expériences humaines disponibles pour y dénicher ce qui réussit, fonctionne, fait ses preuves. Et parmi les pratiques couronnées de succès qui retiennent son attention, les méthodes gandhiennes occupent une place de choix.

En s'appuyant sur cette ressource précieuse, Michel Puech plaide pour une société dans laquelle chacun s'informe, prend conscience, investit ou réinvestit ce qu'il juge important, agit de façon réfléchie et délibérée et, dès lors, assume ses actes. C'est dans l'adhésion à cette sagesse pragmatique qui cesse de déléguer à autrui – en particulier à la technocratie – que gît pour lui l'espoir d'un monde moins mal en point, en proie au désarroi, englué dans la grisaille de l'inefficacité chronique qui est sa marque de fabrique actuelle.

Lorsque les individus « feront leur Gandhi », tourneront le dos aux rêves de puissance et de domination, le monde deviendra plus harmonieux, se mettra en phase avec les cycles de la Biosphère et les êtres qui y vivent. Il reprendra des couleurs, celles de l'arc-en-ciel du soutenable.

* Michel Puech est philosophe, maître de conférences à l'Université Paris-Sorbonne, en France.

LaRevueDurable : Pour affronter les grands enjeux contemporains, vous distinguez deux grandes approches : l'une, aujourd'hui dominante, que vous qualifiez de technocratique, l'autre, qui a vos faveurs, que vous identifiez comme relevant de l'éthique. Pouvez-vous expliquer à grands traits l'une et l'autre et pourquoi vous optez sans hésitation pour la seconde ?

Michel Puech :

Notre société, notre civilisation, et aussi chacun d'entre nous, tendent à poser nombre de problèmes en termes techniques, en cherchant à y apporter des réponses par des ajustements institutionnels pour les sociétés, pratiques ou techniques pour les individus. Or, très souvent, c'est là une manière de masquer, pas toujours de façon volontaire, des questions éthiques de fond que nous rechignons à traiter.

LRD : Par exemple ?

MP : Les couches-culottes : faut-il les choisir jetables ou lavables ?? C'est là un problème technique compliqué. Une thèse a été soutenue sur le sujet, internet fourmille de polémiques. Les couches jetables ne sont pas si mal puisqu'elles sont fabriquées à partir de bois, de cellulose, matériel renouvelable. Aussi, pour que les couches lavables l'emportent en termes d'écobilan, il ne faut pas les laver chez soi, mais de manière industrielle, via un service de location. Lorsqu'on change le bébé, on est donc confronté à un vrai dilemme technique.

Mais en fait, le véritable problème n'est pas la couche. Il est dans ce qu'on y met : le bébé qui, en Occident, est destiné à devenir un consommateur vorace une centaine d'années durant ! On raffine techniquement pour savoir si on va le changer avec du papier ou du tissu alors que la différence d'impact écologique, s'il y en a une, est mineure. On pose ainsi en termes techniques un problème qu'on n'a pas envie d'affronter en termes éthiques, en l'occurrence la natalité.

Mensonge vertueux

La natalité est un très gros problème, mais personne n'en parle. En revanche, tout le monde disserte sur les différents types de couches et leurs fabricants. Ce faisant, on déplace le vrai problème, qu'on ne traite pas.





LRD : Notre dossier sur la démographie³ montre que c'est le milliard et demi qui a atteint un haut niveau de richesse et un mode de vie très dispendieux en ressources qui crée les problèmes écologiques globaux actuels...

MP : Aujourd'hui, oui, mais ils sont rejoints à grande vitesse par la Chine, l'Inde et d'autres pays émergents...

LRD : ... De plus en plus de personnes adoptent en effet un mode de vie non durable à l'échelle de la planète. Mais ce dossier sur la démographie a rencontré très peu d'échos. Non seulement personne n'en parle, mais quand on le fait, cela n'intéresse pas.

MP : Le sujet est tabou ! Baisser dramatiquement la natalité est pourtant une manière très efficace de réduire très fortement les impacts écologiques de l'humanité. En outre, il est très simple de ne pas avoir d'enfants. Refuser de poser ainsi le problème, ne pas vouloir de cette solution, c'est être irresponsable.

LRD : En France, le député Yves Cochet a clairement posé le problème en ces termes voilà peu de temps.

MP : Cela est tout à son honneur. Mais d'une manière générale, parler de dénatalité n'est plus politiquement correct. Et on sait très bien pourquoi. C'est à cause du poids des pays du « tiers-monde » dans les institutions internationales. Paul Ehrlich pouvait en parler dans les années 1960. De même que le Club de Rome dans les années 1970. Puis cela est devenu impossible à cause des bureaucraties internationales. Le rapport Brundtland en arrive à des aberrations ridicules. Il explique qu'augmenter le niveau de vie des pauvres va faire diminuer la pollution. C'est de l'idéologie aussi grossière que les pires idéologies du XX^e siècle. C'est un mensonge vertueux stupide.

Microactions

LRD : Outre la couche-culotte « verte » versus la dénatalité, quels autres exemples illustrent, selon vous, la différence entre la (mauvaise) approche technocratique qui a les faveurs de l'époque et la (bonne) approche éthique qui reste largement en rade ?

MP : La couche-culotte est un exemple et un modèle transposable à tous les domaines, par exemple celui des déplacements. Là aussi, on peut poser la question sous un angle technique : vais-je aller à Toulouse en voiture, en avion ou en train ? En voiture hybride, mais seul à bord au lieu de « covoiturer » ? En avion qui vole à l'éthanol ? En train qui roule à l'électricité d'origine nucléaire ? Si l'on prend en compte tous les paramètres, la réponse n'est pas si simple. Mais en fait, là encore, la dimension éthique du problème est ailleurs : elle est dans ce qui motive les déplacements en général : week-end à Barcelone, vacances à Marrakech, etc.

Cette question – éthique – des motifs est présente dans tout ce que nous entreprenons, tous nos comportements, toutes nos mi-

croactions : ce que nous mettons dans nos assiettes, notre façon d'habiter, les biens d'équipement dont nous nous entourons, etc.⁴

LRD : A chaque fois, la technique intervient aussi.

MP : Oui, mais dans un second temps. Il s'agit d'abord de prendre en charge éthiquement les différents secteurs de sa vie : son hygiène de vie, sa santé, ses déplacements, etc. dont dépendent ensuite toutes les déclinaisons techniques. Il y a bien de la technique dans les moyens de contraception, par exemple, mais on peut commencer par prendre le problème à son niveau éthique, en l'occurrence la natalité. Si, pour se déplacer, on choisit de privilégier la marche à pied, on va opter pour des chaussures adaptées, des valises roulantes, etc.

Culte de la puissance

LRD : Aborder tous les problèmes sous l'angle de la technique est donc une erreur.

MP : Oui, une profonde erreur, qui s'explique par une sorte de facilité : on considère que ce ne sont que des problèmes techniques. Rien de bien grave, donc.

LRD : Qu'est-ce qui conduit à ce fourvoisement collectif ? Le problème apparaît profond, de dimension culturelle. Qu'est-ce qui a embarqué notre civilisation sur cette mauvaise piste ?

MP : Le culte de la puissance, qui la caractérise toute entière. Notre rationalité s'attache à dominer les choses, à transformer le monde. L'accumulation de puissance permet d'exercer du pouvoir sur les hommes, ce que représentent symboliquement l'argent, le prestige, la notoriété, et du pouvoir sur les choses. Ces valeurs de puissance et de domination ont permis à la civilisation occidentale des accomplissements, notamment le développement de la technologie, qui elle-même donne encore plus de pouvoir sur les choses et les hommes. C'est toute cette orientation qu'il faut revoir.

LRD : Pour cela, vous préconisez de mobiliser l'éthique à l'échelle individuelle. Ce qui vous conduit à préférer les citoyens aux experts, car chacun de nous est à égalité devant l'éthique.

MP : Oui, et peut-être faut-il reconsidérer les experts en éthique.

LRD : Le Comité consultatif national d'éthique en France, ou la Commission nationale d'éthique dans le domaine de la médecine humaine en Suisse, par exemple, qui incluent de nombreux experts en éthique, ont pour mission d'éclairer la décision sur des problèmes épineux liés aux avancées biomédicales. Comment défendre la thèse que, face aux problèmes sociétaux qu'engendrent ces avancées – la question vaut aussi pour les grands défis de l'écologie –, un individu lambda est à égalité



avec un agrégé en philosophie ou un professeur de médecine, par exemple, qui ont reçu une formation de pointe ad hoc pour aborder ces problèmes ?

MP : En démocratie, face à l'urne du bureau de vote, le plus inculte des adultes majeurs est à égalité avec le plus diplômé des économistes. La démocratie n'est pas sans défauts, mais franchement on en est content et il n'est pas question d'en changer. Oui, on fait voter sur des programmes économiques des gens qui n'ont lu ni Keynes ni Galbraith. Mais ce n'est pas très grave parce que la démocratie, ça marche plutôt bien. Beaucoup mieux que les régimes totalitaires dans lesquels une élite impose ses solutions. Il serait catastrophique d'oublier la démocratie dans l'inflexion à donner à notre civilisation alors que c'est ce qu'elle a produit de mieux.

Evidemment que sur des questions de bioéthique ou de production d'énergie, du nucléaire notamment, et sur beaucoup d'autres, le citoyen de base, qui n'est pas un laboureur du XVIII^e siècle, a son mot à dire. Même si l'information n'est pas toujours facile à trouver, il est capable d'avoir accès à internet, au travail des associations, à une revue comme *LaRevueDurable*. Le pouvoir appartient aux hommes et aux femmes qui sont un minimum motivés, informés et, dès lors, dignes d'être citoyens.

C'est à nous enseignants et journalistes de faire en sorte qu'ils aient envie de l'être et puissent l'être. Cela s'appelle la démocratie. La société à forte teneur en technologie doit devenir une technodémocratie et cesser d'être la technocratie qu'elle est aujourd'hui : il y a actuellement un vrai problème dans le rapport de l'expert et du citoyen et qui se pose tout à fait comme vous l'avez dit.

LRD : Est-ce un symptôme de ce culte de la puissance qui confère à quelques-uns du pouvoir sur la majorité ?

MP : La technocratie, c'est le mélange de deux pouvoirs : c'est la manière dont le pouvoir sur les hommes s'autorise du pouvoir sur les choses grâce à certains savoirs, certaines techniques, l'économie par exemple – dont le statut de science me semble très contestable ; c'est aussi la manière dont un diplôme d'ingénieur, par exemple, permet de s'arroger du pouvoir sur les hommes et pas seulement sur les choses.

Expertocratie et limite

LRD : Comment éviter l'expertocratie – ou la technocratie – qui étouffe la citoyenneté ? Dominique Bourg et Kerry T. Whiteside jugent que les problèmes écologiques échappent à la perception des citoyens ordinaires et, dès lors, à leur sagacité. Du coup, ils prennent la démocratie représentative en défaut⁵.

MP : Je ne le crois pas. Je crois que le Sommet de Copenhague et tous les experts qui y ont contribué n'ont rien fait pour le climat.

Au contraire, toute personne qui ne prend pas sa voiture agit pour le climat. Chaque fois qu'un individu ne climatise pas alors qu'il pourrait le faire, il agit pour le climat.

LRD : Nous dépendons tous, dans nos microactions quotidiennes, de l'offre en équipements. Or, la climatisation s'est démocratisée dans les voitures neuves. Ce qui implique une part supplémentaire d'émissions de gaz à effet de serre multipliée par les millions de voitures qui sont vendues dans le monde. Comment faire pour contrer ou pour échapper à cette réalité ?

MP : On peut accomplir des exploits citoyens héroïques. J'en ai accompli un : j'ai acheté une voiture sans climatiseur ! C'est possible, il y en a sur le marché. Elles ont en outre un avantage incroyable : elles sont moins chères. Si on cherche bien, on trouve des petites voitures à petit moteur et sans climatisation.

*S'impliquer
soi-même
dans
l'action...*

LRD : Ces microactions que vous appelez de vos vœux sont vitales, mais il nous faut aussi des repères globaux. Le fait est que, de manière très périlleuse, nous sommes en train de transgresser certaines des limites que le fonctionnement de la Biosphère nous impose pourtant de respecter si l'on veut préserver les conditions de vie dont l'humanité a besoin : un climat stable, etc. Or, les citoyens ordinaires – vous et moi – ne sont pas équipés pour percevoir cette transgression⁶.

MP : C'est effectivement là un problème technique, car il y a bien sûr de vrais problèmes techniques. Pour évaluer le dépassement des capacités de charge de la planète, une expertise technique est bel et bien utile. Mais peut-être n'est-ce là ni le premier ni le dernier mot de l'affaire. Il y a en effet diverses raisons de relativiser l'importance de cet obstacle technique. Je vous en livre deux. La première est que la conscience du dépassement des limites a peu d'effet sur les comportements. Les fumeurs sont conscients du risque qu'ils prennent avec leur santé, mais cela ne les dissuade pas de fumer. Il y a même des cancérologues qui fument.

LRD : Il est tout de même toujours possible d'agir en conformité avec ce qu'on comprend et beaucoup de gens le font, y compris des cancérologues ! Il faudrait d'ailleurs y regarder de près : la proportion de cancérologues qui fument est sûrement beaucoup plus faible que la proportion de fumeurs dans la population globale.

MP : Sans doute, mais j'ai rencontré très peu de fumeurs qui n'étaient pas conscients des risques qu'ils prenaient. Et comme tous les fumeurs, les cancérologues qui fument ont une probabilité plus forte de mourir du cancer du poumon.

LRD : Dans de nombreux cas, la prise de conscience ne suffit pas...

MP : Et je ne vois pas pourquoi nous serions plus intelligents que des cancérologues fumeurs. Je crains même qu'en tant



12

qu'espèce, nous le soyons moins. Nous savons que la Terre est mise à mal et nous allons pourtant peut-être vers une catastrophe suicidaire. La prise de conscience des limites est une bonne chose, mais il en faut plus – ou autre chose – pour agir⁷.

Une deuxième raison de relativiser l'expertise technique comme moyen de tenir compte des limites de la Biosphère est que cet argument est très faible dans une civilisation dont la puissance technique a dépassé toutes les analyses prospectives. En fait, ces analyses n'ont jamais été à la hauteur de ce qui est advenu. Là où on est, personne ne l'avait prévu. Personne n'avait prédit les usages actuels du micro-ordinateur et du téléphone mobile. Dès lors, il n'est pas convaincant de conclure à l'impuissance des technologies et des énergies de demain face aux limites d'aujourd'hui.

Je ne dis pas qu'on va trouver des solutions. Je crains bien, par exemple, qu'on n'en trouve pas pour démanteler les centrales nucléaires. Mais l'argument des limites techniques face aux fragiles équilibres de la Biosphère est faible parce qu'il minimise la spectaculaire inventivité technologique.

Indignation non négociable

Il faut donc passer ailleurs que par une limite naturelle qui s'imposerait à notre inventivité : les humains jugeront toujours qu'il n'y en a pas. Techniquement, je crois que dépasser les capacités de charge de la planète est une très grave erreur, mais je constate que ce n'est pas un motif d'action convaincant.

LRD : Pour agir en conformité avec la prise de conscience des grands défis, le cœur de votre solution réside dans chaque individu qui a le pouvoir d'agir à son niveau, dans sa vie de tous les jours. A cet égard, vous jugez que Gandhi est une ressource très utile. Ce qui n'est pas, insistez-vous, la même chose que de le considérer comme une grande figure inspiratrice. En quoi et pourquoi, en 2011, considérez-vous Gandhi comme une ressource hautement pertinente ?

MP : Je résiste beaucoup à l'idée de héros, de saint, de modèle. Gandhi a fait des tas de choses pas bien. Il a commis une foule d'erreurs. Et sans doute était-il humainement insupportable. Mais là n'est pas le sujet. Le sujet, c'est de le considérer en tant que ressource d'une manière quasi cynique : « Il y a chez lui de bonnes choses à prendre ? Eh bien prenons-les ! » Mon éthique est très pragmatique : ce qui, à mes yeux, rend Gandhi si intéressant et pertinent, c'est que ses méthodes réussissent. Grâce à elles, il a obtenu l'indépendance de l'Inde !

LRD : Quelles sont ces méthodes ?

MP : Toutes ont trois caractéristiques essentielles. Tout d'abord,

elles partent d'une résolution éthique absolue, qui repose sur une indignation non négociable. Elles s'appuient ensuite

sur un principe de non-violence, le refus des logiques de puissance et de domination. Elles passent enfin par l'implication de soi-même dans l'action plutôt que par la mobilisation des autres par la parole.

Gandhi aide ainsi à « éthiciser » les problèmes et à les désoccidentaliser. Avant lui, tout le monde voyait dans la colonisation de l'Inde un problème institutionnel. Personne ne l'interprétait comme la manifestation d'un désarroi éthique. De même, la non-soutenabilité du développement actuel n'est pas un problème institutionnel ou technique qui nous dépasserait mais, bien plutôt, un problème éthique que chaque individu peut s'approprier. La grande idée subversive de Gandhi est : « Soyez vous-même le changement que vous voulez apporter dans le monde. »

*... plutôt
que mobiliser
les autres par
la parole*

Pour parvenir à ses fins, Gandhi a élaboré toute une panoplie de « bonnes pratiques », qui sont généralisables de manière ascendante et collaborative. J'en ai identifié plusieurs.

LRD : Peut-on les citer ?

MP : La première est l'ahimsa, ou action directe non-violente, qui s'impose à toutes les autres de deux façons. D'abord par une prise de conscience du global, de son harmonie, de ses cycles, et de l'interdépendance de tous les êtres – ce qui ouvre à la philosophie chinoise, au tao et à la pensée bouddhiste. Ensuite par une action qui vise à s'insérer dans cette harmonie, en utilisant pour cela ses énergies et surtout pas en cherchant à imposer sa puissance ou sa domination.

Si, par nos modes de vie, nous collaborons au développement non soutenable, il est vain de prétendre le combattre par des mots. Imaginons un autocollant « Non à l'autoroute Langon-Pau » sur une voiture qui roulerait sur cette autoroute. Si on n'aime pas les autoroutes, il est beaucoup plus efficace de ne pas y rouler. Idem pour les escalators et les ascenseurs. D'une certaine manière, il faut sentir la violence qu'il y a dans un escalator.

LRD : Justement, une seconde bonne pratique gandhienne, c'est de réussir à dire « non », par exemple à l'usage d'une autoroute ou d'un ascenseur.

MP : Gandhi insiste sur ce petit mot que nous ne savons pas utiliser par manque de résolution, cette vertu éthique dont la déficience est à l'origine du désarroi contemporain. Dans un monde

Satiété et frugalité Prendre en charge sa dignité

Huit bonnes pratiques gandhiennes

Ahimsa

Savoir dire non

Satyagraha

Droit à l'erreur

Humilité

Swaraj et swadeshi

13

d'abondance et de facilité que procure la technologie, il peut être très difficile de dire non. Et c'est bien cela qui nous empêche de sortir de l'étape de l'abondance pour passer à celle de la soutenabilité.

La capacité à dire non, on peut l'appliquer quasiment tous les jours. Gandhi demandait à ses concitoyens de ne pas utiliser la justice anglaise, l'école anglaise, les produits anglais, etc. et de ne plus acheter anglais. Ce sont là des réformes du mode de vie. Le problème est dans la robustesse du non. Un non qui n'est ni une agression ni une privation. Ne pas fumer, par exemple, ce n'est pas renoncer. C'est juste ne pas fumer. C'est un accomplissement simple.

LRD : Qu'est-ce que le satyagraha ?

MP : Ce mot veut dire « dévotion à la vérité ». Mais Gandhi lui donne un sens très spécifique pour caractériser l'effort éthique du combattant non-violent, le « satyagrahi ». Il correspond à la profondeur qu'implique une prise en charge éthique de son mode de vie.

Dignité, simplicité, humilité

LRD : Il y a aussi la prise en charge personnelle de sa dignité.

MP : Gandhi définit ainsi la soutenabilité éthique du soi : sa propre dignité n'est pas négociable. « Ma tâche sera terminée, écrit-il, si je réussis à convaincre l'humanité que chaque homme ou chaque femme, quelle que soit sa force physique, est le gardien de sa dignité et de sa liberté. Cette protection est possible même si le monde entier se retourne contre celui qui est seul à résister. »

Une grande difficulté est en effet que, par la force des choses, le premier qui dit non à une indignité est seul. Il faut donc être capable d'être seul à dire non. Chacun peut décliner sa dignité au regard de ce qui lui paraît soutenable. Il s'agit d'être à la hauteur de son indignation, de lui donner suite.

LRD : Deux termes indiens, swaraj et swadeshi, permettent justement d'y donner suite.

MP : Ces mots signifient autonomie politique et économique. Pour cultiver ces deux formes d'autonomie, il s'agit de bien distinguer ce qui relève des rapports verticaux, c'est-à-dire de la domination ou de la dépendance (production/consommation de biens et de services, commerce international, impérialismes militaires, économiques et bureaucratiques) de ce qui relève des rapports horizontaux, c'est-à-dire des relations collaboratives entre foyers autonomes. L'autonomie n'implique ainsi pas du tout de se replier sur soi, mais de se déconnecter au maximum des rapports verticaux et de se connecter au maximum selon des rapports horizontaux.

Voilà comment Gandhi a pu effondrer l'Empire des Indes par le bas, en cessant de consommer ses produits et d'utiliser ses institutions. Il ne s'est pas laissé impressionner par « les lois de l'économie » ni par « la puissance des lobbies et des intérêts financiers ».

LRD : Grand précurseur de la décroissance individuelle ou de la simplicité volontaire, il prônait aussi la satiété et la frugalité.

MP : La satiété signifie être capable d'avoir assez : de nourriture, d'argent, de pouvoir, de paires de chaussures, etc. Ce sentiment se travaille par l'autoéducation. La frugalité signifie savoir ce qu'on veut avoir et l'assumer. Cela peut faire l'objet d'une méditation applicable à chaque composante de son mode de vie, afin de la « conscientiser ».

LRD : Gandhi a fait des erreurs, avez-vous dit, ce qui fait aussi partie de sa panoplie de bonnes pratiques.

MP : Il a lui-même reconnu de nombreuses et graves erreurs. Selon lui, il est juste d'expérimenter des modifications de notre mode de vie, car l'essentiel est dans l'apprentissage, qui suppose le droit de commettre des erreurs et le devoir d'en tirer des leçons.

LRD : Une autre bonne pratique gandhienne : l'humilité.

MP : C'est elle qui fonde le droit à l'erreur. Gandhi insistait sur les actions personnelles d'humilité : filer au rouet, nettoyer les toitures... L'humilité est une méthode universelle, objet de méditation permanente. Devant chaque problème, il faut se demander si l'humilité ne suggère pas un moyen de le résoudre.

LRD : Au bout du compte, l'éthique, notamment du soutenable, est forcément individuelle, personnelle...

MP : L'éthique ne peut être qu'une réappropriation. Il ne revient à aucun philosophe de dire combien d'enfants il faut avoir, par exemple. Il peut dire : « Prenez conscience du problème de la natalité. » Et jouer ainsi un rôle de relais. Mais cela ne consiste absolument pas à donner des listes de prescription et de bonnes conduites qu'on trouve dans les manuels de vie vertueuse. Les réussites de Gandhi suggèrent de tout autres pistes à chacun de nous : selon son approche, le soutenable est une éthique du mode de vie, de l'ordinaire. Elle permet d'affronter n'importe quel problème, aussi gigantesque apparaît-il. ■

1) *Le Pommier, Paris, 2010.*

2) *Ecoïntesys avec LaRevueDurable. Baby Hamlet et les couches jetables ou lavables, LaRevueDurable n° 25, juin-juillet 2007, p. 70.*

3) *LaRevueDurable. Démographie : objectif partage, LaRevueDurable n° 24, mars-avril-mai 2007, pp. 15-53.*

4) *Michel Puech. Homo sapiens technologicus, Le Pommier, Paris, 2008.*

5) *Bourg D, Whiteside KT. Vers une démocratie écologique, Seuil, Paris, 2010. Voir aussi : LaRevueDurable. Pistes pour une démocratie écologique, LaRevueDurable n° 41, mars-avril 2011, pp. 51-54.*

6) *LaRevueDurable. La liberté humaine s'arrête aux frontières de la planète, LaRevueDurable n° 41, mars-avril 2011, pp. 15-55.*

7) *Joule RV, Girandola F. Quelques techniques simples pour amener les gens à s'engager librement, LaRevueDurable n° 23, décembre 2006-janvier-février 2007, pp. 36-38. Joule RV, Bernard. Communication engageante et écologie : expériences pilotes dans le sud de la France, ibid, pp. 39-41.*

POUR ALLER PLUS LOIN

<http://michel.puech.free.fr>



DOSSIER

L'AGRICULTURE REGAGNE DU TERRAIN DANS ET AUTOUR DES VILLES

15

- 14 ILLUSTRATION
TOM TIRABOSCO
- 15 **ÉDITORIAL DU DOSSIER**
- 16 Situation de l'agriculture urbaine
LRD
- 19 Réinstaller la campagne en ville
LRD
- 20 Tokyo, mégapole agricole
NELLY NIWA
- 24 Pour s'alimenter, Paris a le choix entre se tourner vers ses terres ou vers la mer
GILLES BILLEN, SABINE BARLES, PETROS CHATZIMPIROS ET JOSETTE GARNIER
- 28 Le grand potentiel alimentaire de Rennes Métropole
LRD
- 30 A Genève, la planification énergétique territoriale inclut les serres agricoles
LRD
- 33 Les politiques agricoles périurbaines gagnent le cœur des agglomérations françaises
SERGE BONNEFOY
- 37 Les potagers se fraient une place en ville
LRD
- 42 Les jardins d'insertion pacifient le paysage urbain : exemple à Sevran
XAVIER GUIOMAR
- 44 Montréal, porte d'entrée des jardins partagés en terres francophones
ERIC DUCHEMIN
- 47 Des lapins et des poules mettent de la vie en ville
LRD
- 52 Genève et Lille tissent la ville agricole
CAROLINA SOLAR
- 55 Guide
LRD

La rédaction est responsable des titres, des intertitres et des introductions aux articles

Le titre de ce dossier est volontairement optimiste. Car si les pratiques agricoles augmentent bel et bien en ville, si les extraordinaires et multiples vertus du travail de la terre recommencent depuis peu à être reconnues au cœur même des villes, y compris des plus grosses et des plus denses, le fait est que les terres disponibles continuent de diminuer dans et autour d'elles, comme partout ailleurs dans les campagnes, de manière dramatique.

A la cour d'Henri IV, le duc de Sully répétait à l'envi : « Labourage et pâturage sont les deux mamelles dont la France est alimentée, les vraies mines et trésors du Pérou. » C'était au début du XVII^e siècle, lorsque l'entière dépendance des humains à l'égard de la terre était une évidence pour tous. Autre temps autres mœurs : aujourd'hui, bétonnage et goudronnage sont les deux mamelles de la modernité inconsciente.

Cette artificialisation frénétique des sources de la vie, qui conduit la ville à tourner le dos à la campagne, part de l'idée fallacieuse, exacerbée de-puis le XX^e siècle, qu'il est sensé de couper les uns après les autres les cordons ombilicaux qui relient les humains à leur terre nourricière. Heureusement, les signes de reconnaissance de ce fourvoiement – de cette erreur fatale – se multiplient depuis quelques années.

Il ne tient qu'aux urbains, désormais majoritaires sur Terre, de renforcer la tendance à reconquérir les liens vitaux qui les attachent à l'agriculture, en commençant dans et autour des villes, sûrs tremplins vers une revalorisation globale de cette activité. Ce quarante-troisième dossier de LaRevueDurable atteste qu'en plus de fournir des quantités très significatives à manger, et à condition d'adopter les pratiques de l'agriculture biologique, l'agriculture intra et périurbaine a des retombées énormes en termes d'emploi, de qualité de vie, d'équilibres des cycles du carbone et de l'azote, de convivialité, de solidarité, de résilience et de pacification.

En forçant le trait, on peut dire que jardinage et compostage sont les deux mamelles d'une vie citadine réconciliée avec les racines de la vie humaine.



Prochains dossiers de LaRevueDurable :

Novembre - décembre 2011

Mouvements sociaux et écologie

Janvier - février - mars 2012

Retour sur les écoquartiers

Consultez notre site

www.larevuedurable.com

ou appelez le + 41 (0)26 321 37 11

pour connaître le point de vente de

LaRevueDurable

le plus proche de votre domicile

LRD

Situation de l'agriculture urbaine

16

L'agriculture urbaine se définit comme la culture, la transformation et la distribution de différents produits agricoles (alimentaires et non alimentaires) à l'intérieur (intra-urbaine) ou à la périphérie (périurbaine) d'une ville ou d'une métropole (Luc Mougeot, Agropolis, 2006). De la culture d'herbes aromatiques sur un balcon à l'élevage d'animaux en ville, de fermes situées dans la ceinture maraîchère des villes aux potagers publics ou privés qui poussent au pied ou sur les toits des immeubles, l'agriculture urbaine couvre de multiples modalités d'exploitation de la terre.

Autour des villes, la production agricole est souvent intensive et commerciale. Dans les villes, l'activité agricole a plutôt lieu à petite échelle et sert avant tout à l'autoconsommation. Souvent, il s'agit d'une activité informelle, parfois même illégale.

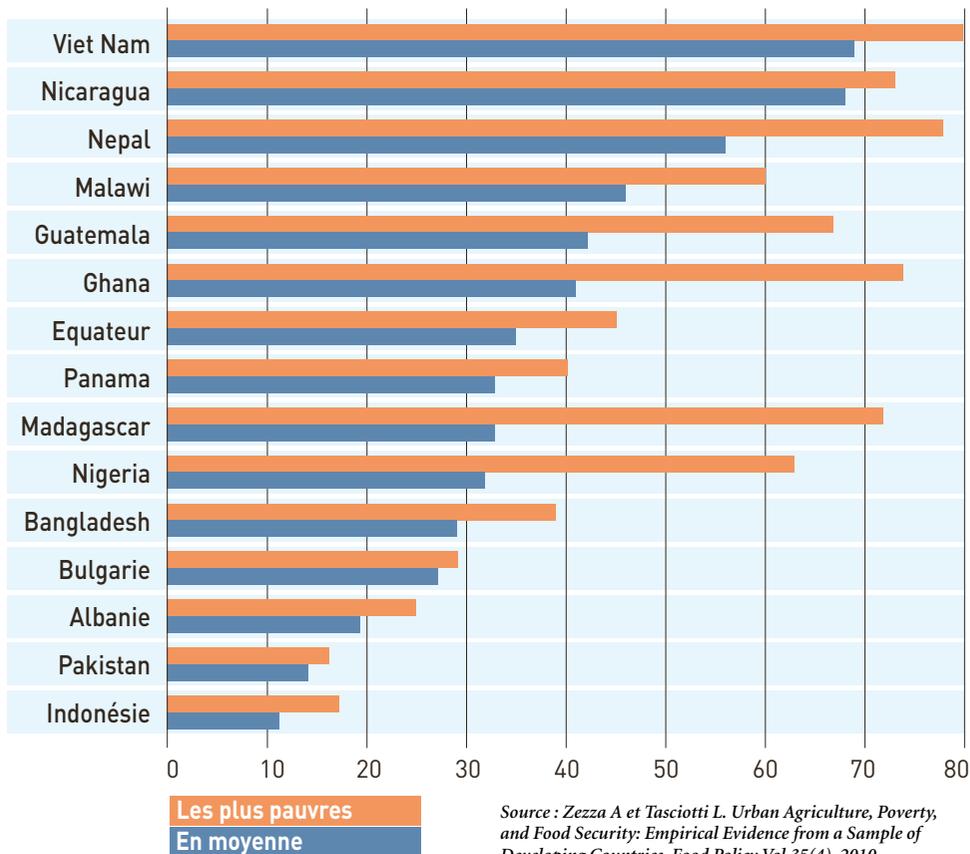
Dans les très rares statistiques disponibles, un chiffre revient souvent : 800 millions de personnes, dont 200 millions à titre professionnel, pratiquent l'agriculture urbaine à l'échelle mondiale. Elles produiraient un tiers de toute la nourriture consommée en ville (Jac Smit et collègues, Urban agriculture, Food, Jobs and Sustainable Cities, 2001).

L'agriculture urbaine ne se limite pas aux pays du Sud. Elle est très prégnante en Europe de l'Est : en Russie, 65 à 80 % des urbains pratiquent une forme d'agriculture. En France, en 2002 (dernière statistique disponible), 35 % des exploitations agricoles sont situées en zone périurbaine, 9 % en zone urbaine (Agreste, Primeur n°117, 2002). En outre, un ménage sur trois cultive des légumes pour la consommation familiale, dont une bonne partie en zone urbaine.

Nouveaux visages

L'agriculture a toujours été très présente dans et autour des villes. Les mondes urbain et agricole ont longtemps entretenu des liens symbiotiques. Sabine Barles les décrit pour la Ville Lumière : jusqu'au début du XX^e siècle, Paris fournit un débouché de taille pour toute la production maraîchère, céréalière et animale locale. Et est en retour un formidable gisement d'engrais organiques : crottin de

Part des ménages urbains qui pratiquent l'agriculture



Source : Zezza A et Tasciotti L. Urban Agriculture, Poverty, and Food Security: Empirical Evidence from a Sample of Developing Countries. Food Policy Vol.35(4), 2010.

cheval, poubelles, eaux usées, etc. (Le siècle d'or de l'écologie industrielle dans les villes françaises : 1790-1880, LaRevueDurable n°25, juin-juillet 2007).

Ce n'est que dans la seconde moitié du XX^e siècle, sous les effets conjugués de l'explosion des transports, de l'étalement urbain et de l'internationalisation des marchés que le divorce ville-campagne est consommé (Christine Aubry et Yuna Chiffolleau, Le développement des circuits courts et l'agriculture périurbaine : histoire, évolution en cours et questions actuelles, présentation à l'Inra, 2010).

Depuis une dizaine d'années, l'agriculture urbaine vit toutefois un timide, mais significatif retour de flamme. L'aspiration des citoyens à retrouver une alimentation saine, gustative et plus écologique alliée à la volonté de tisser des liens avec ceux qui la produisent font la joie des circuits courts.

Aux Etats-Unis, de 1994 à 2007, le nombre de marchés de producteurs est passé de 1785 à 4500. Au Japon, la diversification de la demande des consommateurs favorise depuis quelques décennies l'essor de circuits alternatifs de commercialisation des produits alimentaires. Les grossistes y distribuent 82 % des fruits et légumes frais en 1990, seulement 65 % en 2005 (Groupe de travail Circuits courts de commercialisation, Ministère de l'agriculture, Paris, 2009).

En Suisse 21 % des exploitations pratiquent la vente directe, chiffre stable depuis une dizaine d'années.

En France, en l'absence de statistiques fiables – un éclaircissement est attendu avec le recensement agricole 2010-2011 –, le chiffre emblématique est celui de l'évolution des fermes membres de l'Association pour le maintien de l'agriculture paysanne (Amap).

La première Amap naît à Aubagne en avril 2001. Dix ans plus tard, elles seraient autour de 1200 qui nourriraient près de 200 000 personnes (Miramap, en ligne, 2011).

Marchés, paniers divers et variés, points de vente que gèrent des collectifs d'agriculteurs regroupés en coopérative, restauration collective : les formes des circuits courts s'étoffent et se diversifient.

L'engouement pour l'agriculture contractuelle n'est pas en reste en Suisse romande. Alors qu'il y existe, en 2003, deux groupements d'acheteurs, ils sont 26 en 2011 qui totalisent 6030 contrats de livraison régulière, dont au moins 3600 contrats de paniers hebdomadaires ou mensuels (Uniterre, liste des initiatives d'agriculture contractuelle, juin 2001). Au moins 10 000 Suisses romands tirent une partie de leur alimentation par ce biais.

Ces initiatives ont beau être anecdotiques statistiquement, elles exercent un très fort impact qualitatif. D'abord sur les pratiques agricoles. En Suisse romande, 60 % des paysans en agriculture contractuelle sont biologiques, contre 11 % pour la moyenne nationale. Dans l'agglomération de Rennes, 30 % des producteurs qui pratiquent la vente directe sont certifiés bio, contre 3 % pour la moyenne nationale. En Ile-de-France, tous les maraichers bio – ils sont 80 – écoulent leur production via des Amaps.

Ces initiatives ont ensuite un gros impact sur l'emploi. Toujours dans l'agglomération rennaise, une enquête sur les circuits courts révèle un résultat étonnant. Malgré leur faible part dans le marché alimentaire – environ 1,5 % –, ces circuits génèrent autour de 260 emplois. Un score très élevé au regard des 1000 emplois agricoles du territoire (Les circuits courts en Bretagne, Projet Salt, Civam Bretagne, 2008).

Tous jardiniers

Deuxième tendance saillante de l'agriculture urbaine : l'apparition des jardins appelés, non plus simplement familiaux ou ouvriers mais, au choix, collectifs, communautaires, partagés ou potagers urbains. L'étiquette diffère, mais l'idée fondamentale est la même :



Potager urbain au centre de Caracas, que gère une coopérative de sept membres sans aucune expérience agricole ; des techniciens cubains payés par le Gouvernement vénézuélien les ont formés

construire un projet agricole collectif sur un lopin de terre en ville ou en bordure de ville. Amsterdam, Londres, Stockholm, Berlin en Europe, New York, Philadelphie, Cleveland, Detroit, Chicago, Montréal, Toronto, Vancouver en Amérique du Nord sont quelques-unes des capitales de cette tendance majeure.

A Berlin, 80 000 personnes donneraient vie à cette pratique. New York inclurait 1000 jardins communautaires en terres publiques. A Boston, 150 jardins communautaires regrouperaient plus de 10 000 jardiniers (Eric Duchemin et collègues. Agriculture urbaine : un outil multidimensionnel pour le développement des quartiers, VertigO (10), n°2, 2010).

Le maire de Londres, Boris Johnson, a lancé un pari : mettre 2012 parcelles à l'intérieur de la ville en culture d'ici la fin 2012. En août 2011, 1200 jardins communautaires accueillent déjà plus de 35 000 jardiniers (www.capitalgrowth.org).

En France, aucun chiffre officiel sur le nombre de jardins et de jardiniers n'est disponible. L'un des fondateurs du mouvement des jardins partagés et animateur du réseau « Le jardin dans tous ses états » Eric Prédine les estime à des dizaines de milliers. « La dynamique est particulièrement forte dans les zones urbanisées les plus touchées par la crise économique », explique cet ingénieur qui suit ces jardins depuis vingt ans. Il constate les croissances les plus fortes de cette pratique dans le Nord-Pas-de-Calais, en Rhône-Alpes et dans le Finistère.

Plus de vitamines, moins d'argent

L'autoproduction alimentaire est depuis toujours une stratégie de lutte contre la pauvreté. Les avantages en termes de sécurité alimentaire que procure l'agriculture urbaine se matérialisent surtout par un meilleur accès à de la nourriture et à une alimentation plus nutritive. Les foyers qui s'y adonnent tendent à manger plus, parfois jusqu'à 30 % plus.



Vente de produits maraîchers bio à Cuba

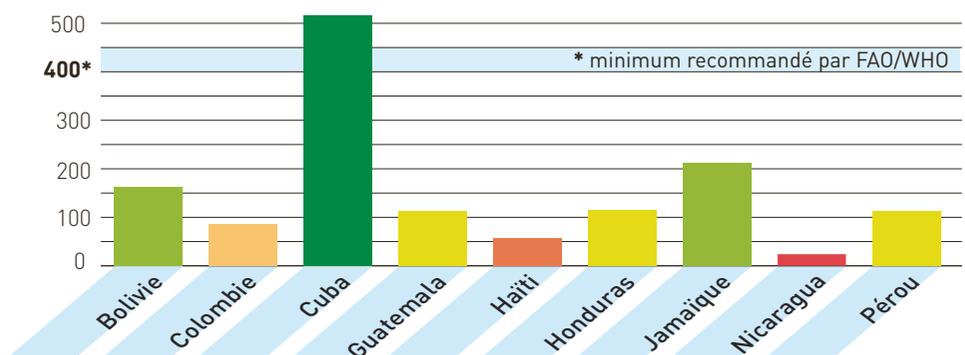
Ces ménages profitent également d'une diète plus diversifiée, ce qu'indique l'accroissement des groupes d'aliments consommés. Une consommation relativement plus importante de légumes, de fruits et de viande se traduit par une prise calorique globale plus élevée. A Cuba, pays leader de l'agriculture urbaine, la consommation de fruits et légumes est bien supérieure à celles de ses voisins (Growing Greener Cities, FAO, 2010).

La crise économique et l'augmentation des prix agricoles et du pétrole affectent les ménages modestes partout dans le monde. Le nombre de personnes qui souffrent de la faim a fait un bon de 100 millions de 2008 à 2009 pour dépasser le milliard. Fait inédit, la plupart des nouvelles victimes de la faim habitent en ville alors que les victimes de la faim ont toujours été très majoritairement des paysans ou des ruraux pauvres.

A la faveur de la légère embellie économique en 2010, le nombre de personnes qui souffrent de la faim est retombé à 925 millions, mais la flambée récente des prix des aliments pourrait inverser à nouveau la tendance. En décembre 2010, l'indice FAO des prix des denrées alimentaires a dépassé son pic de 2008. Sucre, huiles et matières grasses affichent la plus forte hausse (Initiative sur la flambée des prix des aliments, Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture).

En France, 12 % des adultes vivent en situation d'insécurité alimentaire : faute d'argent, ils n'ont pas assez à manger ou pas assez à manger de certains aliments. En 2010, trois

Consommation journalière de fruits et légumes dans quelques pays d'Amérique latine en grammes/personne/jour



Source: Growing Greener Cities, FAO, 2010.

millions de Français ont eu recours à l'aide alimentaire. Les demandeurs sont souvent « fragilisés dans leur budget [et] recourent à l'aide alimentaire pour conserver leur logement ou leur voiture » (L'insécurité alimentaire pour des raisons financières en France, Observatoire nationale de la pauvreté et de l'exclusion sociale, 2010).

Dans ces circonstances, l'autoproduction constitue une option pour beaucoup de familles. Le réseau « Le jardin dans tous ses états » estime qu'un ménage français modeste qui produit ses propres fruits et légumes économise l'équivalent d'un mois de salaire. A Genève, une étude sur les jardins familiaux montre que les jardiniers les plus ambitieux peuvent en retirer jusqu'à l'équivalent de 1200 francs (1100 euros) par an en fruits et légumes (Vincent Gigon. Etude de la productivité des jardins familiaux, Hepia, 2011).

Seuls 12 % des Français mangent en moyenne cinq portions de fruits ou légumes par jour. La moitié de ceux qui ne mangent pas assez de fruits et légumes avancent l'obstacle financier pour expliquer cet état de fait (Baromètre Santé Nutrition, 2008).

Le terrain, denrée rare

En France, le béton et le goudron engouffrent tous les jours 35 hectares de terres agricoles. En Suisse, 7 hectares succombent chaque jour à cette artificialisation massive et accélérée. L'urbanisation fait reculer la frontière agricole chaque jour un peu plus

alors que les espaces verts urbains régressent eux aussi (Ministère de l'écologie, statistique sur l'occupation des sols, 2010 et Office fédéral de la statistique).

Les prix du foncier en ville et aux alentours favorisent les exploitations les plus grandes et les plus intensives. En Ile-de-France, on compte 187 fermes en arboriculture en 1987, 110 en 2000, moins de 60 en 2007. Quant à la production biologique, elle est chroniquement déficitaire au regard de la demande.

Les écarts entre les salaires agricoles et les salaires en ville détournent du travail de la terre. Un salarié d'une exploitation de maraîchage ne gagne pas de quoi se loger en Ile-de-France « sauf lorsque l'agriculture ou la commune mettent en œuvre des politiques actives d'aide au logement », précise Christine Aubry, spécialiste de l'agriculture urbaine à l'Inra.

Signe de ces difficultés, la moitié des adhérents des Amaps franciliennes en sont réduits à trouver « leur » fermier au-delà des frontières de la région. Beaucoup d'entre eux le déplorent, car les kilomètres que parcourt leur alimentation sont anti-écologiques par excellence. Mais du coup, ils font pression sur le Conseil régional et les agriculteurs de la région pour encourager les conversions au bio (Christine Aubry et collègues, Short Supply Chains in Periurban Zones : a Way to Maintain Rurality near the City? Some Examples Taken from the Ile-de-France Region, Conférence Rurality near the City, 2008). ■

LRD

Réinstaller la campagne en ville

Washington DC, Maison-Blanche, mars 2009. Le printemps prodigue ses premiers rayons bienfaiteurs sur les rues, les bâtiments et les places publiques. La vie reprend dans les parcs et les jardins. Fièremment équipée d'une pelle, entourée d'écopiliers attentifs et sans doute très honorés d'être là, Michelle Obama s'emploie à bêcher le gazon du jardin de l'illustre propriété qu'elle occupera au moins jusque fin 2012, afin d'y semer un potager bio.

C'est le premier potager qui sort de terre en cette auguste résidence depuis celui qu'Eleanor Roosevelt et sa fille y cultivèrent pendant la Seconde Guerre mondiale, à l'époque des « Jardins de la victoire » : au Royaume-Uni et en Amérique du Nord, les canaux habituels d'approvisionnement alimentaire étant disloqués, jardins privés et publics devaient nourrir en partie les populations.

Mais le potager d'Eleanor Roosevelt était lilliputien, son rôle purement symbolique. Celui de Michelle Obama est d'une tout autre dimension : elle veut vraiment en voir les fruits quotidiens servis à la table de sa famille. Pour en trouver un de taille équivalente en ce lieu, il faut remonter au XIX^e siècle.

Plus de soixante ans après la Seconde Guerre mondiale, la fonction nourricière anticrise des potagers urbains et, plus largement, de l'agriculture urbaine revient en force dans les pays « riches » aux fondements matériels et à la cohésion sociale ébranlés. Longtemps réservée aux pays du Sud et d'Europe de l'Est, l'agriculture de survie se répand dans les quartiers populaires des villes du premier monde.

Et il faut insister : l'agriculture urbaine – intra-urbaine et périurbaine – n'est pas condamnée à jouer un rôle symbolique ou purement d'appoint : elle a une vraie fonction nourricière à remplir. Le potentiel vivrier des agglomérations, par exemple à Rennes Métropole où il a été calculé, est très substantiel.

De plus, Michelle Obama le souligne fort justement, cette agriculture doit aider à – se – nourrir *sainement*. Par son action, la first Lady invite et incite un maximum de familles à préparer et à partager des produits frais et pleins de vitamines. En plus de souhaiter voir les gens manger à leur faim, elle aimerait changer la culture culinaire des Etats-Unis.

Cette aspiration à retrouver le plaisir de produits sains et goûteux partagés en famille tra-

verse les pays riches. La première motivation des consommateurs des circuits courts et biologiques en Occident est de manger des aliments qui ont du goût. Il serait toutefois réducteur de limiter l'agriculture urbaine à cette « seule » fonction nourricière, quantitative et qualitative, même en y ajoutant la dimension qualité de vie.

Résilience

Plus profondément encore, l'agriculture urbaine est vectrice de résilience territoriale : ses vertus écologiques et sociales en font un atout décisif pour aider villes et territoires à inverser la tendance à la dégradation des écosystèmes, à s'adapter au pic pétrolier et au changement climatique, et à contenir la menace permanente de déstabilisation économique et de désagrégation sociale.

Ce dossier explore les modalités par lesquelles l'agriculture urbaine obtient tant de résultats positifs. D'abord en examinant la place des villes dans l'organisation générale de la production et de la consommation agricoles. Ensuite en évoquant plusieurs moyens pratiques de concrétiser cette organisation. Et finalement, en phase avec l'action de Michelle Obama, en décrivant et en décryptant le rôle humain pivot des potagers et des petits élevages urbains.

Un territoire résilient produit assez dans la durée pour répondre aux besoins de ses habitants et, en même temps, respecte les équilibres écologiques locaux et globaux. Il se fonde sur une sortie progressive des énergies fossiles et fissiles, l'arrêt de l'étalement urbain et de l'imperméabilisation des sols et, sur le plan plus strictement alimentaire, la relocalisation des sources d'approvisionnement, le renforcement des circuits courts et des filières locales, le rééquilibrage de la production (céréales, produits animaux, fruits et légumes), l'adoption de l'agriculture biologique (pour la production) et d'une diète quotidienne à plus faible teneur en produits animaux (pour la consommation).

En accord avec toutes ces options, l'urbanisme doit mêler intelligemment ville et campagne, milieu urbain et production alimentaire. A cet égard, Tokyo offre un modèle très intéressant. Et des ébauches d'agroécoquartiers apparaissent ici et là. En outre, en entretenant un paysage varié, une riche biodiversité et des espaces de loisirs et de délasserment, les corridors agroenvironnementaux en périphérie des agglomérations sont essentiels au bien-être des citadins.



Geneviève Gignac / Montréal

La présence de la ville près des champs permet aussi de profiter des flux de chaleur qu'elle génère pour chauffer des serres. Ce qui fait définitivement pencher la balance du bilan énergétique des tomates, par exemple, en faveur de la production locale sur les importations du Sud de l'Europe ou de plus loin encore.

Troisième grand volet de ce dossier : l'explosion des jardins potagers et, à un moindre égard, des petits élevages en ville. Dans ce registre, en mutualisant les compétences, en reliant fortement les uns aux autres, en tirant les pratiques communes vers l'écologie, les jardins communautaires relancent complètement la pratique du jardinage en ville. Partis d'Amérique du Nord, ces jardins ont pris racine à Montréal, d'où ils ont gagné la France en prenant le nom de jardins partagés qui, à leur tour, inspirent les potagers urbains romands.

D'une manière générale, l'agriculture urbaine est un terrain de créativité et de recherche permanente. Il s'y tisse des liens très importants entre producteurs et consommateurs, entre jardiniers amateurs qui échangent conseils et outils, et dans la convivialité qui règne sur les marchés.

Pourvoyeuse d'emplois, vectrice d'insertion, d'intégration, d'apprentissage du vivre ensemble, éducative, l'agriculture urbaine est une école de civisme, de construction collective de sens et d'un idéal, une préparation technique, humaine et sociale à relever les défis à venir. ■

Nelly Niwa*

Tokyo, mégalopole agricole

20 Tokyo a beau être une des plus denses mégalopoles au monde, elle abrite un fort taux d'activités agricoles dans son périmètre : 2 % de sa surface sont utilisés à cette fin. Issue de traditions millénaires, l'agriculture dans la capitale nipponne prodigue de multiples avantages aux Tokyoïtes : outre de l'alimentation, elle fournit du bien-être, du lien social, de la fraîcheur l'été et une protection inestimable à l'égard de diverses catastrophes dont ce pays est coutumier.

La présence de l'agriculture en plein cœur de Tokyo, ville où l'occupation de l'espace est l'une des plus intenses au monde, et dont l'agglomération atteint le chiffre record de 35 millions de personnes, a de quoi surprendre. Aujourd'hui, les 23 préfectures de Tokyo comptent 671 hectares en surfaces agricoles, soit environ 2 % de la surface totale de la ville (TMG, 2005).

Les 1916 exploitations de Tokyo forment une véritable mosaïque agro-urbaine. Moins nombreuses dans l'hypercentre, elles y élaborent des stratégies très innovantes pour se maintenir. En périphérie, elles sont de type plus traditionnel.

L'héritage d'Edo

Du temps où Tokyo s'appelle encore Edo, c'est-à-dire jusqu'en 1868, l'agriculture perdure sur 40 % du territoire de la ville. Ses principaux occupants sont les samouraïs (ils occupent 77 % de la superficie de la ville en 1644). Originaires des autres provinces du Japon, ils soutiennent l'agriculture urbaine afin de perpétuer les cultures de leur région. Plus généralement, les habitants d'Edo plébiscitent cette activité pour assurer leur approvisionnement alimentaire et pour leurs déchets urbains.

Sur cet arrière-fond traditionnel, Tokyo présente depuis lors un dispositif de croissance original, qui insère et intègre l'agricul-

ture au tissu urbain : la ville se développe à partir d'une trame agricole qui persiste dans le temps.

Ce développement urbain contraste avec celui qui a lieu en Occident où, le plus souvent, la croissance des villes avance depuis un point central vers la périphérie. La ville urbanise peu à peu la campagne en rayonnant autour de son centre. Si des poches agricoles subsistent parfois, elles finissent, à terme, par être construites. Longtemps, la limite ville-campagne a même été si stricte qu'elle se matérialisait par un mur : le rempart.

Au contraire, ni bâtiments ni murs n'ont jamais marqué la frontière de la ville japonaise. A Tokyo, la limite entre l'urbain et le rural s'étire de manière tellement graduelle sur une si grande distance qu'elle n'est jamais claire. Pour s'en convaincre, il suffit de s'approcher d'une agglomération européenne, celle de Lausanne par exemple, et de comparer sa limite tranchée avec les bords très diffus de Tokyo.

Au Japon, la ville mange la campagne comme un ver à soie mange une feuille de

mûrier. De petites zones urbanisées prennent place sur une trame que forment des parcelles agricoles. La rizière (culture majoritaire) est la trame de base sur laquelle des opérations immobilières prennent place aléatoirement. A Tokyo, 90 % des exploitations font moins de 1 hectare ; 35 % des exploitations moins de 0,3 hectare.

Cependant, les mécanismes de développement et de planification de la ville n'expliquent pas à eux seuls la permanence de l'agriculture à Tokyo. D'autres facteurs s'y ajoutent pour rendre compte de ce phénomène.

Pilier culturel

Du temps d'Edo, l'agriculture près des villes nourrit les citadins et traite une partie de leurs déchets organiques. Cette pratique a aussi cours dans les villes européennes, par exemple à Paris (Barles, 2007a ; 2007b). A Tokyo, divers types de contrats relient les fournisseurs (la population urbaine) aux consommateurs (les agriculteurs).

Cette synergie ville-agriculture est très efficace, et c'est sans doute cette efficacité qui retarde la mise en place de réseaux d'égouts à Tokyo. La récolte des déchets urbains s'y prolonge jusqu'au début du XX^e siècle dans sa partie centrale ; jusqu'aux années 1960 à sa périphérie.

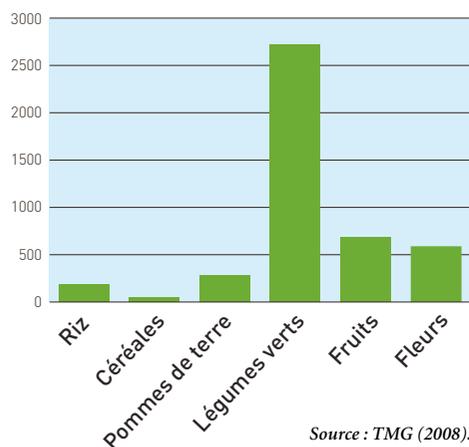
Au XIX^e siècle et pendant une partie du XX^e siècle, l'agriculture urbaine a donc besoin de la ville pour fertiliser ses sols et la ville dépend de l'agriculture urbaine pour se nourrir et pour gérer ses déchets. Aujourd'hui, la situation a changé : Tokyo importe la majori-



A gauche, frontière champs-ville nette à Lausanne ; à droite, mélange agriculture-ville à Tokyo

* Nelly Niwa prépare une thèse sur l'agriculture intra-urbaine à l'Institut de politiques territoriales et d'environnement urbain (Ipteh), à l'Université de Lausanne, en Suisse.

Principales productions en ha à Tokyo



Source : TMG (2008).

té de sa nourriture et les centrales d'épuration traitent les eaux des égouts.

Cependant, la nourriture reste un des grands piliers sur lesquels la société japonaise repose. C'est une chose précieuse qu'on offre aux divinités dans les temples, à ses collègues quand on rentre de voyage, à sa famille lors des fêtes de fin d'année. Dans la cuisine japonaise, fruits et légumes tiennent le haut du pavé. Leur qualité gustative, esthétique et sanitaire doit dès lors être irréprochable. A tous ces égards, par sa proximité, l'agriculture intra-urbaine occupe une position avantageuse.



Arrondissement de Nerima, Tokyo

La cuisine japonaise a pour particularité de très peu transformer les produits de base qui composent le plat. Comme le constate Roland Barthes (1970), les aliments arrivent naturels sur la table. Pour seule véritable transformation, ils ont été découpés. Souvent très peu cuits, ils sont peu assaisonnés. Sushis et sashimis sont des exemples très connus de plats sans cuisson et sans assaisonnement.

Cette presque crudité des aliments implique qu'ils soient de grande qualité gustative et qu'ils aient une belle apparence. La fraîcheur des produits est fondamentale et l'agriculture en ville tire avantage de cette culture culinaire. L'agriculture tokyoïte produit surtout des légumes verts (2696 hectares), des fruits (699 ha) et des fleurs (648 ha) (TMG, 2008).

Industrie et santé

Autre avantage de l'agriculture urbaine : la qualité sanitaire des produits. Les Japonais sont très sensibles à leur santé. Le Japon est

le pays où l'on vit le plus longtemps dans le monde, ce qui ne relève nullement du hasard.

Cette préoccupation se retrouve dans le rapport à la nourriture. Des accidents sanitaires majeurs, comme la contamination au mercure dans la baie de Minamata, ont conduit les Japonais à prendre conscience de leur vulnérabilité face aux grandes pollutions industrielles et à la nécessité de s'en prémunir.

Cette prise de conscience a trois conséquences principales : la naissance et l'essor de l'agriculture biologique ; la volonté étatique d'augmenter l'autosuffisance du pays ; la mise en place de systèmes de coopération entre urbains et agriculteurs.

Les « tekkei », qui établissent un contrat qui engage l'agriculteur et les consommateurs (Amemiya, 2007), sont les ancêtres de l'agriculture contractuelle de proximité en Suisse ou de l'Association pour le maintien de l'agriculture paysanne (Amap) en France

De bons rapports de voisinage

A Tokyo, l'essentiel du travail agricole se fait à la main, ce qui limite les nuisances sonores : la petitesse des parcelles favorise le travail manuel. Pour les nuisances olfactives, une ferme de vaches laitières située en plein Tokyo a trouvé une solution originale pour les atténuer en répandant autour de la ferme des tonnes de marc de café qui absorbent les mauvaises odeurs.

De même, les agriculteurs cherchent à instaurer des liens privilégiés avec les urbains et à

faire de leurs exploitations des centres sociaux de quartier. La pratique de réserver certains espaces sur l'exploitation à des fins d'agriculture de loisir pour citadins (taiken noen) se généralise de plus en plus. L'agriculteur accompagne les urbains tout au long de la production, leur donne consignes et conseils tout en gardant le contrôle de l'exploitation.

En échange, les utilisateurs apportent une petite contribution financière et les agriculteurs touchent des subsides de

l'arrondissement. Souvent, de petits espaces collectifs sont mis en place dans les exploitations et agriculteurs, professionnels et amateurs se retrouvent autour d'une table pour déguster leur production.

Les avantages de ces initiatives sont multiples : elles maintiennent de bons rapports entre agriculteurs et urbains, permettent aux premiers de toucher un petit revenu, et aux seconds d'expérimenter l'agriculture et de s'approprier ces espaces. Elles

sont aussi un bon apprentissage pour les agriculteurs amateurs qui ont tendance à trop utiliser de produits phytosanitaires. Des études montrent en effet que les jardins communautaires font partie des gros pollueurs de l'eau en ville.

En outre, elles augmentent les liens sociaux entre habitants, ce qui favorise l'entraide en cas de catastrophe.

NN



Vente directe

Les agriculteurs tokyoïtes innovent beaucoup sur le plan commercial. La vente à la ferme, en particulier, est très bien organisée : l'union des coopératives agricoles édite une carte qui situe géographiquement les exploitations qui vendent leur production sur place. Les noms des agriculteurs et les différents produits qu'ils vendent sont répertoriés sur

un tableau qui accompagne la carte. Sur place, un drapeau vert signale les lieux de vente.

Les dispositifs de vente sur les exploitations sont très simples (une étagère avec une tirelire) ou plus complexes (des consignes automatiques de gare recyclées comme distributeurs de légumes) et mobiles (des chariots ambulants). Dans les arrondisse-

ments, on trouve aussi des magasins liés à la coopérative qui vendent les productions environnantes, dans lesquels un agriculteur renseigne sur les produits. Un panneau montre les photos de tous les agriculteurs qui approvisionnent le magasin et une étiquette sur chaque produit identifie l'exploitation dont il provient.

NN

(LaRevueDurable, 2003). En outre, comme à l'époque d'Edo, les citoyens japonais expriment une claire volonté de soutenir l'agriculture urbaine.

La croyance que ce qu'on voit est plus sûr que ce qui est caché est ancrée dans la culture japonaise. Lorsque le cuisinier travaille sous les yeux des convives d'un restaurant luxueux ou populaire, l'idée n'est pas tant de donner en spectacle la préparation d'un plat que de permettre aux clients d'observer les ingrédients et la manière dont ils sont préparés. Si l'on peut voir les cuisines, le

cuisinier ne peut pas tricher sur la qualité de ses produits ni sur la propreté de ses locaux et équipements.

L'agriculture en ville présente le même avantage : produite sous les yeux – et donc sous le contrôle – des urbains, elle serait plus sûre pour la santé. C'est en tout cas ce que révèlent les entretiens menés sur place avec des Tokyoïtes. Néanmoins, la question de la pollution par la ville sur les productions agricoles se pose. Mais à Tokyo, agriculteurs et autorités sont très discrets à son sujet. Elle reste donc entièrement ouverte.

Cyclones, tsunamis, canicules

Les Japonais sont extrêmement sensibles aux risques naturels. Pour s'en convaincre, il suffit de consulter la page du site de l'agence météorologique japonaise. Alors qu'en Europe, l'essentiel de cette page énonce le temps qu'il fera aujourd'hui et demain, au Japon, cyclones tropicaux, tsunamis, tremblements de terre, éruptions volcaniques, typhons, événements de chaleur extrêmes, etc. occupent l'essentiel des titres.

Cette omniprésence quotidienne des risques naturels conduit à concevoir la ville autour de la protection de ses habitants. C'est notamment pourquoi des normes sismiques strictes régissent les constructions. Et qu'il est nécessaire de laisser un espace d'un mètre environ entre chaque bâtiment.

Lors du séisme du Kanto, en 1923, 150 000 personnes ont perdu la vie ou ont été portées disparues, notamment suite à l'incendie qui a ravagé Tokyo. Depuis, la volonté de construire des villes résistantes au feu a conduit à séparer les zones urbaines denses les unes des autres grâce à des espaces ouverts végétalisés, qui servent aussi de zones de refuge en cas de catastrophe.

Leurs sols non imperméabilisés sont précieux pour absorber les trombes d'eau qui se déversent sur les villes japonaises à la saison des pluies et en cas de typhon. Les surfaces végétalisées aident aussi à lutter contre les îlots de chaleur urbains qui frappent très fortement la capitale nipponne (Dhakal, 2005).

Pour tenter de limiter ce phénomène, la municipalité prend diverses mesures, dont l'essor des surfaces vertes en ville. Son plan préconise, entre autres actions, de végétaliser les toitures. Depuis 2000, une réglementation stipule que les bâtiments ayant une toiture de plus de 1000 m² doivent être végétalisés sur au moins un quart de leur surface. Si le bâtiment est public, la règle s'applique aux toitures de plus de 250 m².

Nippon Telegraph and Telephone Corporation, leader du marché des télécommunications au Japon, a ainsi aménagé une culture



hydroponique de patates douces sur la toiture d'un bâtiment situé en plein cœur de Tokyo. D'après ses mesures, ce Sweet Potato Roof fait descendre la température de la toiture de 27°C aux heures les plus chaudes de la journée.

Contact visuel

A Tokyo, l'agriculture remplit un autre rôle essentiel : fournir des espaces verts. Avec seulement 5 % de sa surface consacrée aux parcs, c'est une ville très minérale. Par contraste, les parcs couvrent plus d'un quart de la surface à New York. Les 2,9 m² de parcs que Tokyo propose par personne sont à comparer aux 27m² de Berlin et aux 35 m² d'Amsterdam.

L'agriculture constitue 10 % des espaces verts de Tokyo. La préserver, c'est garder une meilleure qualité de vie en ville dans un contexte de pression urbaine et de maîtrise foncière en majorité privée, qui rend difficile la possibilité d'utiliser des surfaces pour y accueillir des parcs.

Dans les cultures japonaise et occidentale, le rapport à la nature est très différent, a

fortiori l'usage des espaces naturels en ville. Le contact avec la nature dans un jardin japonais est essentiellement visuel. Il se fait depuis un cheminement que des gravillons ou des pierres délimitent et au travers de points de vue fixés comme des cadrages. La relation à la nature est avant tout contemplative, l'appropriation des espaces verts se fait par le regard.

En Europe, l'appropriation de ces espaces est physique. Ce qui engendre leur détérioration incompatible avec l'activité agricole. Dans la pratique des Japonais de l'espace naturel, la contemplation est permise sur des cheminements autour des exploitations agricoles. Les Japonais étant très disciplinés, le voisinage urbain, même proche, n'est pas vecteur de nuisances pour l'exploitation agricole.

Tokyo démontre que l'agriculture en ville n'est pas une aberration et répond à un besoin réel. L'agriculture en ville est ainsi possible et viable même dans une mégapole de pays développé où la pression urbaine est intense. L'exemple tokyoïte révèle aussi qu'un tissu urbain mixte, où l'agriculture prend place, rend les villes plus durables. ■

BIBLIOGRAPHIE

AMEMIYA H. *Le Tekkei: la référence japonaise de la vente directe de produits fermiers locaux*. Dans : *L'agriculture participative. Dynamiques bretonnes de la vente directe*, Presse Universitaire de Rennes, pp. 21-48, 2007.

BARLES S. *Le siècle d'or de l'écologie industrielle dans les villes françaises : 1790-1880*, LaRevueDurable n°25, juin-juillet 2007a, pp. 21-24.

BARLES S. *L'invention des déchets urbains dans les villes françaises : 1790-1880*, LaRevueDurable n°25, juin-juillet 2007b, pp. 25-28.

BARTHES R. *L'empire des signes*, Editions du Seuil, Paris, 1970.

DHAKAL S. *Ça chauffe à Tokyo*, LaRevueDurable n°14, février-mars 2005, p. 19.

LA REVUE DURABLE. *Des initiatives tentent de rapprocher paysans et consommateurs*, LaRevueDurable n°6, juillet-août-septembre 2003, pp. 54-59.

TOKYO METROPOLITAN GOVERNMENT (TMG). *Bureau of General Affairs, Statistic Division Management and Coordination Section*, Tokyo statistical yearbook, 2005.

POUR ALLER PLUS LOIN

ASHIHARA Y. *The Hidden Order: Tokyo through the Twentieth Century, translated and adapted by Lynne E. Riggs*, Tokyo, New York: Kodansha International, 1989.

DIMOUDI A, NIKOLOPOULOU M. *Vegetation in the Urban Environment: Microclimatic Analysis and Benefits*. Energy and Buildings n°35, pp. 69-76, 2003.

NIWA N. *La nature en ville peut-elle être agricole? De la Suisse au Japon*, Urbia n°8. Urbanisme végétal et agriurbanisme, 2009. www.unil.ch/ouvdd/page74948.html

SHELTON B. *Learning from the Japanese City: West Meets East in Urban Design*. Routledge, New York, 1999.

Gilles Billen, Sabine Barles, Petros Chatzimpiros et Josette Garnier*

Pour s'alimenter, Paris a le choix entre se tourner vers ses terres ou vers la mer

24 Les Parisiens dépendent de territoires ruraux pour s'alimenter. Deux options majeures se présentent à eux pour poursuivre leur approvisionnement alimentaire : privilégier leur hinterland, c'est-à-dire leur arrière-pays nourricier, ou préférer des terres lointaines, aux produits accessibles par voie maritime. La première solution, qui prolonge une longue tradition, a l'immense mérite de protéger les sources d'eau des Parisiens, de même que le climat global. Elle répond également à une aspiration locale de plus en plus populaire.

François Ascher (2001) définit une ville comme « un regroupement de populations qui ne produisent pas elles-mêmes leurs moyens de subsistance alimentaire ». Selon cette définition, le développement des villes est donc lié à la capacité d'un territoire rural extérieur, proche ou lointain, à produire un surplus alimentaire, et des moyens des villes à mobiliser et à acheminer ce surplus.

La croissance de la Rome impériale, forte de près d'un million d'habitants à son apogée (Morley, 1996), s'est faite en exploitant les ressources céréalières de tout l'empire, de l'Égypte en particulier. Londres, métropole industrielle, a accompagné son essor démographique d'un élargissement considérable de son aire d'approvisionnement en nourriture, dans une très large mesure via l'importation maritime de céréales issues d'Europe orientale et du Nouveau Monde.

Toute autre est la situation de Paris, qui s'est toujours nourri des terres qui l'entourent. Or, l'agglomération parisienne est passée d'environ 600 000 habitants à la veille de la Révolution française à plus de 10 millions aujourd'hui, soit une multiplication par presque vingt de sa population.

En outre, la ration alimentaire par habitant a augmenté de 80 % depuis la fin du XVIII^e siècle, et la part des produits animaux et, dans une moindre mesure, celle des fruits et légumes se sont accrues au détriment des produits céréaliers. La consommation de protéines (ce qui compte vraiment dans l'alimentation avec le contenu calorique, et s'exprime en kg d'azote (N) par habitant et par an) a presque doublé depuis deux siècles.

Deux siècles de transformations

Malgré ces changements majeurs de la demande des Parisiens, la zone d'approvisionnement de la capitale française est restée locale. À la veille de la Révolution, ses habitants tirent leur alimentation des fermes situées dans un rayon moyen de 150 km. L'Île-de-France, la Champagne et la Brie sont les greniers des Parisiens. Aujourd'hui encore, la distance moyenne d'origine des céréales reste inférieure à 500 km.

À la fin du XVIII^e siècle, les fruits et légumes sont issus de régions très proches, distantes en moyenne de 87 km. Aujourd'hui, l'hinterland traditionnel joue toujours un rôle majeur dans la production de fruits et légumes, même si des produits exotiques sont importés d'Italie, d'Espagne et d'Afrique. La distance pondérée d'approvisionnement en fruits et légumes est passée à 790 km.

Il y a deux siècles, la viande et les produits laitiers proviennent de Normandie, des Monts de la Marche et du Limousin, où les animaux sont souvent engraisés avant de rejoindre à pied la capitale : la distance moyenne d'approvisionnement était de quelque 250 km. Désormais, le Grand Ouest et le Nord de la France fournissent majoritairement la capitale en viande et en lait. Et la distance moyenne d'approvisionnement pour ces produits s'étend à 600 km.

En moyenne, l'alimentation de Paris s'est donc éloignée depuis deux siècles, pour les fruits et légumes en particulier. Mais son sort est très loin des « Food-Miles » de plusieurs milliers de kilomètres qui caractérisent l'approvisionnement des villes britanniques (Smith et coll. 2005).

Les campagnes dans la mondialisation

Cependant, l'alimentation du cheptel dans les deux régions spécialisées en élevage provient pour moitié environ d'aliments importés, dont un peu plus d'un quart de soja brésilien. Ainsi, compte tenu du rendement de conversion en lait des protéines du fourrage,

Evolution de la population de l'agglomération parisienne et de son régime alimentaire de 1786 à 2006

	Population (nb d'habitants)	Consommation de protéines (kgN/hab/an)
1786	Environ 600 000	4,6
1896	3 300 000	6,5
2006	10 200 000	8,2

* Gilles Billen et Josette Garnier sont chercheurs à l'Université Pierre et Marie Curie (Paris VI) ; Sabine Barles et Petros Chatzimpiros sont chercheurs au Laboratoire techniques, territoires et sociétés (Latts), à l'Université de Marne-la-Vallée, à Champs-sur-Marne, en France.



chaque gramme de protéines consommé à Paris avec le fromage ou le lait a donné lieu à l'importation d'un gramme de protéines de soja brésilien et d'un gramme de tourteaux de soja issus d'autres régions françaises, tandis que la région d'élevage a produit localement deux grammes de protéines végétales sous forme de foin (voir Mouchet, 2006 et LaRevueDurable 2010).

Le constat est le même pour l'alimentation des porcs bretons, dont l'engraissement nécessite d'importantes importations de protéines végétales. Prendre en compte ces circuits longs qui caractérisent l'alimentation du bétail augmenterait considérablement les distances d'approvisionnement en produits animaux de la capitale, qui atteindraient alors plusieurs milliers de kilomètres.

Depuis une cinquantaine d'années, le monde rural a totalement modifié son système agricole. Les engrais de synthèse ont remplacé la fertilisation animale, ce qui a conduit

à abandonner la complémentarité millénaire entre agriculture et élevage et ouvert la voie à une spécialisation inédite des territoires vers la céréaliculture ou vers l'élevage.

Le résultat est la multiplication par dix du potentiel d'exportation commerciale des territoires agricoles. Du coup, la production des régions qui forment l'hinterland nourricier traditionnel de Paris dépasse maintenant de beaucoup la demande urbaine locale, qui ne s'est accrue dans le même temps « que » d'un facteur trois.

Ainsi, le paradoxe parisien est celui d'un marché alimentaire direct somme toute assez circonscrit localement, inséré dans un système de production agricole largement ouvert sur le monde et pour lequel Paris ne représente pas un marché privilégié. La ville est largement restée tournée vers sa campagne, mais la campagne s'est détournée de la ville pour s'insérer très largement dans la mondialisation.

L'eau et le climat

Le monde en un clic

Pour envisager l'avenir de l'approvisionnement alimentaire de Paris, deux tendances s'opposent. Elles correspondent à deux visions diamétralement différentes du futur de la ville et de l'agriculture. Pour Jacques Attali (2010), « le développement de l'Île-de-France devra être, dès demain, tiré par le commerce maritime ». Et « l'essor de l'e-commerce permettra à chacun de voir livrés à son domicile des produits achetés à l'autre bout du monde en un clic. Quel est l'avenir d'une métropole qui n'est pas connectée aux autres ? »

D'où cette conclusion de Nicolas Sarkozy lors de son discours du Havre, le 16 juillet 2009 : « Nous devons reconstruire une politique et une ambition maritimes pour la France, autour des nouveaux enjeux [...] d'une planète mondialisée qui respire par le commerce international. »

Selon cette vision, Paris doit se développer vers la mer. Ce qui conduit à poursuivre le développement de l'agglomération parisienne vers l'ouest, en aval de la Seine, vers le port du Havre, et à conforter le bassin agricole en amont de la Seine – la Brie, la Beauce, la Champagne – dans son rôle de producteur de céréales pour l'exportation internationale. Le risque est cependant grand d'accroître les tensions, déjà bien réelles, pour approvisionner Paris en eau potable.

Car on oublie souvent que l'eau, au même titre que la nourriture, est produite par un « terroir » : l'eau de pluie n'est potable qu'après s'être chargée en sels minéraux lors de son infiltration dans le sol. Mais l'agriculture est aujourd'hui la cause principale d'altération des ressources en eau souterraines et superficielles. Nitrates et pesticides atteignent dans beaucoup de captages des niveaux supérieurs aux normes de potabilité. La contamination nitrique provient du surplus de fertilisation apportée aux terres arables par rapport au prélèvement effectif exercé par la récolte.

Faute de précision dans les apports d'engrais, ce surplus augmente inévitablement

avec la dose de fertilisant apportée, et l'agriculture conventionnelle, même avec le secours des mesures agro-environnementales classiques (calcul de la fertilisation plus rigoureux, absorption des excédents post-récolte par des intercultures pièges à azote, etc.) peine à produire une eau de teneur inférieure à 100 mgNO₃/l, alors que la norme de potabilité est de 50 mgNO₃/l.

Moins d'azote, moins de CO₂

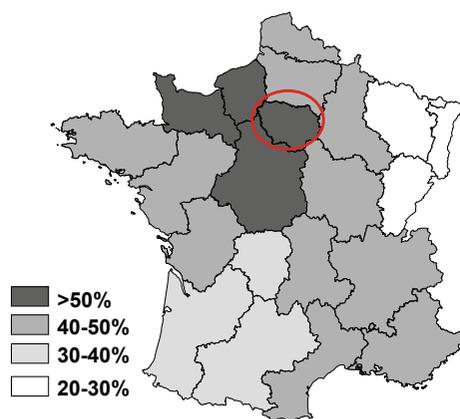
Le Schéma directeur de la région Ile-de-France (Sdrif) a une vision diamétralement opposée des objectifs à atteindre. Ce document d'aménagement du territoire et d'urbanisme définit une vision globale, à vingt-cinq ans, de ses territoires, dans laquelle il estime que « l'Ile-de-France saura conserver son rang de première région agricole française, ce qui lui permettra de conserver sa fonction nourricière sur une majeure partie de son territoire ».

Le Sdrif poursuit (2009) : « Dans les campagnes et aux lisières des villes, une agriculture de proximité se développera et prendra une part croissante dans l'alimentation du marché métropolitain. Les circuits de distribution seront raccourcis, diminuant coûts de transport et de stockage, et émissions de gaz à effet de serre. »

Cette vision d'une agriculture de proximité est la seule compatible avec une agriculture réconciliée avec l'écologie, en particulier grâce à une reconversion massive vers l'agriculture biologique. En s'interdisant tout recours aux engrais azotés de synthèse, cette agriculture immobilise une partie des terres arables pour la fixation symbiotique d'azote atmosphérique. Elle représente donc globalement un système moins productif, mais que caractérise des pertes d'azote nettement plus faibles vers les aquifères et les cours d'eau (généralement inférieures à 25 mgNO₃/l) que l'agriculture conventionnelle.

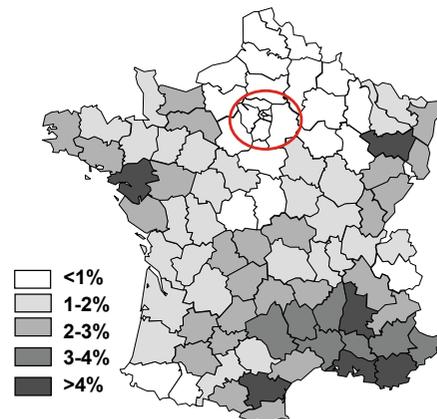
Autres avantages d'une réorientation de l'arrière-pays vers l'approvisionnement local : la lutte contre le changement climatique. La limitation des distances de transport conduit à baisser les émissions de CO₂ ; cet effet est cependant mineur devant les gains en émissions de gaz à effet de serre qui résulteraient

Décalage entre l'offre et la demande en produits biologiques en France



Pourcentage de la population qui déclare consommer des produits biologiques

Source : Observatoire de l'agriculture biologique, 2005.



Pourcentage de la surface des exploitations biologiques dans la SAU départementale

Source : Agreste, 2005.

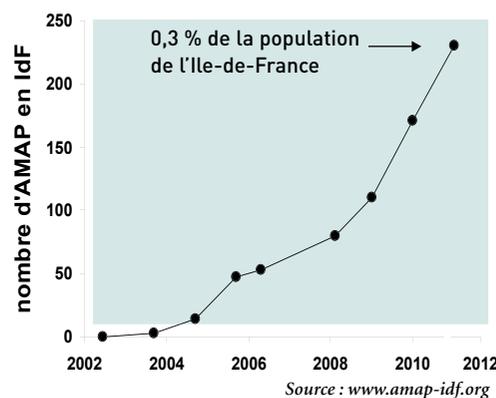
de la conversion à l'agriculture biologique. La synthèse industrielle d'engrais azotés est grosse consommatrice de gaz naturel et leur usage sur les sols agricoles conduit à des émissions plus importantes d'oxyde nitreux (N₂O), puissant gaz à effet de serre.

Aspirations croissantes

L'évolution de l'activité agricole que préconise le Sdrif correspond aux aspirations d'une partie significative de la population. C'est en Ile-de-France et dans les régions voisines qu'on trouve le plus de consommateurs de produits de l'agriculture biologique, alors que c'est justement là que cette forme d'agriculture est la moins développée.

Signe de l'aspiration des Parisiens et des banlieusards à une désintensification de la production de nourriture et à une relocalisation conjointe des circuits de distribution alimentaire, les Amaps (Association pour le maintien d'une agriculture paysanne) connaissent une multiplication extrêmement rapide en Ile-de-France. Ce système alternatif de distribution alimentaire délié du marché conventionnel repose sur le contact direct et solidaire entre producteurs et consommateurs (LaRevueDurable, n°40, 2010-2011).

Essor des Amaps en Ile-de-France



Ce type de circuit court ne concerne aujourd'hui que 0,3 % de la population, mais son essor rapide révèle une volonté profonde de maîtriser la vie quotidienne et de recherche de relations économiques nouvelles entre production et consommation.

Deux scénarii extrêmes

Un scénario de relocalisation de l'agriculture et de la consommation alimentaire dans le bassin parisien est-il viable sur le plan technique : l'agriculture biologique suffirait-elle à nourrir la population ? La réponse peut être abordée à partir de l'examen du cycle actuel de l'azote dans le territoire du bassin de

la Seine considéré comme l'hinterland nourricier traditionnel de Paris.

Actuellement, avec une production agricole que soutient majoritairement l'utilisation d'engrais de synthèse, le bassin exporte 80 % de sa production céréalière, mais il importe les trois quarts des besoins de sa population en produits animaux. Au final, en termes de protéines, ce territoire, dont on entend parfois dire qu'il a vocation à « nourrir le monde », n'exporte qu'un peu plus de 600 kgN/km²/an.

Un scénario dans lequel l'agriculture du bassin de la Seine ferait exclusivement appel à une fertilisation endogène fondée sur la culture de légumineuses et l'élevage, mené sans importation de protéagineux extérieurs, et où de surcroît le régime alimentaire des habitants serait « demitarrien » (Nine, en ligne), c'est-à-dire comporterait la moitié de la proportion de produits animaux actuels, couvrirait entièrement les besoins de la population de l'Ile-de-France et permettrait d'exporter 40 % de la production céréalière, soit 2000



kgN/km²/an, plus de trois fois les exportations nettes actuelles (Thieu et coll., 2011), tout en produisant une eau de qualité.

Un tel scénario est sans doute extrême et utopique. Tout comme l'est celui d'une région parisienne oubliant les profondes ra-

cines qui la relie depuis des siècles à son hinterland traditionnel pour se tourner vers une consommation entièrement mondialisée. Le mérite de ces deux images opposées est de donner une idée de l'ampleur du champ des (techniquement) possibles et de montrer quels arbitrages entre deux tendances opposées décideront finalement de ce que deviendra le plus emblématique du fonctionnement d'une ville : son mode d'approvisionnement alimentaire. ■

BIBLIOGRAPHIE

ASHER F. *Les nouveaux principes de l'urbanisme. La fin des villes n'est pas à l'ordre du jour*. Editions de l'Aube, 2001.

ATTALI J. *Paris et la Mer : 50 propositions pour réussir le Grand Paris par son ouverture jusqu'à la mer*, Fayard, 2010.

LA REVUE DURABLE. *Le Limousin rend ses élevages moins nocifs pour le climat*, LaRevueDurable n°37, mars-avril-mai 2010, pp. 39-41.

LA REVUE DURABLE. *Heureux épargnants engagés*, LaRevueDurable n°40, décembre 2010-janvier 2011, pp. 44-47.

MORLEY NDG. *Metropolis and Hinterland. The City of Rome and the Italian Economy, 200 B.C.-A.D. 200*. Cambridge University Press, Cambridge, UK, 1996.

MOUCHET C. *Dans l'Ouest français, le Réseau Agriculture durable apporte des solutions*,

LaRevueDurable n°20, avril-mai-juin 2006, pp. 48-51.

Nitrogen in Europe (Nine), *Current Problems and Future Solutions*. www.nine-esf.org/Barsac-text

SDRIF. *Schéma directeur de la Région Ile-de-France : Si l'Ile-de-France 2030 m'était contée*, septembre 2009.

SMITH A, WATKISS P, TWEDDLE G, MCKINNON A, BROWNE M, HUNT A, TRELEVEN C, NASH C, CROSS S. *The Validity of Food Miles as an Indicator of Sustainable Development: Final report*. Defra ED50254, 2005.

THIEU V., BILLEN G, GARNIER J, BENOÎT M. (2011). *Nitrogen Cycling in a Hypothetical Scenario of Generalised Organic Agriculture in the Seine, Somme and Scheldt watersheds*. *Regional Environmental Changes*. 11: 359-370.

POUR ALLER PLUS LOIN

ABAD R. *Le Grand Marché : l'approvisionnement de Paris sous l'Ancien Régime*, Fayard, Paris, 2002.

BILLEN G. *Une recherche pour comprendre et anticiper l'évolution de la Seine*. LaRevueDurable n°7, octobre-novembre 2003, pp. 30-33.

BILLEN G, BARLES S, GARNIER J, ROUILLARD J, BENOÎT P. *The Food-Print of Paris: Long term Reconstruction of the Nitrogen Flows Imported to the City from its Rural Hinterland*. *Regional Environmental Change* 9: 13-24, 2009.

LA REVUE DURABLE. *Neuf frontières à respecter*, LaRevueDurable n°41, mars-avril 2011, pp. 20-21.

PEET JR. *The Spatial Expansion of Commercial Agriculture in the Nineteenth Century: a Von Thunen Interpretation*. *Economic Geography* 45: 283-301, 1969.

LRD

Le grand potentiel alimentaire de Rennes Métropole

28 L'agriculture urbaine n'a pas la prétention de nourrir les villes. Toutefois, une récente recherche sur le cas de l'agglomération rennaise décoiffe : les surfaces à l'intérieur du périmètre urbain pourraient, dans un scénario idéal, couvrir la bagatelle de 38 % des besoins alimentaires des Rennais. Il faudrait pour cela sortir d'une production et d'une consommation animales excessives, mettre en culture alimentaire une petite part des parcs, jardins et toits plats, et réorienter l'agriculture locale vers les circuits courts. En prime, l'impact sur le climat et les rivières serait majeur, le tout sans perte d'emploi.

« Il ne se passe pas une semaine sans qu'on me demande ces données », se réjouit Catherine Darrot. Cette sociologue-enseignante-chercheuse au Laboratoire de développement rural d'Agrocampus-Ouest, à Rennes, coordonne une recherche sur le potentiel de production alimentaire de Rennes Métropole. Seize candidats au titre d'ingénieur agronome sont les auteurs d'un premier rapport, *Rennes, ville vivrière ?*, paru en janvier 2011.

Ce travail a vocation à faire réfléchir tous les habitants de l'agglomération rennaise sur leur agriculture. Le Schéma de cohérence territoriale (SCoT) du territoire de Rennes Métropole (37 communes, 402 000 habitants) suit une logique de « ville archipel », c'est-à-dire d'une ville centre, Rennes même, 207 000 habitants, avec des centres-bourgs denses entourés d'espaces agricoles. Conséquence : l'agglomération dispose de surfaces agricoles importantes et s'interroge sur leur devenir.

Scénario vertueux

Premier constat : le déséquilibre est flagrant entre la production du territoire et la demande de ses habitants. La production végétale est déficitaire pour toutes les grandes catégories d'aliments : elle ne couvre que 70 % des légumes, 51 % des céréales et... 3 % des fruits consommés sur place. Par contraste, les productions animales sont fortement excédentaires : le taux de couverture des besoins locaux atteint 146 % pour les viandes, 182 % pour les produits laitiers, 187 % pour les œufs.

Les auteurs ont ensuite calculé que, dans un « scénario utopique », Rennes Métropole pourrait se nourrir entièrement de ses terres, auxquelles il faudrait ajouter une couronne de seulement 6,3 kilomètres de rayon autour de l'agglomération. C'est le deuxième constat fort de cette étude : les surfaces à l'intérieur de Rennes Métropole représentent 38 % des 97 402 hectares nécessaires pour nourrir sa population.

Catherine Darrot juge ce scénario « vertueux » tant les hypothèses de travail lui semblent fondées. Le régime alimentaire serait plus sain avec une légère diminution de la quantité de calories consommées (1900 kcal en moyenne au lieu de 2150 actuellement) et une réduction de la part de protéines. La consommation de viande chuterait de moitié tout en restant dans la norme des recommandations nutritionnelles.

Ce point est essentiel : dans la situation actuelle, il faut 0,35 hectare pour nourrir un habitant de Rennes Métropole. Dans le scénario « vertueux » et son régime moins carné, cette surface tombe à 0,18 hectare, soit pratiquement la moitié. C'est donc pour beaucoup là que se joue l'autonomie alimentaire de l'agglomération rennaise.

Ce n'est pas tout. Les pertes au long de la chaîne alimentaire passeraient de 30 à 20 % grâce à un gaspillage moindre à la faveur

d'une évolution positive des mentalités, l'exploitation suivrait les pratiques de l'agriculture biologique et l'autoproduction battrait son plein en plus du travail des agriculteurs professionnels qui écouleraient leur production via des circuits courts.

A tous les coins de rue

Troisième temps fort de cette étude, elle apporte un chiffre inédit du potentiel des surfaces cultivables au sein de l'agglomération. Les auteurs formulent l'hypothèse que, grâce à des plantations d'arbres fruitiers à coque (châtaigner, noyers...) et à l'agroforesterie, 30 % de ses forêts contribueraient à la production alimentaire.

Ils retiennent la mise en culture de 35 % des surfaces des parcs publics. La moitié des surfaces des jardins de quartiers, plus proches des habitations et donc plus simples à entretenir, seraient aussi mises à contribution. Jardins d'enfants, terrains d'écoles, centres de loisirs et équipements sportifs accueilleraient au moins des arbres fruitiers.

Un rapprochement avec le Plan climat

Le bord des routes présente un fort potentiel, en particulier si l'on considère la plantation d'arbres et la valorisation de

l'herbe. Mais les voitures y opposent deux freins à main : la pollution et le danger lors de l'entretien. Les auteurs optent pour un compromis avec 30 % de cette surface dans leur scénario.

Une enquête sociologique conjointe indique la forte adhésion des habitants de Rennes Métropole à l'idée de voir des potagers fleurir tous azimuts : 84 % des personnes interrogées sont favorables aux potagers dans les espaces verts, 57 % se disent intéressées à participer à ces cultures.

De plus, 60 % des toits plats seraient aménageables en jardins d'agrément productifs et/ou avec des serres. Et 40 % de l'espace des jardins privés deviendrait des potagers. Une fois toutes ces surfaces ratissées, il ressort 2368 hectares de nouvelles surfaces productives grappillées sur le béton. De quoi nourrir



Récolte et calibrage manuels de pommes de terre en Bretagne

1,5 ou 3 % des habitants de l'agglomération, selon leur régime alimentaire.

C'est modeste, mais l'implication des habitants dans la production agricole apparaît essentielle pour réaliser ce scénario « utopique » : un jardinier au fait de la somme de travail derrière les fruits et les légumes de son potager apprécie mieux la valeur des aliments, est plus attentif à ne pas gaspiller la nourriture, plus reconnaissant du travail des agriculteurs et plus conscient de l'importance extrême qu'il y a à préserver les fonctions productives du sol.

Bon plan

Les élus et les fonctionnaires des services concernés de Rennes Métropole ont réservé un accueil très favorable à ce travail. « La principale remarque porte sur la méthode, jugée très rigoureuse », se félicite Catherine Darrot.

Il faut dire que cette étude arrive en terrain déjà bien labouré. La recherche sur les systèmes alimentaires territorialisés (Salt) a livré peu à peu depuis 2007 des données précieuses sur les circuits courts en Bretagne, plus précisément à Rennes. Leur nombre, leur typo-

logie, les motivations des producteurs et des acheteurs, l'empreinte écologique et énergétique des différents modes de commercialisation, leurs impacts économiques : toutes ces informations devraient servir à mieux coordonner des initiatives locales qui, nées de manière spontanée, gagneraient en efficacité à s'insérer dans une stratégie globale.

Rennes, ville vivrière ? apporte une vision et un horizon possibles. Catherine Darrot nourrit l'espoir de voir cette vision se réaliser, du moins en partie, notamment grâce à un rapprochement avec le Plan climat de Rennes Métropole. « Les synergies seraient nombreuses », relève la sociologue.

La première, élémentaire, est que les cultures captent plus de carbone de l'atmosphère que les sols non cultivés. En outre, l'agriculture biologique augmente considérablement le potentiel de stockage de carbone du sol (Niggli, 2010), se passe de gaz naturel pour produire ses engrais et émet moins d'oxyde nitreux (N₂O), puissant gaz à effet de serre (Niggli, 2010 ; Billen et coll., page 24 de ce dossier). Une politique de boisement des espaces verts en ville impliquerait également une très forte capacité supplémentaire à stocker du carbone (voir page 6).

Au passage, l'agriculture biologique présente un autre intérêt extraordinaire : elle contribue directement à purifier l'eau en s'interdisant tout recours aux engrais azotés et aux pesticides (Niggli, 2010 ; Billen et coll., page 24). Autre synergie évidente pour le climat : l'évolution des habitudes alimentaires vers des régimes moins carnés (LaRevueDurable, 2006). Et bien sûr, les circuits courts ont le potentiel de réduire les transports, même s'il reste beaucoup à faire pour améliorer l'efficacité logistique des petites filières (voir l'encadré avec Christine Aubry, page 31).

Plusieurs responsables du Plan climat de Rennes Métropole, du Programme local de l'agriculture et du service Prospective et développement durable ont assisté à la présentation des résultats en janvier 2011. Ce qui est de bon augure. De plus, les agriculteurs en circuits courts dépendent moins des subventions de Bruxelles. De quoi offrir une vraie marge d'action à l'agglomération pour orienter sa politique agricole. Les signes positifs sont donc nombreux. Mais les rythmes de renversement de perspective sont lents. Catherine Darrot s'attend à en voir les premiers effets d'ici une dizaine d'années. ■

BIBLIOGRAPHIE

LA REVUE DURABLE. *Il faut manger moins de viande*, LaRevueDurable n° 20, avril-mai-juin 2006, pp. 52-53.

NIGGLI U. *L'agriculture biologique est parée pour affronter le XXI^e siècle*, LaRevueDurable n° 37, mars-avril-mai 2010, pp. 32-35.

DARROT, C., BOUDES, P. (DIR.), *Rennes Métropole, ville vivrière ?* Agrocampus Ouest, Laboratoire de Développement Rural, 2011.

Le projet Systèmes alimentaires territoriaux (Salt) est une initiative de la Fédération régionale des Civam Bretagne : www.civam-bretagne.org

POUR ALLER PLUS LOIN

Pour accéder au rapport : www.adt-rennes.com

LRD

A Genève, la planification énergétique territoriale inclut les serres agricoles

30

Produire des tomates en serres chauffées est très coûteux en énergie. Mais à Genève, le potentiel en économies d'énergie, en énergies renouvelables indigènes et en écologie industrielle identifié sur le territoire est tel que la possibilité de chauffer ces serres de manière optimale et durable ne relève plus de la science-fiction. Les autorités genevoises explorent ainsi toutes les synergies territoriales envisageables pour maintenir, dans la durabilité, cette activité essentielle pour l'emploi, l'économie et la vie locale.

La culture maraîchère est un secteur phare de l'agriculture genevoise. Près de 300 personnes y travaillent. C'est beaucoup pour un canton où ne subsistent que 450 exploitations agricoles. La production maraîchère locale couvre 64 % des besoins genevois. Un exploit. Une tomate sur cinq produite en Suisse est genevoise (Opague, en ligne).

Revers de la médaille, cette production est très gourmande en énergie. Hormis les mois d'été, presque la totalité de la production a

lieu sous serres chauffées. Au point que le chauffage des 46 serres agricoles sur le canton représente près de 2 % de ses besoins totaux en chauffage, près de 5 % si l'on tient compte des projets et développements en cours. Enorme !

Réfléchir, regarder, analyser

Une solution : ne manger que des produits locaux *et* de saison. Et donc assumer de se passer des serres chauffées du canton de Genève. Mais cette option radicale est hors-jeu pour les autorités genevoises. Aussi les services de l'agriculture et de l'énergie sont-ils engagés à aider les maraîchers à s'affranchir du fioul et du gaz pour chauffer leurs serres.

« Notre objectif est triple : leur apporter des solutions plus économiques, stabiliser leurs coûts de production pour les aider à planifier sereinement leur activité et réduire leur impact écologique », résume Emmanuel Ansaldi, ingénieur à la Direction générale de l'agriculture.

L'étude du métabolisme agricole de l'agglomération genevoise montre que l'activité maraîchère importe 80 % de l'énergie qu'elle utilise (LaRevueDurable, 2007 ; Canton de Genève, 2010). « Notre but est de relocaliser ces cultures du point de vue de l'énergie, de faire en sorte que l'énergie qu'elles consomment provienne en majorité du territoire », relève Rémy Beck, directeur adjoint du Service cantonal de l'énergie.

Pour des raisons notamment paysagères, le canton de Genève a concentré ces zones de production sous abris en frange de l'agglomération en tant que zones agricoles spéciales

(ZAS). Elles se situent dans les secteurs maraîchers historiques au sud du canton : zones de Veyrier/Troinex, de la Plaine de l'Aire/les Prés de Genève (entre Lancy et Saint-Julien-en-Genevois, en France) et de Bardonnex/Plan-les-Ouates.

Ces sites sont intégrés à la planification énergétique du territoire (LaRevueDurable, 2010). En clair, les services compétents cherchent des solutions optimales de chauffage compte tenu des ressources énergétiques locales et de tous les agents économiques susceptibles d'en avoir besoin.

Sur Veyrier/Troinex, une entreprise doit remplacer sa grande chaudière à bois. Il s'agit de construire un équipement plus puissant, capable d'approvisionner en chaleur les serres de trois exploitations maraîchères et horticoles du secteur et, par cogénération, de fournir en électricité le réseau cantonal. A Bardonnex, la source d'énergie envisagée pour chauffer les serres d'une exploitation maraîchère est la méthanisation.

A la Plaine de l'Aire/les Prés de Genève, une solution en vue est de raccorder les serres de six à sept exploitations maraîchères au réseau de chauffage à distance qui valorise notamment la chaleur que génère l'usine d'incinération. Ce réseau est en passe d'être élargi afin d'y intégrer une centrale à biomasse et de la géothermie profonde (Faessler et Lachal, 2010). Un autre réseau, encore au stade de l'étude, valoriserait entre autres des rejets thermiques de stations d'épuration des eaux usées. C'est une option alternative, à terme, pour brancher les maraîchers concernés.



Tomate d'ici et d'ailleurs

A Genève, les tomates poussent en pleine terre de juin à septembre. Durant cette saison, la tomate genevoise décline ses concurrentes en matière d'écobilan : son impact écologique est de 100 écopoints, contre 450 pour le même fruit importé du Maroc

et 550 pour la tomate acheminée des Pays-Bas (moins il y a de points, mieux cela vaut).

Les serres chauffées allongent dans le temps la production locale qui, dès lors, s'étend d'avril à novembre. Pendant ces quatre mois supplémen-

taires, l'écobilan de la tomate genevoise rejoint celui de la tomate marocaine, à 450 points. Et nul doute que lorsque les énergies renouvelables chaufferont les serres, l'écobilan de la tomate genevoise sera bien meilleur.

LRD

Synergies habitations-serres

« Il y a une complémentarité intéressante entre les besoins en chauffage des habitations et ceux des serres », relève Emmanuel Ansaldi. Les premiers sont plus élevés le jour, les seconds sont plus importants la nuit. Or, les grosses chaudières à bois ou la géo-

L'agriculture de proximité, plus écologique par la force des choses

C'est en vivant à Tananarive, à Madagascar, lors d'une mission de trois ans, que Christine Aubry découvre l'agriculture urbaine. Dans cette ville hyperpeuplée, les rizières côtoient routes et zones d'habitation. « L'agriculture urbaine malgache remplit deux missions fondamentales : produire de la nourriture et protéger contre les inondations », témoigne cette agronome française.

Retour sur le site de Paris-Grignon, dans la banlieue ouest, Christine Aubry constitue un groupe de recherche sur l'agriculture de proximité en lien avec l'Ecole supérieure du paysage de Versailles. L'Ile-de-France offre à ce groupe un formidable terrain de questionnement : 25 % des exploitations écoulent tout ou partie de leur production via des circuits courts. Un record alors que la moyenne nationale tourne autour de 15 %.

La raison ? « Une tendance à l'œuvre partout en Europe où les consommateurs urbains – ils sont plus de dix millions à Paris et en banlieue – veulent savoir d'où vient ce qu'ils mangent. Et la volonté de la région de préserver une ceinture agricole et de lutter contre l'urbanisation désordonnée », explique la chercheuse.

En regardant de près les procédés agronomiques des maraîchers autour de Paris, elle constate qu'ils se rapprochent des critères biologiques pour des raisons pratiques. Ceux qui vendent des paniers doivent cultiver une très grande diversité de légumes. Conséquence : la très forte rotation des cultures qui en découle les protégerait des attaques des nuisibles, d'où le recours à moins de traitements.



Eduna / Ferme de Fabrignon / Blaine

De plus, avec une cinquantaine de cultures différentes présentes à un même moment sur l'exploitation, il relève du casse-tête de gérer des applications de fongicides ou d'insecticides alors que chaque culture a, en théorie, ses propres agresseurs et ses produits spécifiques, doses et moments optimaux d'application. En fait, pour de nombreuses cultures en maraîchage, notamment de variétés anciennes, l'arsenal chimique n'existe tout simplement pas. Du coup, bien que n'étant pas certifiés bio, beaucoup de maraîchers d'Ile-de-France déclarent s'en tenir au contrôle manuel des feuilles ou des plantes attaquées (Aubry et coll., 2010).

Et au moins certains d'entre eux comptent sur la « tolérance » des adeptes des circuits courts aux défauts d'aspect de certains fruits et légumes dus aux attaques parasitaires. La fertilisation organique, réalisée une ou deux fois par an sur un à deux groupes de cultures, est conçue en outre comme une alternative partielle ou totale aux

apports d'engrais nécessaires en cours de cycle, moment de forte charge de travail. « Il manque toutefois des études pour confirmer l'effet de ces pratiques », complète Christine Aubry.

Grande marge d'amélioration

Autre zone d'ombre : le bilan énergétique de l'agriculture de proximité. Plusieurs études récentes tendent à montrer que la proximité n'est pas forcément un atout pour les petites filières locales face à la logistique bien rodée des filières internationales (Schlich, 2010). Les Londoniens, par exemple, auraient, de ce point de vue, intérêt à consommer des tomates espagnoles plutôt que locales (Williams, 2008).

« Ce que ces études montrent avant tout, pondère Christine Aubry, c'est que l'agriculture de proximité a de grandes marges d'amélioration de son bilan énergétique en organisant mieux sa logistique. »

LRD



thermie profonde fonctionnent en continu. Il pourrait se révéler pratique d'exploiter ces sources de chaleur pour chauffer les uns et les autres de manière différenciée le jour et la nuit.

De plus, les serres ont besoin de hautes températures – de l'eau à 80°C circule dans de gros tuyaux – alors que les logements nécessitent de l'eau à 40°C seulement. Une synergie complémentaire consisterait à réinjecter de l'eau chaude qui sort des serres dans le réseau de chauffage des habitations.

« Nous sommes encore loin d'envisager des manières concrètes d'exploiter ces synergies potentielles, précise Rémy Beck. Ces constats sont toutefois très importants pour planifier nos infrastructures à mettre en chantier dans une région qui prévoit d'accueillir 200 000 nouveaux habitants d'ici 2035 », poursuit l'expert.

En collaboration avec les Directions de l'aménagement du territoire et de l'eau, la Direction de l'agriculture planche aussi sur des synergies possibles dans la gestion de l'eau. Les zones agricoles spéciales font l'objet d'une planification territoriale qui intègre le potentiel de constructions de serres en lien avec des trames vertes (réseaux de continuum biologique et intégration paysagère) et bleues (réseau de gestion des eaux pluviales à ciel ouvert).

Ces secteurs maraîchers pourraient notamment, dans la continuité du tissu urbain, être

un bon exutoire à l'eau de pluie récupérée depuis les toitures des logements. Ils contribueraient ainsi à une gestion globale des eaux à ciel ouvert : passage par les trames vertes et bleues et rétention des eaux pluviales par les zones maraîchères. Toutes ces démarches visent à minimiser l'impact écologique d'une agriculture diversifiée destinée à satisfaire le plus possible les estomacs locaux.

S'affranchir du fioul et du gaz

« Car tous ces efforts pour améliorer l'impact écologique des serres n'ont de sens que si la production est consommée localement », souligne Emmanuel Ansalidi. C'est pourquoi la Direction générale de l'agriculture soutient en même temps la profession sur un projet de plate-forme d'approvisionnement local d'une multitude de produits pour la restauration collective. « Nous recevons toujours plus de demandes de communes, de l'université, de l'hôpital pour manger genevois », indique le fonctionnaire.

Aujourd'hui, la demande de la restauration collective est telle qu'elle dépasse l'offre en produits locaux. Ce qui pousse la profession à travailler sur une organisation capable d'approvisionner Genève en produits genevois, y compris la restauration collective, en quantité et en diversité suffisantes. Il est prévu de rendre active une configuration pilote de cette plate-forme dans le courant 2012.

En parallèle, la gamme Genève Région-Terre Avenir s'élargit sans cesse. Ce label

distingue les produits du terroir genevois qui satisfont à des critères de prestations écologiques (notamment pas d'organismes génétiquement modifiés), de traçabilité et de conditions de travail équitables. Même du lait, et bientôt de la farine bio arborent ce label. Ce qui réjouit la population : un récent sondage révèle que 78 % des Genevois interrogés déclarent vouloir manger davantage de produits genevois. ■

BIBLIOGRAPHIE

AUBRY C, BRESSOUD F, PETIT C. *Les circuits courts et le fonctionnement technique des exploitations agricoles : quels acquis et quelles recherches en cours*, Séminaire Etat des lieux des recherches sur les circuits courts, RRF, Paris, AgroParisTech, 2010.

ETAT DE GENÈVE. *Le métabolisme agricole de la région franco-valdo-genevoise*, Genève, 2010.

ETAT DE GENÈVE. *Ecobilans de la tomate et du vin rouge*, Genève, 2010.

FAESSLER J, LACHAL B. *Pistes pour valoriser de façon intensive les énergies renouvelables sur un territoire*, LaRevueDurable n°38, juin-juillet-août 2010, pp. 43-45.

LA REVUE DURABLE. *Connaissant leur métabolisme territorial, Lille et Genève prennent de l'avance en écologie*, LaRevueDurable n°25, juin-juillet 2007, pp. 29-32.

LA REVUE DURABLE. *A Genève, on planifie l'avenir énergétique du canton*, LaRevueDurable n°38, juin-juillet-août 2010, pp. 40-42.

Office de promotion des produits agricoles de Genève (Opage), www.opage.ch

SCHLICH E. *Scale Aspects of the Environmental Balance of Food Supply Chains*. Présentation à l'Institut national de recherche agronomique (INRA), Paris, mars 2010. www.uni-giessen.de/fbr09/pt

WILLIAMS A ET COLL. *Comparative Life-Cycle Assessment of Food Commodities Procured for UK Consumption through Diversity of Supply Chains*, Londres, Defra, 2008.

Serge Bonnefoy*

Les politiques agricoles périurbaines gagnent le cœur des agglomérations françaises

Entre planification et projet agricole local, urbanisme et agronomie, Etat et collectivités, la question agricole périurbaine a fini par se frayer un chemin en France. Il aura fallu une cinquantaine d'années pour qu'elle devienne une préoccupation commune de ses agglomérations et de ses métropoles. Et occupe ainsi une place de plus en plus honorable dans l'ensemble des politiques urbaines.



33

L'agriculture est désormais un domaine assez courant de la politique des collectivités françaises. En témoigne l'essor du réseau Terres en villes passé, en dix ans, de six à vingt-trois membres. Et les adhésions annoncées pour 2011 vont faire doubler ce chiffre. Neuf des douze aires métropolitaines françaises (zones de plus de 500 000 habitants et plus de 20 000 cadres) sont membres du réseau, de même que neuf des vingt-neuf grandes aires urbaines. Et d'autres agglomérations ont investi la question agricole en dehors de ce réseau.

L'activité agricole n'est pas une compétence officielle des intercommunalités. Elles se sont autosaisies de ce thème devenu incontournable pour les villes et les zones urbaines : en 2000, 44% des exploitations françaises se situaient en zone urbaine ou périurbaine. L'agriculture périurbaine contribue à l'organisation de l'agglomération ou de la métropole, à la structuration des ruralités périurbaines et à la lutte contre l'étalement urbain non maîtrisé.

L'agriculture rend la ville économiquement plus attractive et participe à la quali-

té de vie des citoyens via nombre d'aménités vertes (voir l'article de Carolina Solar, page 52). Elle soutient l'économie locale par le dynamisme de ses exploitations et de sa filière agroalimentaire, valorise les déchets urbains, favorise la cohésion sociale et contribue à l'identité locale.

L'activité agricole périurbaine acquiert depuis quelques années une place de plus en plus centrale du fait de la plus grande attention portée à la durabilité du système urbain. Le modèle dominant de la ville hors-sol apparaît de moins en moins soutenable et souhaitable. Et il est clair que l'agriculture périurbaine a notamment un rôle à jouer dans la préservation de la biodiversité et la lutte contre le réchauffement du climat.

Pièce centrale de l'approvisionnement et de la gouvernance alimentaire des grandes villes, elle est aussi une ressource de biomasse. Sa prise en compte facilite la coopération entre les différents territoires de la métropolisation. Et les inquiétudes alimentaires, énergétiques et climatiques conduisent à profondément revaloriser sa fonction économique.

L'essor des politiques agricoles locales découle aussi de la place que les communautés d'agglomération et toutes les communautés

urbaines ont prise dans l'organisation territoriale d'un pays qui se décentralise peu à peu. L'élargissement du périmètre des intercommunalités d'agglomération, encore encouragé par la réforme territoriale votée en 2011, intègre toujours plus de communes rurales périurbaines et d'espaces agricoles.

L'affichage d'une politique agricole est ainsi un gage donné aux communes les plus rurales et à leurs élus. La généralisation des SCoT (Schémas de cohérence territoriale) accentue cette territorialisation de la politique agricole bien au-delà du périurbain.

Sur le plan administratif, l'agriculture est parfois une compétence spécifique de l'intercommunalité, animée par un vice-président souvent issu de la mouvance écologique et un service dédié. Mais le plus souvent, elle est rattachée à l'aménagement du territoire, à l'environnement ou encore au développement économique.

Cinq grands domaines

Malgré leurs limites dans un pays encore centralisé et très dépendant de la politique agricole commune européenne, les politiques agricoles périurbaines locales ont un effet de levier important sur la ville et l'agri-

* Serge Bonnefoy est secrétaire technique de l'association Terres en villes, à Grenoble, en France.



culture locale. Les 400 fiches d'expériences de la banque de données de Terres en villes révèlent la prédominance de cinq grands domaines : gestion de l'espace agricole et naturel périurbain, circuits de proximité, filières locales, installation et diversification, dialogue entre agriculteurs et citoyens.

Gestion de l'espace

Ce domaine regroupe les actions en faveur de la conservation des espaces agricoles et la gestion concertée d'espaces agricoles multifonctionnels stratégiques, souvent situés en front urbain. Les outils phares pour mener ces actions relèvent de l'aménagement du territoire : SCoT et plans locaux d'urbanisme (PLU).

Un autre outil efficace est l'approche planificatrice francilienne, qui introduit une innovation majeure dès les années 1970 : les périmètres régionaux d'intervention foncière. Dans ces périmètres, qui doivent être compatibles avec les dispositions du Schéma directeur de la région Ile-de-France (Sdrif), l'Agence des espaces verts est autorisée à acquérir des espaces naturels à l'amiable, par voie de préemption ou, dans certains cas, par

expropriation, afin de les protéger. Longtemps forestiers, ces espaces naturels sont, depuis les années 1990, souvent agricoles.

Aujourd'hui, les actions de compensation de perte de terrain agricole, les opérations d'aménagement agricole (schéma de circulation des engins agricoles, etc.) et celles qui visent à définir un mode d'aménagement et de gestion multifonctionnelle se popularisent. La Communauté urbaine de Lyon, par exemple, mène depuis 1992 des projets « nature » : un inventaire identifie les espaces naturels, agricoles et forestiers à préserver en priorité.

Les sites les plus sensibles sont protégés par acquisition, convention amiable ou via les documents d'urbanisme. Une série d'actions sont menées pour maintenir leur potentiel écologique, paysager et aussi agricole, comme sur le plateau céréalière de Feyzin. Les agriculteurs sont rémunérés pour l'entretien des parcelles peu rentables et des chemins, ou pour des restaurations paysagères. Un des buts de ces espaces est d'accueillir le public : dans le cadre de ses projets nature, le Grand Lyon a créé vingt-quatre sentiers de promenade.

Dans la même veine, le Pays de Rennes a inventé, dans son SCoT adopté en 2007, la notion de champs urbains. Situés à l'interface de plusieurs communes proches, ces espaces agricoles sont destinés à être protégés pour garder leur fonction de production agricole, à mieux être reliés entre eux pour contribuer à préserver la biodiversité, tout en y ajoutant des chemins de promenade pour les Rennais (voir l'article page 28).

Circuits courts

Emblématiques de toute politique agricole périurbaine, les actions d'appui aux circuits de proximité progressent fortement et se renouvellent. Les objectifs initiaux étaient d'encourager la diversification, de conforter un réseau de petits producteurs professionnalisés qui jouent la carte de la qualité et souvent de la production biologique, des exploitations en Association pour le maintien de l'agriculture paysanne (Amap) et des démarches citoyennes (LaRevueDurable, 2003 ; 2006).

Désormais, il s'agit de plus en plus d'approvisionner de manière significative le mar-

ché urbain grâce à l'impulsion de la commande publique et au rôle leader ou d'appui de la collectivité dans la mise en place d'une logistique adaptée : rénovation des marchés de gros et des halles de marché, création de plates-formes, légumeries, etc.

L'arrivée d'entreprises de bonne taille, sociétés anonymes ou coopératives, et l'essor d'innovations privées en matière de vente de produits fermiers ou de services agricoles témoignent de l'évolution en cours.

Pôles de compétitivité agricole

Il est assez nouveau de valoriser les filières agricoles et agroalimentaires. C'est le pendant agricole des pôles de compétitivité industrielle. Un pôle de compétitivité, c'est l'association, sur un territoire donné, d'entreprises, de centres de recherche et d'organismes de formation qui collaborent pour mettre en œuvre une stratégie commune de développement. Toulon et ses fleurs coupées, Angers et son pôle végétal, Dijon et l'agronomie et la grande culture, Perpignan et son maraîchage d'expédition attestent que l'économie territoriale agricole est en plein renouveau.

Aide à l'installation

Ce domaine est un de ceux qui évoluent le plus. L'intervention d'acteurs de la société civile, notamment la foncière Terres de liens (LaRevueDurable, 2010-2011) en est un premier signe. Mais le développement des actions en faveur des filières, de la restauration collective et des systèmes alimentaires locaux, ainsi que la lutte contre les friches agricoles ont conduit les collectivités à investir plus fortement et de manière plus complexe en faveur de l'installation agricole.

Certaines agglomérations comme Besançon, Perpignan et Toulon commencent même à mettre en œuvre une politique d'accueil en faveur de l'agriculture et de l'agroalimentaire.

Dialogue

Avant 2003, date de création de la première Amap, les enjeux d'aménagement du territoire, de paysage, de patrimoine et de pollutions agricoles sont au centre des dé-



Le Pays d'Aubagne, terreau fertile aux bonnes idées

Pays d'Aubagne. Les amateurs de bons produits savent qu'on y trouve des fruits et des légumes de qualité. Les amateurs de bonnes idées, eux, se souviennent que c'est là qu'est née la toute première Amap de France. Là aussi qu'a fleuri la première politique locale en faveur de l'agriculture périurbaine. Dès 1992, la ville s'engage dans une veille foncière : lorsqu'un terrain agricole en vente ne trouve pas d'agriculteur pour le reprendre, elle l'achète et cherche un exploitant pour l'y installer.

Elle incite et accompagne aussi les propriétaires de parcelles non cultivées à les remettre à la disposition de l'agriculture. L'installation d'un réseau d'irrigation, la mise en place d'un conseil technique et la création de la marque « Jardins du pays d'Aubagne » pour promouvoir une production de qualité

complètent cette authentique politique agricole périurbaine. Elle concerne aujourd'hui l'agglomération Pays d'Aubagne et de l'Etoile, soit douze communes où logent plus de 100 000 habitants et travaillent 68 agriculteurs professionnels qui cultivent 460 hectares.

Pour réactualiser sa charte, l'agglomération a convié la profession agricole, ses partenaires et tous les habitants à une série de forums et d'ateliers. Cet exercice de démocratie délibérative, qui a eu lieu de 2008 à 2010, a fait remonter deux priorités : sauver à tout prix les terres du bétonnage et de l'engazonnement (le béton vert) et s'adapter au changement climatique.

Sur le premier volet, la nouvelle charte préconise de « sanctuariser » les terres agricoles dans les documents d'urbanisme. Et

de remettre en culture les 600 hectares de terres sous-exploitées ou en friche. Notamment en faisant en sorte que propriétaires et demandeurs de terres se rencontrent et via des jardins collectifs.

Sur le climat, la charte vise à aider les agriculteurs à réduire au minimum leur dépendance aux énergies fossiles et leurs besoins en eau, et à entretenir la biodiversité. Au chapitre réseaux de proximité et de solidarité entre agriculteurs et consommateurs, elle envisage de structurer les initiatives existantes dans un système alimentaire territorial afin de décupler leur potentiel. Pas de doute, à Aubagne, le terreau humain est très fertile.

LRD

bats entre agriculteurs et habitants. Depuis, les acteurs de la société civile renouvellent profondément la question agricole périurbaine. L'alimentation et, par voie de conséquence, l'agriculture sont au cœur des préoccupations des couches sociales urbaines : elles prônent la mise en œuvre d'autres pratiques qui éliminent ou réduisent très fortement les intrants chimiques et l'invention de partenariats originaux entre « consommateurs » et agriculteurs, acteurs et collectivités locales.

Cette préoccupation alimentaire justifie les actions pour résoudre les conflits et faciliter les démarches citoyennes globales, forums et autres échanges participatifs sur l'alimentation, la biodiversité, le changement climatique et l'adaptation des pratiques agricoles. D'autres thèmes, bien que très populaires dans certains pays limitrophes, sont curieusement peu présents ou confinés à la sphère de l'agriculture urbaine (jardins partagés, murs végétaux, etc.) : l'agriculteur, l'agriculture sociale et thérapeutique, par exemple (voir pages 37, 42 et 44) ou encore l'écologie industrielle (voir page 30).

Les moyens financiers et d'ingénierie affectés à toutes ces actions restent cependant fort modestes au regard des grandes politiques locales de l'habitat, des transports ou économiques (hors agriculture). Les agglomérations qui investissent dans le foncier agricole, l'installation de jeunes agriculteurs et les grands équipements structurants de l'agriculture locale mobilisent les financements les plus importants. Elles bénéficient en général d'aides régionales ou européennes.

Pour d'autres, le budget agricole annuel reste modeste, autour de 50 000 euros : il est consacré à l'animation, à l'agri-environnement et à la communication en faveur des produits locaux de qualité. Ces budgets augmentent ou se maintiennent malgré la crise économique.

Tensions et défis

Trois grandes catégories d'acteurs sont au cœur des politiques agricoles urbaines et périurbaines : les élus, les agriculteurs et les ci-

toyens. Un dispositif clef de la gouvernance des politiques agricoles urbaines et périurbaines est l'élaboration de chartes agricoles locales qui arrêtent un projet politique et la signature de conventions entre intercommunalités et chambres d'agriculture.

Elles définissent des orientations communes pour l'activité agricole, avec à la clef un financement de la collectivité. Terres en villes a popularisé ce dispositif en proposant une charte nationale qui affiche les valeurs de la coconstruction et du développement durable, et une démarche en six étapes qui sert souvent de référence aux intercommunalités.

En parallèle, les élus intercommunaux impliquent de plus en plus les acteurs de la société civile dans la coconstruction de ces politiques selon des modalités diverses : saisine des conseils de développement, implication dans une démarche participative comme les forums d'Aubagne, appel à une expertise alternative, soutien d'actions spécifiques, etc.

Quelques associations mettent en œuvre des politiques agricoles périurbaines ou projets agri-urbains, en particulier en Ile-de-France, où le mouvement intercommunal est moins structuré qu'ailleurs. Mais la montée en puissance des intercommunalités et la nouvelle posture des chambres d'agriculture laissent de moins en moins de place à cette gouvernance associative territoriale.

En revanche, la gouvernance associative se développe dans des domaines sectoriels militants : développement de la production biologique et de « l'agriculture paysanne », achat citoyen de foncier agricole, agriculture urbaine (jardins partagés en particulier), sensibilisation des élus aux enjeux agricoles périurbains, etc.

La gouvernance des politiques agricoles périurbaines soulève plusieurs questions importantes. La première concerne l'intégration de la politique agricole dans le projet d'agglomération et la planification, et sa

mise en cohérence avec les autres politiques intercommunales sectorielles.

La seconde souligne la difficulté d'établir une bonne cohérence entre communes et intercommunalité : le développement de l'approvisionnement en produits biologiques de la restauration collective communale a souvent ignoré la politique intercommunale des circuits de proximité. La crise financière devrait dorénavant favoriser une plus grande mutualisation.

Enfin, la représentation des agriculteurs périurbains locaux aux profils si divers et leur implication dans la coconstruction de la politique agricole intercommunale questionnent d'autant plus fortement les chambres d'agriculture et les autres organisations professionnelles que le syndicalisme agricole périurbain tend à se déliter. C'est grâce à cette coconstruction qu'une agglomération comme celle d'Aubagne et sa chambre d'agriculture ont pu tester des solutions originales.

Mais toutes ces avancées restent traversées par de vives controverses qui ne manquent pas d'éclater entre les tenants d'une vision d'une agriculture rêvée – petite agriculture biologique de proximité – et les contraintes de l'agriculture réelle – agriculture intensive de production de masse –, entre visions économiste, territoriale et sociétale. ■

Tester des solutions originales

BIBLIOGRAPHIE

LA REVUE DURABLE. *Des initiatives tentent de rapprocher paysans et consommateurs*, LaRevueDurable n° 6, juillet-août-septembre 2003, pp. 54-59.

LA REVUE DURABLE. *Des réponses au « Cauchemar de Darwin » : agriculture locale et commerce équitable*, LaRevueDurable n° 20, avril-mai-juin 2006, pp. 14-65.

LA REVUE DURABLE. *Heureux épargnants engagés*, LaRevueDurable n° 40, décembre 2010-janvier 2011, pp. 44-47.

LRD

Les potagers se fraient une place en ville

L'agriculture urbaine a la cote auprès des citadins. Des citoyens et des professionnels qu'intéresse le vivre ensemble en ville commencent à le comprendre et proposent et parfois mettent déjà en œuvre des moyens innovants d'associer vie urbaine et activités agricoles, en particulier maraîchères. En Suisse, une recherche explore le potentiel de cette approche de la ville aux multiples vertus sociales et culturelles.

Une majorité de Lausannois – 51 % – se déclarent favorables à la production de fruits et légumes en ville ; 46 % seraient prêts à payer jusqu'à 20 % plus cher des tomates qui auraient poussé en pleine ville. Et 70 % jugent même que les « plantages » – ces potagers collectifs aménagés au pied d'immeubles d'habitation – augmentent la qualité de vie en ville.

Ce sont là les résultats les plus saillants d'un sondage réalisé au printemps 2011, à Lausanne, sur l'agriculture urbaine. Le taux de retour – 36 % des 2500 personnes sollicitées ont rempli le questionnaire de... quinze pages ! – est un indice supplémentaire de l'intérêt des Lausannois pour le sujet.

A Genève, les différentes opérations de potagers urbains que l'association Equiterre pilote dans le canton connaissent un franc succès : « En moyenne, nous obtenons 10 % de retour à nos invitations aux conférences d'information dans les quartiers, ce qui est beaucoup », témoigne Hélène Gaillard, bien connue à LaRevueDurable, qui a initié le pro-



jet Potagers urbains à Equiterre, dont elle est responsable.

A Zurich, la liste d'attente pour accéder à une parcelle dans un jardin ouvrier est telle qu'il faut attendre plusieurs années avant de l'obtenir. En France, les jardins partagés font partout un tabac. Bref, tout révèle une forte demande sociale pour une présence agricole significative en ville.

Permaculture

Cette demande en plein essor rencontre une offre qui elle aussi s'étoffe. Le bureau d'études Terranergie, basé à Moyennemoutier, dans les Vosges, par exemple, multiplie les expériences de mariage entre agriculture et habitat. L'un de ses fondateurs, Vincent Pierré, accompagne depuis 2008 Ecolline, projet d'habitat groupé en permaculture à Saint-Dié-des-Vosges.

Ecolline, ce sont dix maisons passives mitoyennes en paille immergées dans 1,5 hectare de verdure : jardins privés, potager collectif avec possibilité d'installer des poules et de petits ruminants, haies avec arbres fruitiers et production de bois, bassins de phytoépuration pour les eaux usées, toits

végétalisés. Le tout dans un quartier proche de la gare, à cinq minutes en voiture du centre-ville et ses près de 22 000 habitants.

L'association des dix familles d'Ecolline souhaite artificialiser le moins de surface possible et maximiser son autonomie énergétique et alimentaire. Pour Vincent Pierré, la permaculture répond parfaitement à cette attente : « Tout comme une maison bioclimatique, cette méthode optimise la captation du flux solaire », résume-t-il.

« Au départ, nous étions un groupe de familles attirées par l'idée d'habiter dans une maison saine », raconte Anne Burgeot, future habitante d'Ecolline. Peu à peu, le groupe s'embarque dans une démarche très ambitieuse pour échapper autant que possible à la consommation marchande : « La plupart d'entre nous souhaitent cesser de travailler plus pour gagner plus et dépenser plus », lance Anne Burgeot.

Plutôt que d'être plus riches et d'acheter plus de nourriture bio, les familles d'Ecolline aspirent à travailler moins pour pouvoir prendre le temps de faire pousser leurs végétaux bio elles-mêmes. Pour le reste, elles comptent sur des achats groupés pour gérer



Chantier Ecolline

une épicerie commune et ne plus avoir à aller à la Biocoop de Saint-Dié-des-Vosges.

Cette quête d'autonomie traverse tout le projet : les maisons seront passives, les toilettes sèches, les voitures partagées, et l'assainissement aura lieu sur place. Quant au chantier, il mise sur l'autoconstruction. « Depuis deux

ans, nous passons toutes nos vacances et tous nos week-ends à tout faire nous-mêmes », lâche, un peu fatiguée, Anne Burgeot. Après avoir creusé les tranchées pour tous les raccordements et les cuves, les artisans du projet sont en train de bâtir les dix maisons. « Un travail énorme. Heureusement, à ce jour, environ 200 bénévoles nous ont aidés. »

Histoire d'une passion

Arrivé à Rougemont depuis son Boston natal, aux Etats-Unis, Craig Verzone découvre les joies du potager dans cette commune rurale des Préalpes vaudoises. Au point d'en cultiver deux et d'élever des poules. Depuis 1998, il infuse cette passion pour les activités agricoles dans des projets de concours, des travaux d'ateliers pour ses étudiants et des mandats professionnels. L'agriculture est pour lui une composante fondamentale du paysage.

En 2010, il parvient à traduire cet enthousiasme en un projet de recherche, la Food Urbanisme Initiative (FUI), retenu dans le cadre du Programme national de recherche suisse sur la nouvelle qualité urbaine.

Trois ans durant, l'équipe de Verzone Woods Architectes et ses partenaires des deux Ecoles polytechniques fédérales et du programme des stations de recherche fédérales agronomiques Agroscope Proficrops vont analyser le tissu urbain suisse pour évaluer son potentiel d'intégration d'initiatives d'agriculture urbaine et proposer des stratégies de déploiement.

En prenant la ville de Lausanne comme étude de cas, FUI va cartographier très précisément les espaces disponibles pour y accueillir des activités agricoles.

Et définir les modèles viables qui pourraient convenir aux diffé-

rents types de parcelles : toitures, bas d'immeubles, espaces résiduels, pelouses, etc. Pour chaque modèle, il s'agit de cerner les plantes cultivables selon les caractéristiques de la parcelle – sol, ensoleillement, etc. – et le type d'exploitation optimale : professionnelle, associative, pour personnes handicapées, écoliers, etc. Il s'agit aussi de concevoir des projets pilotes démonstratifs de ces différents modèles.

FUI élabore en outre un Atlas de l'agriculture urbaine dans le monde. Elle a identifié environ 200 cas dans 21 pays, sur les cinq

Mais pourquoi, si le but est l'autonomie, notamment alimentaire, s'installer en zone périurbaine ? « Nous sommes tous des citoyens et avons tous une vie sociale très intense », répond cette femme qui a quitté son emploi à l'association Eco-quartier Strasbourg afin de se consacrer entièrement à ce chantier.

Modèle urbanistique

La petite maison familiale avec jardin potager semblait la forme idoine de l'urbanisme résidentiel à la fin du XIX^e siècle. Patrons d'entreprise et hommes d'Eglise y voyaient un moyen d'améliorer le sort des familles ouvrières et de les détourner des tentations de l'alcool et de l'oisiveté. De cette utopie naquit



Fraisiers à Lausanne

continents. Les plus nombreux sont aux Etats-Unis, au Canada, au Royaume-Uni, aux Pays-Bas, en Suisse et à Cuba. Reste à documenter pour les rendre disponibles en ligne d'ici la fin 2011. Car FUI aspire aussi à être un lieu d'échanges pour la recherche en agriculture urbaine.

LRD

le cauchemar écologique de l'urbanisme pavillonnaire, peu dense et énergivore. Comment éviter que l'engouement pour la production maraîchère au pied de chez soi ne donne lieu à une nouvelle cause d'étalement urbain et, dès lors, à une dépendance accrue aux transports ?

De fait, Ecolline, dix maisons sur 1,5 hectare de terrain, n'est pas un modèle d'urbanisme dense. « Sur cette parcelle, il n'y avait pas de contrainte de densité. Un promoteur traditionnel y aurait construit des pavillons », pense Vincent Pierré. Au moins Ecolline préserve-t-il l'essentiel des fonctions productives du sol. » Mais il est possible de concilier habitation et agriculture de manière beaucoup plus dense. Et Vincent Pierré de citer un concours d'idées que Terranergie a remporté pour construire ce qui serait sans doute le premier écoquartier en permaculture à voir le jour en Europe francophone.

A Staffelfelden, au nord-ouest de Mulhouse, en Alsace, 400 logements sont prévus. Répartis sur 8 hectares, ils produiraient, si les élus retiennent les propositions de Terranergie, une partie de leur alimentation et la totalité de leur énergie. C'est bien plus dense qu'Ecolline : 50 à 60 logements à l'hectare (contre 6,5 à Ecolline). Pour y arriver, les espaces verts seraient réduits au minimum, en grande partie remplacés par des parcelles de maraîchage et de haies productives.

« Tout est envisageable. On pourrait installer un maraîcher professionnel, faire un projet d'insertion sociale par la production de fruits et légumes, laisser une partie en autoproduction », énumère Vincent Pierré. Ou combiner toutes ces options.

Pour cet ingénieur, cette stratégie présente de nombreux avantages : réduire le coût d'entretien des espaces verts puisqu'il n'y en a presque pas, recréer du lien entre les habitants et le territoire dans cette ville-dortoir, stimuler le commerce local là où il n'y a plus d'épicerie. Tous ces avantages accompagnent la production alimentaire urbaine.



Motivation et travail récompensé dans ce potager à Londres

**Au lieu
du fitness,
on peut aller
désherber**

Terranergie a aussi gagné un concours d'idées à Tourcoing, dans le département du Nord, où il s'agit de rénover une barre HLM de 170 logements. Le bureau consacrerait une partie du toit aux cultures potagères. Fraises et tomates partageraient la surface avec des capteurs solaires thermiques. « Nous ne sommes pas les seuls à avoir eu cette idée. Un autre bureau envisageait carrément d'y installer une ferme urbaine. C'est une surface de taille symbolique, mais qui suffit à changer la culture d'un lieu, à lui donner un nouveau départ », insiste-t-il.

Espaces de qualité

Que l'agriculture en ville ne soit pas qu'une affaire de calories, c'est aussi la conviction de Cristina Woods, qui codirige le bureau de paysage et d'urbanisme Verzone Woods Architectes, à Rougemont, dans les Préalpes vaudoises. Depuis cette région enchanteresse, elle et son associé Craig Verzone pilotent la Food Urbanisme Initiative

(FUI), recherche sur les apports de l'agriculture urbaine à la qualité de vie en ville.

Car il ne faut pas s'y tromper : malgré tous ses atouts et son immense pertinence sociale, « l'agriculture en milieu urbain est très vulnérable, et doit se battre pour subsister », constate Cristina Woods. D'où l'idée d'identifier tous les arguments qui plaident pour son maintien.

C'est à cette fin qu'a eu lieu l'enquête réalisée en ville de Lausanne citée en ouverture de cet article. Bonne nouvelle : les répondants ont clairement exprimé leur souhait de voir des activités agricoles en ville, de préférence ouvertes et en interaction avec la population. Des réponses pleinement cohérentes avec les apports des sondages sur la biodiversité en ville : les citoyens apprécient la nature en ville à condition, là aussi, de pouvoir en profiter (LaRevueDurable, 2010).

« L'ouverture et l'accessibilité des espaces agri-urbains sont les premiers critères à remplir pour que l'agriculture urbaine soit vectrice de qualité urbaine », conclut Cristina

Woods. Ensuite, ces espaces ont un fort potentiel esthétique, ils sont capables d'embellir la ville. Et ils ont une haute valeur sociale et culturelle.

« La prolifération des bacs à fleurs et des plates-bandes décoratives, ce n'est pas ça qui va améliorer la qualité de vie en ville », sourit l'architecte. Pas plus que les alignements de thuyas qui servent à boucher la vue des passants. En revanche, un lieu bien conçu où l'on peut admirer et suivre l'évolution d'une plante depuis le semis jusqu'à sa récolte et poser des questions aura une indéniable va-

leur esthétique, culturelle et sociale. Un lieu promoteur de liens avec la nourriture saine, le territoire, les autres citoyens.

Pour concilier ville dense et activités agricoles ouvertes aux urbains, Cristina Woods plaide pour une panoplie plus diversifiée d'espaces publics. « Il y a une tendance à privilégier les pelouses et les équipements de sport, déplore-t-elle. Il est certes important de garder des espaces verts « non programmés », mais il y a également un grand potentiel à mettre à profit certains de ces espaces pour y intégrer une activité productrice en ville. »

Ainsi salue-t-elle l'initiative de la ville de Lausanne d'entretenir certaines pelouses avec des moutons. La Ville est aussi pionnière en matière de plantages : convertir des pelouses en potagers urbains. « On peut imaginer planter des haies d'arbres fruitiers qui attireront les oiseaux, diffuser les toitures végétales productrices, etc. »

Usages associés

Partager, mutualiser et beaucoup d'imagination. Voilà les maîtres mots d'un urbanisme dense qui accueille l'agriculture. « La

Sous les parkings de Détroit, des potagers



Le symbole est puissant comme un moteur de grosse 4x4 en panne d'essence. Jadis capitale mondiale de l'automobile, Detroit est devenu en quelques années leader mondial de l'agriculture urbaine. La ville a perdu plus de la moitié des 2 millions d'habitants qu'elle comptait au pic de la plus belle époque des rutilantes Cadillac, Dodge et Chrysler. Résultat : 200 000 parcelles de terres à l'abandon en plein centre-ville. A elle seule, la Ville possède 2000 hectares de friches.

La crise de 2008 a enfoncé un nouveau clou dans les pneus de cette industrie ravagée par un manque obstiné et patent de vision. Le taux de chômage atteint 28 %, trois fois la moyenne nationale.

Le revenu moyen par ménage – 26 000 dollars par an – est aux deux tiers du revenu moyen de 2000. Un tiers des familles avec enfants vit sous le seuil de pauvreté. Le taux d'obésité atteint des sommets faute d'argent pour acheter de la nourriture saine et de magasins pour vendre des fruits et des légumes frais. En 2009, pour freiner les dépenses et s'adapter à l'évaporation de la population, les autorités ont fermé... 25 écoles.

Foin de jérémiades ! Des terres d'excellente qualité et des bras en pagaille, le nouveau modèle économique de Detroit s'est imposé avec la spontanéité d'un jardin laissé à lui-même : le maraichage urbain ! L'agriculture a émergé comme une stratégie de survie et

un nouvel horizon économique et social. Des potagers individuels, communautaires, professionnels. Toutes les formes d'exploitation bourgeonnent, fleurissent et essaient dans cette ville qui s'efforce de trouver de quoi rebondir et se nourrir.

Ainsi, de dix-huit en 2003, les jardins communautaires ont explosé, atteignant 1300 en 2010. La Earthworks Urban Farm, seule ferme certifiée bio de la ville, a mobilisé 6000 bénévoles au cours de l'année 2010. Le groupe financier Hantz planifie d'investir des millions pour lancer sur Detroit la plus vaste ferme urbaine du monde. Les diverses modalités de distribution de cette production forment un joli bouquet multico-

lore : marchés de producteurs, plate-forme pour que les épicerie puissent s'approvisionner auprès des producteurs locaux, paniers de produits locaux vendus à des prix subventionnés, vente de fruits et légumes dans des magasins auparavant spécialisés dans la vente d'alcool.

C'est ainsi que le rêve des écologistes des années 1970, qui espéraient voir un jour reflourir les autoroutes, devient réalité à... Motor City, la gueule du monstre. Une vraie renaissance !

LRD



Chicago, Londres, Zurich : les cultures potagères fleurissent entre les immeubles et sur les toitures

ville actuelle se construit toujours sur le principe du zonage : une zone pour l'habitat, une zone pour le sport, une zone pour l'agriculture, une zone pour l'emploi », s'insurge Léna Abi Chaker. Jeune diplômée de littérature, petite-fille d'horticulteur (maraîcher à ses heures), elle préside l'association Agro-quartiers-autogérés, à Genève.

« Ce saucissonnage est complètement dépassé. Pour récupérer de la place et de la qualité en ville, il faut des espaces multifon-

ctionnels », s'exclame cette jeune conseillère municipale verte à la commune de Chêne-Bourg. Justement, l'agriculture urbaine est capable de répondre à plusieurs besoins à la fois : être un espace productif, de socialisation, de loisir. Pourquoi pas un potager urbain qui fonctionnerait comme centre de loisirs pour les jeunes ? Ou une ferme professionnelle traversée de chemins piétons ?

Dans sa vision pour aménager les Cherpines – terrain agricole de 58 hectares à la plaine de l'Aire, au sud du canton, qui sera déclassé suite à une votation populaire en mai 2011 –, Agro-quartiers-autogérés proposait de construire 3000 logements sur 20 hectares – 150 logements à l'hectare ! – et d'installer une trentaine de coopératives sur les 38 hectares restants.

Dans ce quartier, les loisirs auraient décoiffé : « Au lieu du fitness, on aurait pu aller désherber ou cueillir une salade fraîche, courir ou faire du cheval aux bords des champs », rêve Léna Abi Chaker, qui déborde d'idées. Les parcelles agricoles laissent aussi envisager de nouveaux partenariats avec des associations de réinsertion, d'intégration ou culturelles. Et pour l'éducation, des cycles de for-

mation en agronomie avec les écoles proches, des visites, des ateliers tout public, etc.

Mais contrairement à ce que laissent entendre l'enquête d'opinion publique réalisée à Lausanne et le mouvement de fond en faveur de l'agriculture urbaine, les électeurs genevois en ont décidé autrement. Nul doute, toutefois, que les initiatives en phase avec les préconisations et les rêves d'Agro-quartiers-autogérés sont destinées à progresser : elles vont dans le sens de l'histoire et se multiplient. ■

BIBLIOGRAPHIE

LA REVUE DURABLE. *La Biodiversité en ville est source de bien-être*, LaRevueDurable n° 39, septembre-octobre 2010, pp. 42-43.

POUR ALLER PLUS LOIN

www.agroquartier.ch
www.foodurbanism.org
www.vwa.ch
www.nfp65.ch



Cultures sur la plaine de l'Aire



Jardins de Sevrans avec la cité du Pont-Blanc en arrière-plan

Xavier Guiomar*

Les jardins d'insertion pacifient le paysage urbain : exemple à Sevrans

42 A Sevrans, en Seine-Saint-Denis, le quartier socialement difficile du Pont-Blanc accueille un Jardin d'insertion par l'activité économique. Avec de fortes retombées : emploi, écologie, embellissement paysager, brassage multiculturel et entre générations, pacification des relations de quartier. Des améliorations notables sont encore à apporter au dispositif, mais l'expérience fait d'ores et déjà tache d'huile.

A Sevrans, le terreau est plus fertile en conflits sociaux que propice à la culture de tomates et de pommes de terre. Dans cette commune de 50 000 habitants située à 10 km au nord-est du périphérique de Paris, 41 % des moins de 25 ans sont au chômage. Dans le département de Seine-Saint-Denis, près d'un quart – 22 % – des habitants vivent sous le seuil de pauvreté, contre 13 % en France.

Au quartier du Pont-Blanc, classé en zone urbaine sensible, c'est-à-dire prioritaire pour l'intervention publique, 72 % de la population habite en HLM (habitation à loyer modéré). Devant une barre d'immeubles,

l'association Aurore gère un jardin d'insertion par l'activité économique. Cette association œuvre depuis... 140 ans à l'insertion et à l'hébergement d'urgence.

Dans ce jardin, les personnes en insertion travaillent dans un cadre proche de celui du marché de l'emploi avec un accompagnement social. Elles sont salariées de l'association Aurore via un « contrat unique d'insertion ». La production est écoulée sous la forme de paniers que 70 adhérents-consommateurs paient à l'année. Ces revenus ne couvrent cependant que 7 % des charges. Les pouvoirs publics et des fondations complètent le budget.

Logirep, bailleur social, a mis à disposition et aménagé le terrain, 1,4 hectare que cultivent

seize apprentis jardiniers. Le jardin est certifié AB (agriculture biologique) et a rejoint en 2010 le réseau des Jardins de Cocagne.

Un apprenti jardinier reste en moyenne dix mois au jardin d'insertion de Sevrans. Sur les seize sorties en 2010, trois personnes ont trouvé un contrat à durée indéterminée, une un contrat de plus de six mois, deux ont commencé des formations et trois ont pu résoudre un autre problème (logement, santé, administration).

En 2009, on compte plus de cinquante jardins d'insertion en Ile-de-France sur environ cinquante hectares au total, dont quinze jardins d'insertion par l'activité économique. Les principaux réseaux nationaux des jardins d'insertion par l'activité économique sont ceux de Cocagne (110 jardins en 2011) et du Cœur (44 en 2011) reliés aux Restos du Cœur.

Dense en main-d'œuvre

Pour accueillir le plus grand nombre de jardiniers à l'hectare, les jardins d'insertion limitent volontairement la mécanisation et produisent eux-mêmes leurs plants. Outre son intérêt intrinsèque, le choix de la conduite en agriculture biologique entraîne un fort besoin en main-d'œuvre.

* Xavier Guiomar est chercheur à l'équipe Proximités, à l'Unité mixte de recherche Sadapt, AgroParisTech, à Paris.

En complément à leur travail au potager, les apprentis jardiniers suivent une formation horticole qui inclut vingt séances de deux heures et quatre demi-journées. Ils bénéficient aussi de cours d'alphabétisation et de formations à la recherche d'emploi et à la tenue d'un budget. Mais malgré toutes ces compétences nouvellement acquises, et alors même que le maraîchage manque de main-d'œuvre en Ile-de-France, ceux qui obtiennent un emploi agricole suite à leur passage au jardin restent l'exception.

L'analyse du fonctionnement de ces jardins révèle des structures très liées aux mondes associatif, administratif et politique, mais sans doute pas encore assez au monde professionnel agricole. En outre, nombre de personnes en insertion peinent à retrouver un rythme soutenu et régulier de travail physique, ce qui explique aussi en partie leurs difficultés à intégrer le milieu professionnel du maraîchage. C'est notamment pourquoi le jardin d'insertion de Sevrans mise désormais aussi sur les possibilités d'embauches dans la manutention et le conditionnement des fruits, légumes ou fleurs, notamment en grandes et moyennes surfaces.

Autre point certainement améliorable : pratiquement aucun adhérent-consommateur des paniers du jardin d'insertion de Sevrans n'habite le quartier. Cela est dû à leur coût (9 ou 15 euros) et à une culture d'achats de

produits alimentaires précis pour préparer des plats bien connus à l'opposé du désir de se laisser surprendre par le contenu d'un panier « surprise ».

A Sevrans, le choix a été fait de proposer les paniers à moitié prix aux jardiniers, et non de les donner, afin de respecter la valeur du travail et de la production. Environ la moitié d'entre eux en achètent. Ramener le fruit de son travail à la maison participe aussi de la fierté retrouvée de ces apprentis jardiniers.

D'autres quartiers sensibles sont demandeurs de jardins

Dense en échanges

L'action sociale des jardins d'insertion va souvent bien au-delà de la seule insertion. En région

francilienne, quelque 40 % de ces jardins sont couplés à d'autres types de jardins : parcelles pédagogiques et/ou jardins familiaux ou jardins partagés. Ce voisinage de jardins aux publics diversifiés décloisonne et facilite les liens entre écoliers, familles qui fréquentent les jardins partagés ou familiaux et salariés des jardins d'insertion.

Le jardin pédagogique de Sevrans (1 hectare) qu'anime une salariée du jardin d'insertion reçoit des classes chaque semaine. Chacune a son carré de cultures qu'elle observe et travaille une semaine sur deux. Or, le jardin d'insertion et le jardin pédagogique de Sevrans jouxtent un troisième jardin, partagé celui-là, que gèrent 28 familles là encore sous l'égide de l'association Aurore. L'ensemble constitue ainsi un nœud de liens sociaux, notamment intergénérationnels.

L'étude du collectif Jardins d'insertion en Ile-de-France le résume bien : « Certes, les jardins d'insertion interviennent dans le travail de restructuration de la personne, mais ils participent aussi à la restructuration urbaine. » Ils aident à humaniser les grands ensembles et à changer la mauvaise image d'un quartier comme celui de Pont-Blanc.

L'action des bandes secoue régulièrement la commune de Sevrans. En 1997, au début du chantier, elles menaçaient de saccager le jardin d'insertion. L'apport d'emplois par la

structure et les liens avec les écoles primaires grâce aux jardins pédagogiques ont inséré l'ensemble dans le tissu social. Au point que les émeutes en 2005 ont épargné tous les jardins. « On connaît tout le monde », résume le directeur de l'association Aurore. Conséquence : les autres quartiers sensibles de la commune sont depuis demandeurs de jardins.

Il se trouve qu'il y a justement, à Sevrans, une réserve foncière d'une trentaine d'hectares en bordure du jardin d'insertion à la destination encore indéfinie. Le choix de privilégier telle ou telle utilisation de cet espace devenu très rare est un véritable choix de société. L'expérience plaide pour qu'on garde sa nature agricole et qu'on en fasse une utilisation « dense » – en main-d'œuvre, en échanges, en capacité nourricière, en apport écologique et paysager – la plus ouverte et accessible possible aux populations les plus modestes de Sevrans. ■

POUR ALLER PLUS LOIN

CÉRÉZUELLE D. ET JARDINS D'AUJOURD'HUI. *Jardinage et développement social : du bon usage du jardin comme outil d'insertion sociale et de prévention de l'exclusion, guide méthodologique*, Editions C.L., Paris, 1999

COLLECTIF JARDINS D'INSERTION EN ÎLE-DE-FRANCE. *Les jardins d'insertion en Ile-de-France : acteurs, enjeux et perspectives*, 2004.

GUIOMAR X. *Les collectivités locales à la recherche d'une agriculture de proximité*, POUR n° 209-210, juin 2011.

GUIOMAR X. *Les utilisations sociales de l'agriculture aux marges de la ville : les jardins d'insertion en Ile-de-France*, Innovations agronomiques, INRA, 2009.

HENCKEL, J-G. *Dans un pays de Cocagne*, Editions Rue de l'échiquier, 2009.

Site de l'association Aurore : <http://aurore.asso.fr/insertion>

Blog des jardins : <http://auroreasso.blogspot.com>



Jardin pédagogique en bordure du jardin d'insertion

Eric Duchemin*

Montréal, porte d'entrée des jardins partagés en terres francophones

44

Les jardins partagés ou communautaires sont nés dans les grands centres urbains d'Amérique du Nord. Parmi eux, la Ville de Montréal a fait office de trait d'union entre le Nouveau Monde et le Vieux Continent francophone. Coup de projecteur sur ce haut lieu de l'agriculture urbaine et ambassadeur de cette pratique auprès des Français.

Montréal a toujours été une ville agricole. Des quartiers urbains comme Pointe-Saint-Charles et Notre-Dame-de-Grâce ont été des terres fertiles qui ont nourri la cité jusqu'au début du XX^e siècle. Des photos des années 1940 montrent la présence de jardins maraîchers au cœur de la ville. Mais c'est certainement avec l'essor de ses jardins communautaires, dans les années 1970, que cette deuxième plus grande ville francophone du monde après Paris devient aussi l'une des capitales mondiales de l'agriculture urbaine.

La ville des trois jardins

Jardins communautaires

Un jardin communautaire est un ensemble de lopins individuels qu'un groupe de jardiniers gère collectivement, chacun s'acquittant d'un modeste loyer annuel. Certains de ces jardins réservent en outre une superficie de la parcelle occupée à des activités de production collective : plates-bandes de fleurs ou buttes à courge, par exemple.

Ces jardins font l'objet d'un programme de la Ville de Montréal qui a connu trois phases. La première s'inscrit dans la crise énergétique

* Eric Duchemin est professeur associé à l'Institut des sciences de l'environnement, à l'Université du Québec, à Montréal et membre de Crapaud, Collectif sur l'aménagement paysager et l'agriculture urbaine durable.



Jardin de la Pointe Verte ; en bas, muret autour de la zone décontaminée

des années 1970. La sécurité alimentaire est alors la motivation première pour pratiquer le jardinage. Un mouvement populaire lance le premier jardin communautaire en 1974, point de départ d'un essor rapide du phénomène qui, en 1981, s'étend déjà à 43 jardins de ce type.

La deuxième phase démarre en 1985, lorsque la Ville de Montréal remanie son programme pour définir une politique claire d'établissement et de réalisation de jardins communautaires. Le programme des jardins communautaires fait dès lors partie du Service des sports, des loisirs et du développement social de la ville.

Une troisième phase se dessine depuis 1997. Elle voit la ville ne plus développer de jardins communautaires et, en conséquence, leur nombre stagner. En 2011, le programme regroupe 98 jardins communautaires pour un total de 8459 parcelles. On estime à environ 12 000 à 15 000 les personnes impliquées, directement ou indirectement, dans le programme des jardins communautaires de Montréal.

De 2006 à 2009, suite au constat que certains jardins sont situés sur des terrains contaminés, la Ville de Montréal procède à une évaluation des dommages. Sur les 98 jardins, certains sols sont réhabilités pour la production maraîchère, mais d'autres sont fermés et plusieurs sont en attente. Le programme parvient toutefois à résister et à conserver ses acquis. Pour ouvrir de nouveau les jardins à la culture maraîchère, plusieurs solutions sont mises en place, dont le rehaussement du sol et l'ajout d'une membrane géotextile afin de couper le nouveau sol de l'ancien, qui a été contaminé.





Ruches urbaines

A l'été 2011, plusieurs initiatives de mise en place de ruches ont été initiées à Montréal. Le Collectif de recherche sur l'aménagement paysager et l'agriculture urbaine durable (Crapaud) gère le rucher du Complexe des sciences Pierre-Dansereau, de l'Université du Québec à Montréal. Il servira à la formation universitaire, à la sensibilisation et à la recherche.

ED

Jardins collectifs

Des associations très différentes les unes des autres, mais ayant toutes pour objectif la lutte contre l'insécurité alimentaire et l'engagement pour l'éducation et l'empowerment constatent, dans les années 1990, que les jardins communautaires ne répondent pas à tous les besoins des Montréalais. De ce constat émerge la mise sur pied d'un autre type de jardins maraîchers, les jardins collectifs.

Les jardins collectifs sont des parcelles uniques qu'exploite un groupe de personnes. Apparus à la fin des années 1990, ils sont une création purement montréalaise et rejoignent le programme des jardins communautaires

de la ville. Cette forme d'agriculture, que portent des organismes communautaires locaux, est en plein essor. De 2008 à 2011, le nombre de jardins collectifs à Montréal est passé de 42 à 75.



Intense activité au jardin collectif Nutri-Centre Lasalle

Jardins communautaires et collectifs

Les jardins du programme de la Ville de Montréal sont semi-autonomes. En début de saison, chaque jardin élit un comité de citoyens-jardiniers qui l'anime et sera coresponsable de sa gestion avec des représentants de la ville.

Les jardins sont divisés en jardinets de 12 m² à 64 m² et mis à disposition de jardiniers qui

peuvent les cultiver en famille ou en cojardinage de deux personnes. Le programme de la ville dicte les règles de jardinage et de gestion que les représentants de la ville et du jardin appliquent. Tous les jardins ont la même structure et appliquent la même réglementation, mais ils ne sont pas liés entre eux et il n'y a aucun réseautage.

Les jardins collectifs sont en revanche regroupés dans le réseau appelé regroupement des jardins collectifs du Québec, mais il n'existe pas de programme structuré et homogène pour l'ensemble des jardins collectifs situés sur l'île de Montréal.

ED

Sur l'île de Montréal, au minimum 25 associations animent aujourd'hui 75 jardins collectifs. Ensemble, ils représenteraient une superficie d'environ 1,5 hectare et regrouperaient 1400 participants. Chaque association est autonome et détermine son mode de fonctionnement et sa structure associative.

Certaines sont liées à des organismes de dépannage alimentaire, de cuisine collective, de santé ou font partie intégrante d'un organisme qui offre un éventail de services sociaux. Action Communiterre, par exemple, distribue 27 % de la récolte de ses jardins à des organismes de services sociaux.

En plus d'encadrer la production de fruits et légumes par des citoyens, ces organismes animent de nombreux ateliers d'éducation sur l'horticulture, l'alimentation et la cuisine. Par exemple, en 2007, Nutri-Centre Lasalle a animé 432 ateliers.

Le nombre de personnes avec des revenus modiques ou vivant dans l'insécurité alimentaire est variable d'un jardin collectif à l'autre. Les données disponibles indiquent que l'insécurité alimentaire concerne de 20 à 60 % de leurs adhérents.



Poulaillers communautaires

Rosemont-La-Petite-Patrie est le premier arrondissement de Montréal à autoriser la réintroduction des poules en milieu urbain. Des organismes communautaires gèrent les poulaillers à des fins éducatives.

ED



Geneviève Gignac

Jardins institutionnels

On observe à Montréal, depuis quelques années, l'apparition de jardins institutionnels. On les trouve sur les campus de l'Université du Québec à Montréal et de l'Université McGill, et sur les toits de la Caisse populaire de Mont-Royal, du Palais des congrès de Montréal et de l'hôtel Fairmont-Reine-Elizabeth. Située en plein cœur de la ville, l'Université du Québec à Montréal accueille même une école d'été sur l'agriculture urbaine depuis 2009.

Politique officielle

Mises ensemble, toutes les initiatives de jardins maraîchers à Montréal couvrent une surface de 25 hectares. Et les autorités locales reconnaissent pleinement la pertinence de cette agriculture intra-urbaine au point que c'est même l'une des clefs du premier plan stratégique de développement durable de la communauté montréalaise des années 2007-2008.

La Ville de Montréal considère l'agriculture urbaine comme un outil privilégié pour promouvoir la sécurité alimentaire, pro-

poser des aliments frais et sains à faible coût, contribuer au verdissement du milieu urbain, diminuer les émissions de pollution liées au transport et promouvoir des formes d'interactions sociales.

C'est notamment par son programme des jardins communautaires qu'elle vise à atteindre ces buts, en se donnant comme objectif premier le maintien des jardins existants. ■

POUR ALLER PLUS LOIN

La revue en ligne Vertigo a publié en septembre 2010 un dossier très riche sur l'agriculture urbaine dans la francophonie : <http://vertigo.revues.org/9848>

Le réseau francophone sur l'agriculture urbaine et périurbaine : <http://agriurbain.ning.com>

Le réseau des jardins collectifs : www.rjqc.ca

L'École d'été sur l'agriculture urbaine : www.agricultureurbaine2011.org

LRD

Des lapins et des poules mettent de la vie en ville

Il est très facile d'élever des lapins ou des poules en ville. C'est un excellent moyen de se procurer des protéines de très bonne qualité et de lutter contre le gaspillage. Associé à un jardin potager et à un compost, cela permet de boucler les cycles et de réduire fortement les ordures ménagères. Les petits élevages urbains ont aussi d'évidentes vertus pédagogiques pour les enfants – qui les adorent – et sont de magnifiques vecteurs de lien social. Autre point positif : manger sa propre production de viande invite et incite à consommer de façon responsable.

Il y a les urbains adeptes du jardin potager. Il y a les citadins fans de l'élevage. Pour ceux qui sont prêts à s'y lancer, les intérêts sont multiples. Une première motivation, pour Pascale Waelti, qui élève depuis cinq ans des lapins, c'est de pouvoir « boucler les cycles » de la vie végétale et animale. En clair, les animaux ingèrent de grandes quantités de déchets organiques issus du jardin potager et de la cuisine et, en retour, procurent de l'engrais pour le potager... et de la viande pour la famille.

Ingénieure agronome, collaboratrice scientifique à la Haute Ecole suisse d'agronomie de Zollikofen, près de Berne, Pascale Waelti vit à Fribourg, en Suisse (35 000 habitants, capitale du canton), avec son époux microélectronicien et leurs deux enfants, Samuel (4 ans), Magalie (un an)... et quelques lapins.

Pourquoi des lapins ? « J'ai un oncle fermier qui a un gros élevage à Rüssikon, dans l'Oberland zurichois. D'où une certaine familiarité avec cet élevage. Ensuite, j'ai vécu trois ans à Sarh, au Tchad, en tant que conseillère auprès d'un réseau de paysans. Et là, il n'y a rien de plus banal que d'élever des animaux en ville. Tout le monde le fait. Et tous possèdent ou louent des champs qu'ils cultivent à l'extérieur de la ville.

» Dans la cour intérieure de notre maison, nous cultivons un potager et élevons des lapins, des poules et des cochons. Il nous plaisait beaucoup d'avoir des produits frais. Et les déchets des animaux servaient à faire le compost pour fertiliser les terres. »

Retour en Suisse, la famille Waelti s'installe en appartement en centre-ville. « J'ai tout de suite installé des lapins sur notre grand balcon. Cet animal herbivore mange beaucoup de déchets de cuisine : épluchures des fruits et légumes, pain sec, etc. Il suffit d'ajouter à ce régime de l'herbe et des « mauvaises herbes » ramassées en promenade. Et, pour les femelles allaitantes et les jeunes en croissance, un peu de céréales. »

Depuis deux ans, la famille Waelti a emménagé au Schoenberg, quartier résidentiel au nord de la cité des Zaehringen, où les maisons

et les immeubles des années 1960-1970 éparpillés sur une colline qui surplombe la ville profitent de très nombreux espaces verts.

« Nous sommes deux familles locataires qui ont la chance de bénéficier d'un grand jardin de 1000 m², avec un potager, comme au Tchad, se félicite Pascale Waelti. Ce qui nous procure tous les fourrages nécessaires pour nourrir les lapins l'été. L'hiver, il faut acheter des fourrages en plus. Et grâce au jardin potager, je recycle tout mon fumier : le compost de déchets végétaux mélangé au fumier de lapin mûrit très vite. L'élevage complète à merveille le jardin potager. »

Un potager qui fait monter la salive. On y trouve tomates (roses de Berne, petites rouges de Bâle), courges, courgettes, arroche, salades, radis, herbes aromatiques, divers types de choux, fraises (maras des bois), framboises, mûres, cassis, mini-kiwis, raisinets (groseilles), myrtilles et pommiers, le tout bien sûr exclusivement en bio.

Comparé au travail qu'engendre un tel potager, nourrir des animaux d'élevage est un jeu d'enfant. « Cela rythme la journée, relève Pascale Waelti. Nous le faisons le soir, avec



les enfants. Nous « chassons » les lapins dans leur enclos pour qu'ils rentrent dans leur cage. Nous ramassons ensuite de quoi les nourrir et remplissons les mangeoires. » En cas d'absence ? « Les voisins nous remplacent : c'est très rapide et leurs enfants adorent ! »

D'où vient la viande ?

Deuxième grande motivation de Pascale Waelti : l'alimentation. « Nous obtenons une viande de très grande qualité pour un prix modique, témoigne cette jeune mère de famille. C'est en outre une production locale et nous avons la garantie que les animaux ont été élevés dans de bonnes conditions, en plein air, qu'ils ont pu se promener et creuser un peu. Le lapin suisse est difficile à trouver dans le

commerce et il est cher. On trouve plutôt du lapin hongrois. Or, les lapins qui fournissent la viande importée ont le plus souvent été élevés en batterie. »

Le lapin, c'est bien connu, se reproduit beaucoup et très vite. Ce qui peut poser des problèmes de place. Un couple de lapins produit cinquante lapins par an, voire plus. Pascale Waelti limite sa production annuelle à environ vingt lapins.

Un autre facteur la pousse à limiter son élevage : si l'on veut préparer de bons civets, il faut d'abord tuer les lapins. « Je fais cela dans les règles de l'art, en suivant l'ordonnance sur la protection des animaux. Mais c'est tout de même assez pénible et j'aimerais trouver un

boucher qui accepte de prendre cette étape en charge », admet l'agronome.

Mais à petite épreuve grande vertu : « En tant que consommatrice de viande, cela me place face à ma responsabilité. Je me rends mieux compte de la valeur de la viande. Je réalise que c'est là quelque chose de très précieux, d'exceptionnel même. Derrière un morceau de viande, il y avait un être vivant. Du coup, nous achetons bien moins de viande qu'auparavant. Et si on le fait, il est rare qu'on achète de bons morceaux. On choisit plutôt de la charcuterie ou de la viande hachée. »

Cueillir des framboises

Pascale Waelti aimerait ne pas en rester là. « J'adore la viande de canard, lâche-t-elle, et j'apprécierais aussi avoir des poules pondeuses... et des chèvres ! » Ce qui la retient ? D'abord le surcroît de travail : il faudrait engraisser les chèvres du printemps à l'automne et ensuite les abattre. Si on veut les garder l'hiver, cela devient plus compliqué. Elles sont en outre assez destructrices. Et puis, des poules, des canards et des chèvres, cela fait du bruit. Et nous sommes en ville... »

Tous les témoignages concordent cependant : les poules sont des animaux très discrets. Anna Peccoud en fait tous les jours l'expérience. Elle aussi vit en centre-ville, à Saint-Julien-en-Genevois, en France (11 000 habitants, Haute-Savoie). Avec son mari bio-informaticien et leurs deux filles, Camille (9 ans) et Alice (3 ans), cette consultante en management environnemental y élève douze poules pondeuses depuis trois ans.

Pourquoi des poules ? « Mes grands-parents avaient des poules et des lapins en ville, à Annecy, d'où je suis originaire. Les parents de mon mari ont aussi des poules, à la campagne. Il y a donc un héritage familial. Mais c'est un élevage chez des amis et un reportage à la télévision qui nous ont donné envie d'avoir le nôtre. Ce qui a pu se faire avec l'acquisition de notre maison. Auparavant, nous vivions en appartement. »

Ce qui séduit la famille Peccoud, c'est d'abord la dimension éducative de cet éle-

Hygiène de la poule et du lapin

« Le poulailler doit être lavable, explique Anna Peccoud. Pour les petits maux, nous traitons les poules aux huiles naturelles. Nous leur appliquons un mélange de lavande et d'huiles essentielles pour lutter contre les puces et les poux, et nous plaçons du pyrèthre végétal en poudre dans la litière. Les sites internet spécialisés proposent toutes sortes d'informations en la matière.



« Les poules doivent aller dehors tous les jours. Il faut qu'elles puissent courir. Les poulaillers fermés me font mal au cœur. Le soir, elles rentrent au poulailler. Nous fermons la trappe pour éviter qu'un renard ne vienne en chiper une. Les chats et les corbeaux ne s'approchent pas d'elles. »

« Les lapins sont des animaux très actifs, précise Pas-

cale Waelti. Ils doivent donc avoir suffisamment d'espace dans la lapinière, et aussi pouvoir gambader et creuser à l'extérieur, ce que nous leur permettons de faire grâce à l'enclos que nous leur avons construit dans le jardin. Nous recouvrons l'intérieur de la lapinière d'une litière que nous changeons une fois par semaine et qui enrichit le compost du jardin.

« La nuit, nous rentrons les lapins dans leur cage pour éviter que des animaux ne les attrapent, en particulier les chats des voisins qui aiment chaparder les jeunes. En quatre ans, nous n'avons jamais eu de problème de maladie ou de parasites chez nos bêtes ni aucun décès suspect. »

LRD

vage. « Je voulais que nos filles comprennent le lien qui relie les humains à ce qu'ils mangent, explique Anna Peccoud, leur montrer d'où vient la nourriture. Les poules pondent des œufs. Et mes filles vont les chercher en rentrant de l'école. Elles sont ravies de le faire, souvent avec leurs amis, et aussi de cueillir des framboises et des mûres qui poussent dans le jardin et des tomates qui mûrissent dans la serre. »

Pascale Waelti confirme le caractère hautement pédagogique de son élevage de lagomorphes : « Cela est très stimulant pour les enfants : lorsque je sers du lapin à table, mon fils Samuel sait très bien d'où provient ce plat. De nombreuses personnes sont choquées quand on leur dit que nous mangeons nos lapins. Samuel, en revanche, n'a pas de réaction particulière à ce sujet. Cela lui paraît naturel. »

Facteur écologique

La famille Peccoud, elle, se contente de manger les œufs : « Nous ne mangeons pas



nos poules. Nous ne les tuons donc pas. Elles meurent naturellement. Deux sont mortes l'année dernière », raconte cette spécialiste de l'environnement qui soigne chaque parcelle de son jardin de 450 m² carrés qu'une barrière en bois sépare en deux.

La partie loisirs inclut le potager biologique, un jardin de fleurs, trois pommiers colonnaires idoines pour la ville (ils ne poussent qu'à la verticale et très lentement), une cabane en bois dans un buis pour les enfants et un coin tonnelle. Les framboisiers et les mûriers, la serre avec ses plants de tomates (noires de Crimée, cœurs de bœuf, roses rustiques, etc.) font partie du domaine des poules. Elles sont de plusieurs races : Wyandotte, Pékin lisse, Pékin frisée, Marans, Soie.

« L'esthétisme de ces petits animaux d'ornement nous paraît correspondre au milieu urbain », commente Anna Peccoud. De fait, elles sont une attraction pour des publics très différents. « Des enfants font une halte sur le chemin de l'école. Des grands-mères viennent en groupe les admirer le dimanche. Des passants s'arrêtent volontiers devant la grille d'entrée et conversent... » Bref, ces poules créent du lien avec les autres habitants de la ville.

« Elles se chargent en partie de tondre la pelouse fleurie, continue Anna Peccoud. Au grand bonheur des abeilles. Leurs fientes vont dans le compost fermé pour créer l'engrais de la serre et du jardin. Les épluchures de cuisine sont mises sur le compost ouvert. » C'est la seconde raison forte derrière cet élevage : le facteur écologique. Omnivores, les poules sont des usines à recycler une grande partie des déchets organiques.

Selon l'Agence de l'environnement et de maîtrise de l'énergie (Ademe), un Français jette en moyenne 7 kg par an de produits alimentaires encore emballés non entamés (Campagne nationale de caractérisation des ordures ménagères, Ademe, 2009). Ajouté aux restes de cuisine, au pain rassis et aux fruits et légumes avariés, les déchets alimentaires atteignent en France 20 kg par personne par an. Au total, les Français jettent à la poubelle environ 1 300 000 tonnes de denrées alimentaires par an. De quoi nourrir quelques poules et lapins.

Anna Peccoud témoigne : « Les gens du quartier nous donnent du pain dur et leurs aliments secs arrivés en dépassement de date. En plus de manger du pain, de tondre la pelouse et d'exploiter le compost ouvert,



Lombricompostage à tous les étages

En l'absence de jardin, et même sans balcon, une option pour diminuer ses déchets organiques de cuisine tout en participant aux cycles de la vie est le lombricompostage. Il consiste à placer des vers composteurs dans un dispositif ad hoc, un « lombricomposteur », pour qu'ils y transforment les déchets organiques en engrais.

Cette méthode très propre – les vers adaptés à cette tâche restent dans le lombricomposteur et autorégulent leur population selon l'espace disponible – supprime les odeurs de fermentation, réduit le nombre

de sacs poubelle nécessaires pour évacuer les déchets, abaisse en proportion la taxe d'ordures ménagères à payer et, au final, produit de l'engrais.

Condition : il faut évidemment prendre soin de l'équipement afin de préserver la vie des vers, notamment éviter les viandes et trop de déchets acides. Le produit de la digestion des vers est un engrais qui ressemble à un terreau. Le lombricomposteur produit aussi le thé de vers, engrais liquide issu de l'humidité contenue dans les déchets, qui percole en se chargeant de nutri-

ments, minéraux et oligo-éléments, et qu'il faut diluer avant d'arroser ses plantes.

Pratique encore assez nouvelle (LaRevueDurable, 2006), le lombricompostage se popularise peu à peu à la faveur de la reconnaissance de sa pertinence par les pouvoirs publics. En particulier, en France, par l'Agence de l'environnement et de maîtrise de l'énergie (Ademe). Cofondateur en 2005 et responsable de la petite entreprise Vers la terre, basée à Pézenas, près de Béziers, dans l'Hérault, Jean-Paul Nourrit est, avec sa collègue Agnès Allart, pionnier de la diffusion du lombricompostage en France.

« Nous avons dépassé les 11 000 clients », informe Jean-Paul Nourrit. Un gros coup de pouce vient de collecter et de traiter des ordures ménagères et assimilées) et des collectivités qui subventionnent l'achat de lombricomposteurs pour encourager leurs administrés à réduire leurs déchets. C'est le cas d'Angers, du Havre, de

Chambéry, d'Annecy, de Dôle, etc. Des dizaines de collectivités promeuvent désormais l'usage de lombricomposteurs en France.

Revers de la médaille, avec cet essor, toutes les expériences ne sont pas positives. « Nous sommes très sensibles aux mauvais usages qui pourraient créer une contre-référence », indique Jean-Paul Nourrit. En particulier, il recommande de n'utiliser que les vers de fumier *Eisenia andrei* ou le mal nommé *Eisenia fetida*. Et surtout pas l'espèce proche *Eisenia hortensis* (ou *Dendrobena veneta*), très appréciée des pêcheurs, mais qui composte moins bien et tend à fuger...

Encore peu pratiqué en Suisse, le lombricompostage devrait bientôt faire des adeptes. Notamment parce qu'à l'instar de nombreuses collectivités françaises, l'Agenda 21 de la Ville de Vevey vient d'instaurer une subvention de 50 francs pour tout Veveysan ou entreprise établie sur la commune qui achèterait un lombricomposteur.

LRD

les poules grattent le sol et capturent des insectes volants. Cela ne suffit toutefois pas. Nous leur donnons en plus des céréales : pois, blé, daris, peu de maïs. On commence à trouver des céréales bio pour les poules. Nous sommes très à cheval sur la traçabilité. »

Tout comme Pascale Waelti, Anna Pecoud s'inquiétait des voisins. « Même sans coq, nous avions peur des plaintes à la mairie. » A tort : « En trois ans, il n'y en a pas eu une seule. Une poule chante en moyenne deux minutes après chaque ponte. Multiplié par six œufs, cela fait douze minutes de chant par jour. Mais cela ne commence pas avant 9h-9h30 du matin. Et comme les poules vont dans le poulailler pour pondre, cela atténue leur chant. En outre, les voisins ont du double vitrage. »

Surproduction

Mieux : les poules sont de formidables vecteurs de lien social. Surtout lorsqu'on en a un peu trop ! « Nos poules pondent moins qu'une grande poule rousse – un œuf par jour en moyenne –, mais notre production excède tout de même largement notre autoconsommation. Nous comptons nous limiter à quatre ou cinq poules, pas grimper jusqu'à douze ! Mais nous nous sommes laissés attendre : elles sont petites, très mignonnes.

» En général, nous récupérons quatre à cinq œufs par jour. En saison de ponte, de janvier à Pâques, cela monte jusqu'à dix œufs par jour. Petits et de toutes tailles, ils pèsent de 35g à 60g. Cette diversité inhabituelle fait d'ailleurs beaucoup rire les enfants.

» Du coup, nous échangeons des œufs contre des prunes et des cerises dans notre voisinage. Et surtout, nous donnons le surplus à la famille et aux voisins, une fois les uns, une fois les autres. Lorsque nous nous absentons, une voisine est ravie de les nourrir... et de récupérer les œufs. Il faut leur donner de l'eau et des céréales une fois par jour. Et changer la paille de temps en temps. C'est très facile. »

Pour créer du lien social, les lapins n'ont rien à envier aux poules : « Je place beaucoup de lapins « en pension » chez des amis, notamment pour des questions de place, raconte Pascale Waelti. Leurs enfants – comme tous les enfants ! – adorent la compagnie des petits lapins. Ils les engraisent pendant un temps, puis je les récupère avant de les abattre.



En tout, je les engraisse quatre à six mois, ce qui est peu intensif.

» J'ai aussi fourni des lapins à une personne qui a commencé un élevage du côté de Neuchâtel. Elle m'en a ensuite rendu quelques-uns. Et j'en ai donné à d'autres. » C'est ainsi que la famille Waelti mange environ la moitié de sa production. Et distribue l'autre moitié notamment à ceux qui ont nourri des lapins « en pension » chez eux.

Roboratif

En ville ou à la campagne, un regain d'intérêt pour les petits élevages se manifeste depuis deux-trois ans. C'est le constat de Jean-Claude Periquet, auteur de nombreux ouvrages sur les poules, les faisans, les lapins, etc., qui préside la Fédération française des associations d'éleveurs de gallinacés et de palmipèdes. Cette fédération regroupe les associations d'éleveurs amateurs et familiaux, qui soignent des espèces rares et d'ornement (poules, canards, pintades, oies, dindes, faisans) et les présentent à des expositions.

Depuis son village de Grincey, près de Verdun, dans la Meuse – « 63 habitants quand tout le monde est là ! » –, Jean-Claude Periquet identifie trois causes à ce phénomène : « Une volonté de retour à la terre, l'obten-

tion de quelques œufs à manger dont la provenance est connue, et le fait que ce sont des animaux familiers beaucoup moins contraignants qu'un chat ou un chien. »

Il est impossible de quantifier cet essor, mais deux indices permettent à Jean-Claude Periquet d'en sentir les effets : le nombre de journalistes qui l'appellent à ce sujet et les demandes plus fréquentes de renseignements pour savoir comment acquérir des poules.

Reste que tout le monde n'a pas la chance d'avoir un grand jardin, surtout en centre-ville. Et s'il est à douter que l'aspiration à la cuniculture, à l'élevage de poules ou à tout autre élevage de gallinacé ou de palmipède gagne tout un chacun, il y a tout de même une raison de plus de s'y intéresser de près : la pression fiscale pour réduire le poids des sacs poubelle qui va, notamment en France, s'exercer avec l'application de la loi Grenelle.

Cette loi a notamment pour objectif de réduire de 7 % la production de déchets ménagers par habitant d'ici 2014 et d'atteindre un taux de recyclage de déchets organiques de 35 % en 2012, de 45 % en 2015. Pour que ces nobles intentions légales ne restent pas au stade des vœux pieux, la piste la plus fiable est la sobriété dans ses achats quotidiens, un

changement de mentalité dans la population. Mais l'expérience prouve aussi que lapins, poules et quelques autres animaux sont sur les rangs pour aider à faire respecter la loi.

En Belgique, à Mouscron (province du Hainaut, 54 000 habitants), les autorités communales l'ont bien compris et ont pris les devants : elles offrent aux foyers volontaires un couple de poules pondeuses prêtes à faire un sort aux déchets organiques. Pour recevoir ce cadeau, les Mouscronnois candidats doivent suivre une formation sur l'élevage des poules et s'engager à « ne pas manger les poules avant deux ans, à ne pas les céder à des tiers et à autoriser la ville à effectuer des contrôles ».

C'est bien la moindre des choses, mais qui sera assez stupide pour vouloir se débarrasser d'un animal qui transmute une partie de ses rebuts en délicieux et roboratifs œufs frais ? ■

*Les poules
sont des usines
à recycler*

BIBLIOGRAPHIE

LA REVUE DURABLE. *Le compostage dans tous ses états*, LaRevueDurable n° 22, octobre-novembre 2006, p. 49.

POUR ALLER PLUS LOIN

Sur le lombricompostage : www.verslaterre.fr

Carolina Solar

Genève et Lille tissent la ville agricole

52

Pour une bonne partie de la biodiversité, la ville et ses abords constituent souvent un mur infranchissable. Impossible d'y pénétrer. Aussi les agglomérations lilloises et genevoises travaillent-elles sur une parade : elles tissent de grandes rocales de contournement pour la nature. Avec l'aide précieuse des agriculteurs, elles mettent en place des réseaux d'espaces naturels et cultivés : faune et flore, qualité des sols et de l'eau, paysages et loisirs pour les urbains sont les grands gagnants de ces opérations de régénération des campagnes périurbaines.

Depuis les années 1990, des programmes de connectivité paysagère et écologique apparaissent dans les régions urbaines d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord. Valence, Lisbonne, Barcelone, Vienne, l'Île-de-France, Montpellier, Lille, Genève, Ottawa et Montréal ont engagé une telle démarche. Lille et Genève affichent en outre la particularité d'intégrer les agriculteurs périurbains pour construire ces projets de territoire qui tissent de nouveaux liens entre la ville et la campagne.

Une variété de dispositifs (nationaux et cantonaux à Genève, de la communauté urbaine à Lille) ont établi une nouvelle manière de gérer les périphéries urbaines grâce à une gouvernance territoriale démocratique qui décline les principes de connectivité paysagère, de l'écologie du paysage, de l'architec-

ture du paysage et de l'écologie urbaine. Dans les deux cas, ces démarches écopaysagères sont parties d'une alliance entre les partis vert et socialiste.

Conte de deux cités

Le minéral a longtemps dominé la ville de Lille, héritière d'une forte activité industrielle. A la fin des années 1980, avec 15 m² d'espaces verts par habitant, c'est l'une des villes les moins vertes de France. Friches industrielles et canaux en déshérence ternissent son image. Cette situation devient une faiblesse lors de la création d'Eurallille, grand projet de transformation de la ville qui doit profiter de la mise en service du tunnel sous la Manche et de la nouvelle ligne de TGV que dessert la capitale du Nord-Pas-de-Calais.

Sous l'égide de Pierre Mauroy, qui préside la communauté urbaine et est maire de Lille à l'époque, est créé, en 2002, le Syndicat mixte Espace naturel Lille Métropole. Son mandat : déployer, à l'horizon 2015, un projet cohérent de préservation des milieux naturels et agricoles autour de la métropole. Il s'agit de changer l'identité lilloise, de sortir du seul minéral, d'y intégrer des espaces verts.

En 2011, l'Espace naturel Lille Métropole assure la gestion et la mise en valeur de plus de 1200 hectares d'espaces verts. Il réunit dans une entité commune tous les sites naturels et tous les espaces ruraux à conserver dans quarante des 85 communes qu'inclut la communauté urbaine. Sur 350 hectares au sud de l'agglomération, le parc de la Deûle est l'une des quatre zones géographiques qui composent cette ceinture verte. Les trois autres sont le Val de Lys-Basse Deûle au nord et au nord-ouest, le canal de Roubaix-la Marque Urbaine au nord-est, et le Val de Marque-la Chaîne des lacs à l'est et au sud-est.

Quelques années plus tôt, une opération similaire a démarré à Genève : réhabiliter et tisser un réseau qui renforce la connectivité écologique et paysagère entre les derniers espaces forestiers, agricoles et naturels du canton. Haies, vergers, prairies et jachères forge-

ront l'armature de ces voies vertes. Un réseau agroenvironnemental baptisé Colver voit le jour en 1999 dans la région de Collex-Bossey-Versoix, sur la rive nord du Léman. A ce jour, cinq réseaux de ce type, aux objectifs variables, ont vu le jour : Colver, Trois Nants, Compesières, Bernex et Champagne.

La renaturation des rivières et les réseaux agroenvironnementaux genevois sont la déclinaison locale des politiques fédérales sur le paysage, la protection de la biodiversité, la qualité de l'eau et la désintensification de l'agriculture. Paysans, paysagistes, biologistes et agronomes ont combiné tous ces éléments pour recouvrir, dans le périmètre de Colver, une riche tradition paysagère et les écosystèmes sous-jacents que deux siècles d'urbanisation et d'agriculture intensive ont durement éprouvés.

Pression humaine

L'enjeu de la qualité de l'eau est commun aux deux agglomérations. Le parc de la Deûle abrite des captages d'eau qui fournissent 30 % des réserves de la métropole. De la bonne gestion des sols (auparavant pollués) dépend la bonne qualité de l'eau.

A Genève, des aménagements et l'urbanisation du bassin du Léman menacent tous les cours d'eau. Cette situation amène les autorités cantonales compétentes à s'accorder sur un ambitieux plan de renaturation des rivières. De 1998 à 2008, 15 kilomètres de cours d'eau et de rives sont rendus à la nature, 14 hectares de zones humides ou de plans d'eau sont reconstitués, 100 hectares de milieux naturels sont réhabilités. Coût : 45 millions de francs (37 millions d'euros).

Mais avec sa petite taille (289 km²) et la condition transfrontalière d'une population de 770 000 habitants, la forte pression humaine sur les ressources naturelles préoccupe beaucoup les autorités genevoises. La campagne est très fréquentée : lors des week-ends estivaux, près de 150 000 personnes y pratiquent une quarantaine d'activités. A Lille, la

L'afflux de promoteurs stimule la vente directe

* Carolina Solar est architecte et soutiendra en 2011 une thèse à l'École nationale supérieure du paysage de Versailles, en France, sur la connectivité paysagère.



A gauche, prairie du bassin de la Versoix, Genève ; à droite, parc de la Deûle, Lille

surface de la région urbaine est trois fois plus grande, soit 870 km², pour une population, en proportion moins importante, de 1,2 million d'habitants.

Deux réseaux en chiffres

Au début du projet, sur un total de 25 hectares, le réseau Colver repose sur la création de 69 surfaces de compensation écologique, c'est-à-dire de milieux semi-naturels diversifiés qui recréent les éléments traditionnels du paysage de la région. Aujourd'hui, il subsiste de cet effort de reconquête 33 prairies qui couvrent 13,4 hectares, trois jachères qui occupent 0,6 hectares et quinze haies qui représentent 2,5 hectares. Soit, au total, 16,5 hectares de milieux pains bénits pour la biodiversité (LaRevueDurable, 2010a) qui donnent droit à des subventions fédérales.

Ces aménagements relient 1200 hectares de surfaces boisées qui protègent le bassin versant de la Versoix. Le tout est arpenté d'itinéraires qui combinent randonnée, vélo et cheval.

Au parc de la Deûle, 24 millions d'euros ont été investis depuis 2004 : 65 000 arbres ont été plantés, 40 km de chemins piétonniers

restaurés ou créés. Sur la commune de Wavrin, la Tortue a retrouvé des allures de rivière vivante sur plus de huit kilomètres. Cent vingt hectares de champs, pâtures et bois y ont été restaurés. Sur le territoire de Santes, 150 hectares ont fait l'objet de travaux considérables : création d'étangs et de pâturages pour chevaux rustiques, plantation de plus de 16 000 arbres.

Agriculture périurbaine

Environ vingt agriculteurs participent à la réintégration et à la connectivité des formes paysagères vernaculaires du réseau Colver. Ce sont les mêmes qui, en 1999, ont sollicité le bureau de conseil In situ Vivo pour les aider à matérialiser des « prestations écologiques requises » afin de bénéficier des paiements que prévoit la législation agricole qui venait alors d'entrer en vigueur. Le projet a séduit et vite trouvé des bailleurs. Il a inspiré, en 2001, un deuxième réseau agroenvironnemental, celui des Trois Nants, à Meinier, sur la rive sud du Léman.

Pour retrouver les éléments traditionnels du paysage, In situ Vivo est remonté dans le temps. Données archéologiques, cartes, plans

cadastraux, baux, dessins, gravures, peintures : les sources qui décrivent le paysage et les pratiques d'antan sont abondantes. Parmi les plus précieux témoignages du passé paysager, le plan de Céligny, dressé en 1544, révèle l'extrême densité du bocage. Une telle source est très utile pour identifier des paysages vernaculaires à même de brigner des prestations écologiques requises.

Quelques toiles dont *Lac Léman vu de Saint-Prex* (1901), du peintre bernois Ferdinand Hodler (1853-1918), et *Le Faucheur* (1886), d'un peintre inconnu, illustrent la beauté passée des prairies typiques de la région. *La Bergère sous les pommiers* (1896), d'Eugène Burnand (1850-1921), rend compte de la magie et des splendeurs des chemins de campagne à l'ombre des haies.

Colver est aussi l'occasion pour les paysans de trouver un terrain d'entente avec l'Association des cavaliers de Versoix. Finis les conflits d'usage : d'un commun accord, de nouveaux itinéraires sont définis et des contrats de rémunération pour les paysans signés. L'afflux de cavaliers, de cyclistes et de promeneurs stimule en prime la vente directe en appui à la vocation productive de

cette région périurbaine très réputée pour ses pommes et ses poires.

Chartes des fermes

Sur les 1200 hectares que gère l'Espace naturel Lille Métropole, vingt-trois agriculteurs accueillent le public : sept sur le parc de la Deûle, douze dans le Val de Lys, quatre dans le Val de Marque. A Lille, la Chambre d'agriculture du Nord est l'interlocuteur de la métropole pour concevoir un dispositif original : le circuit des fermes.

Les agriculteurs qui signent la Charte du circuit des fermes s'engagent à se conformer à sa charte paysagère. Ce qui signifie essentiellement maintenir et développer les espèces et les paysages caractéristiques de la région – autrement dit, la biodiversité (LaRevueDurable, 2010b) – et embellir leurs exploitations afin d'améliorer le – leur – cadre de vie.

En échange, ces agriculteurs profitent des retombées de la communication officielle de la communauté urbaine pour faire connaître leur offre d'accueil à la ferme, les projets de fermes pédagogiques, de vente directe ou de cueillette. Ils reçoivent aussi des plantes indigènes pour aménager des formes paysagères

agroenvironnementales : haies, vergers et alignements d'arbres fruitiers. Ils sont en outre rétribués pour les entretenir dans leur périmètre.

La ville, organisme vivant

Les réseaux agroenvironnementaux genevois et les espaces naturels de Lille Métropole sont d'excellents exemples de territoires ruraux multifonctionnels qui améliorent la gestion de la nature et la durabilité des activités agricoles périurbaines tout en créant de nouveaux espaces publics particulièrement bienfaiteurs.

Lille et Genève concrétisent ainsi une nouvelle vision urbaine : la ville n'est plus un concentré de béton déconnecté du reste, elle forme un tout avec les territoires adjacents : c'est un organisme vivant qui dépend des ressources naturelles et des espaces agricoles qui l'entourent. La ville et ses trames vertes et bleues constituent un ensemble écologique et paysager cohérent et solidaire. ■

BIBLIOGRAPHIE

LA REVUE DURABLE. *La perdrix grise, symbole d'une riche biodiversité en milieu agricole*, LaRevueDurable n° 39, septembre-octobre 2010a, pp. 31-36

LA REVUE DURABLE. *Eloge de la biodiversité commune*, LaRevueDurable n° 33, 39, septembre-octobre 2010b, pp. 14-58.

POUR ALLER PLUS LOIN

SOLAR C. *Principes théoriques et tendances politiques de la connectivité paysagère*, Ecole nationale supérieure du paysage de Versailles, Thèse de doctorat, 2011.

BISCHOFBERGER Y, VIOLLIER-SCHAERRER S. *Colver. Dessin d'un paysage*, Editions Suzanne Hurter, Genève, 2006.

L'espace naturel Lille Métropole : www.enm-lille.fr

Les cinq réseaux agroenvironnementaux de Genève : <http://etat.geneve.ch/dt/nature/accueil.html>



Aux origines de la connectivité paysagère

Que serait New York sans Central Park ? Cette tache verte de 341 hectares au milieu d'un océan de béton rend certainement cette ville un peu plus vivable. Un peu plus humaine. Son concepteur, Frederick Law Olmsted (1822-1903), est un précurseur en matière d'intégration de promenades, d'espaces naturels (bords de rivières, marais et bois) et publics (parcs, places) dans l'armature de la ville. L'invention de la notion de « parkway », qui relie la ville à son territoire via la continuité paysagère d'Olmsted donne lieu à

une pensée qui renoue les liens entre ville et campagne.

C'est à Boston qu'Olmsted signe son chef-d'œuvre : l'Emerald Necklace y relie cinq parcs urbains comme cinq émeraudes sur un collier. Les écologues du paysage le considèrent comme une réussite exemplaire de corridor biologique urbain. Grâce à ses talents de paysagiste, Olmsted a transformé une zone peu accueillante en parcours au long d'un cours d'eau et en réserve d'eau pour la consommation de la ville.

Les aménagements paysagers de l'Emerald Necklace, qui combinent des objectifs de qualité de l'eau aux demandes d'une société en plein essor industriel au XIX^e siècle, reviennent dans les politiques d'aménagement durable du territoire. Sur le plan social, le but principal est de créer des espaces ouverts aménagés et mis en réseau, où tout le monde peut s'y détendre tout en protégeant la nature et le paysage régional.

CS

Guide sur l'agriculture urbaine

A AJOUTER À SA BIBLIOTHÈQUE



Eden sur Seine

Jardins partagés respire la vie. Celle des plantes qui s'enracinent dans des jardins aux noms poétiques : potager aux oiseaux, Leroy Sème, charmante petite campagne urbaine, le jardin des soupirs. Celle des jardiniers, de tous âges et origines, qui s'y épanouissent. Ses trois auteures ont fréquenté les jardins partagés partout dans l'Hexagone. Elles s'efforcent surtout de révéler leur potentiel social.

Un jardin accueille ici des personnes en difficulté, là les enfants d'une crèche pour leur goûter. Tout un quartier se mobilise pour commencer un jardin. D'autres se partagent ses fruits sous la forme d'une soupe collective. Un jardinier laisse libre cours à son inventivité avec une « horloge florale » dont les fleurs s'ouvrent à différentes heures de la journée. Des sculpteurs ou des musiciens égayent eux aussi les jardins.

Magnifique ouvrage qui mêle technique et gestion – comment trouver un terrain, solliciter les pouvoirs publics, faire le compost, etc. – et histoires et témoignages sur la richesse humaine de ces lieux.

LAURENCE BAUDELET, FRÉDÉRIQUE BASSET, ALICE LE ROY. *Jardins partagés*, Mens, Editions Terre vivante, 2008.



Conversations avec mon jardinier

La collection Conversations écologiques de la jeune maison d'édition Rue de l'Echiquier consacre plusieurs titres aux jardins. Des livres courts et efficaces qui font parler des personnalités pivots du jardinage engagé en France.

Paysagiste, Sylvie Cachin décrit dans *Je jardine ma ville* l'expérience de plusieurs communes du Val-d'Oise, au nord-ouest

de Paris, qui ont sollicité leurs citoyens pour fleurir les espaces publics. Discussions publiques, conseils personnalisés pour concevoir les massifs de fleurs, commandes de plants. Et puis, le jour J, des dizaines d'habitants plantent trottoirs et bords de routes. Modeste et pourtant essentielle contribution à la réappropriation de l'espace commun.

ECHANGE AVEC SYLVIE CACHIN. *Je jardine ma ville*, Paris, Rue de l'Echiquier, 2011.



Jeune agronome bordelais, Eric Prédine rêve de lancer et d'animer des jardins d'autosuffisance en Afrique. Au chômage comme lui, des amis lui rétorquent : « Pourquoi aller si loin quand il y a tant de boulot ici ? » Un an plus tard, il réunit une petite équipe et s'installe sur une exploitation agricole pour pratiquer l'autosuffisance et démarcher en parallèle des habitants des cités bordelaises.

De cet élan naît, en 1987, le premier jardin collectif au Grand Parc de Bordeaux. Depuis, avec son bureau Salu Terre, Eric Prédine ne cesse, via des jardins partagés, familiaux et pour personnes handicapées, de planter les graines du jardinage social, de semer solidarité et coopération. Dans *Des jardins en partage*, il raconte vingt-cinq ans d'aventures du jardinage collectif en France.

ECHANGE AVEC ERIC PRÉDINE. *Des jardins en partage*, Paris, Rue de l'Echiquier, 2009.



Horizons alimentaires

Pour donner une idée du bouillonnement d'initiatives originales de jardinage et d'agriculture à vocation sociale, l'association toulousaine Bleue comme une orange a produit le DVD *Horizons alimentaires*. Il documente cinq expériences de relocalisation et d'économie solidaire autour de l'alimentation : l'espace test agricole, les jardins parta-

gés, l'atelier cuisine, la restauration collective biologique et locale et le compostage collectif de proximité. Excellent support pour essayer ces pratiques.

Disponible en ligne :

www.bleucommeuneorange.org

PETITE TYPOLOGIE DES JARDINS POTAGERS

Jardins partagés

Un jardin partagé est un ensemble de parcelles individuelles que des jardiniers gèrent de façon collective. Pour lancer un tel jardin ou en rejoindre un, la meilleure adresse est le réseau Le jardin dans tous ses états. Il regroupe une dizaine de structures régionales – dont Salu Terre en Aquitaine, Le passe-jardins en Rhône-Alpes, le Chênelet dans le Nord-Pas-de-Calais et Graine de Jardins en Ile-de-France – qui accompagnent et soutiennent les porteurs de projet de jardins partagés dans une démarche participative.

Ce réseau anime des ateliers pédagogiques autour du jardin, propose des formations au jardinage écologique et des événements conviviaux, et met à disposition des outils de jardin et des ouvrages sur le jardinage.

<http://jardins-partages.org>

En Suisse romande, le jardin partagé est appelé « potager urbain ». A l'initiative de l'association Equiterre, un premier potager est sorti de terre au Grand-Saconnex en mai 2011. Un deuxième est en préparation dans la même commune pour le printemps 2012. D'autres devraient éclore, toujours dans le canton de Genève, à Thônex et à Meyrin en 2012.

A Lausanne, la Ville promeut des potagers partagés en bas des immeubles appelés « plantages ». Il en existe huit et le Service des espaces verts en prépare cinq autres. Pour qu'ils se multiplient, la Ville offre conseils techniques, premier labour, mise à disposition d'un règlement aux propriétaires, gérances et coopératives d'habitation qui souhaitent le reprendre à leur compte.

www.potagersurbains.ch



Elaine Bérubé le mer / www.rjcc.ca

Jardin collectif à Rosemont, Montréal

Jardins familiaux

Apparus à la fin du XIX^e siècle, les jardins ouvriers ont pour mission d'améliorer les conditions de vie des ouvriers en leur procurant équilibre social et autosubsistance alimentaire. Ces jardins sont divisés en parcelles louées aux jardiniers qui en bénéficient de manière individuelle. Après la Seconde Guerre mondiale, les jardins ouvriers sont renommés familiaux.

Pour s'inscrire sur la liste d'attente – souvent longue de plusieurs années – d'un jardin familial, le plus simple est de s'adresser directement à l'association qui le gère. En Suisse romande, les coordonnées de ces associations sont faciles à trouver sur les sites internet des communes.

En France, la bonne adresse pour lancer un jardin, en réhabiliter un, déléguer sa gestion ou trouver une place dans un jardin familial en Ile-de-France est la Fédération nationale des jardins familiaux et collectifs.

www.jardins-familiaux.asso.fr

La Fédération suisse des jardins familiaux regroupe une cinquantaine d'associations, dont la grande majorité en Suisse allemande. Elle défend les terrains toujours menacés par l'urbanisation et aide les jardiniers membres à pratiquer un jardinage écologique.

www.jardins-familiaux.ch

Jardins d'insertion

Un jardin d'insertion favorise la réintégration de personnes en situation d'exclusion ou en difficulté sociale ou professionnelle. Le Collectif des jardins d'insertion en Ile-de-France fédère la Fnars Ile-de-France (150 associations qui agissent pour l'inclusion sociale), le Chantier-Ecole Ile-de-France (45 associations à vocation pédagogique), Graine de jardins et le réseau Cocagne. Il propose un annuaire de ces jardins.

Cet annuaire distingue les jardins d'insertion par l'activité économique des jardins d'insertion sociale et identifie quelques autres

modalités d'insertion par le jardinage.

<http://insertion.jardinons-ensemble.org>

Jardins d'insertion par l'activité économique

Un jardin d'insertion par l'activité économique est un jardin collectif aménagé en exploitation agricole qui accueille des demandeurs d'emploi. Ces personnes sont salariées de l'association et titulaires d'un contrat de travail de type « contrats aidés ». Des professionnels encadrent la production dans ces structures dont la production maraîchère ou horticole est aux normes agrobiologiques ou naturelles. Les fruits et légumes sont vendus dans des paniers ou donnés à des associations caritatives.

Jardins d'insertion sociale

Un jardin d'insertion sociale est un jardin collectif support d'ateliers de remobilisation qu'animent une association, une collectivité

ou un établissement public. Les personnes accompagnées dans ces jardins ne sont pas rémunérées. Du personnel salarié ou bénévole les encadre et leur propose un suivi individualisé. Les participants consomment les fruits et légumes et/ou les donnent. Un tel jardin rompt l'isolement, favorise l'activité physique, renforce l'estime de soi, aide à se resocialiser.

Et encore...

Des établissements et services médico-sociaux d'aide par un travail ayant une composante agricole sont destinés à des personnes ayant un handicap.

Certains groupes de jardins familiaux offrent des parcelles à des personnes en difficulté, voire exclues et leur demandent de payer une cotisation réduite.

Des chantiers de formation ou éducatifs qui accueillent et accompagnent des personnes en difficulté : jeunes, publics sous main de justice, personnes bénéficiant d'un suivi éducatif. Ils apportent un encadrement technique à ces personnes qui ont un autre statut que celui de salarié.

Programme autoproduction et développement social (Pades)

« Quand un homme a faim, mieux vaut lui apprendre à pêcher que de lui donner un poisson. » Ce vieux proverbe inspire l'association Programme autoproduction et développement social (Pades) pour apporter une aide technique et sociale à des personnes défavorisées, leur apprendre à réhabiliter elles-mêmes leur logement, préparer un repas, fabriquer un meuble ou un vêtement, cultiver des légumes. Au fil de ses actions, le Pades a acquis un énorme savoir-faire et une riche documentation sur le rôle social et économique des jardins familiaux.

www.padesautoproduction.net



Jardins éducatifs

Les jardins éducatifs ou pédagogiques sensibilisent les citoyens à l'environnement, l'alimentation, l'art, la culture, les sciences. Ils favorisent aussi les rapports sociaux par l'apprentissage et la pratique du jardinage.

L'association Graine Ile-de-France partage ses expériences et conseils dans le guide *Jardiner avec les enfants* à l'intention des enseignants, animateurs et toute personne désireuse de faire découvrir la nature aux enfants grâce à un jardin pédagogique.

www.graine-idf.org

L'association canadienne Des jardins sur les toits met en ligne le guide pédagogique *Des racines autour du monde*. Il présente une série d'activités éducatives pratiques, critiques et créatives pour aborder l'agriculture urbaine à l'école primaire. Le fin du fin consiste à impliquer l'école dans un jardin pédagogique.

http://rooftopgardens.ca/files/racines_FR_final_web.pdf

Jardins nomades ou éphémères

Un jardin nomade ou éphémère met à profit de manière temporaire des surfaces desti-

nées à la construction, les places publiques qui accueillent des événements, les terrains au sol contaminé ou encore les toits, terrasses, balcons, espaces qui bénéficient souvent d'un grand ensoleillement. Un tel jardin prend forme grâce au mariage entre culture hydroponique, permaculture et agriculture biologique dans des bacs à réserve d'eau, des bouteilles en PET ou des caisses à pain.

A Lyon, l'association Brin d'Guill en fait sa spécialité.

www.brindguill.org

Le passe-jardin va bientôt lancer un autre jardin éphémère, le P'tit à Oullins.

www.lepassejardins.fr

Dimanche 17 avril 2011, lors de la Journée internationale des luttes paysannes, 200 personnes ont investi, à l'instigation de la Plateforme pour une agriculture socialement durable, le Champ des filles, friche de trois hectares dans le canton de Genève, pour y installer des jardins potagers. Un accord pour laisser ce potager s'épanouir en attendant l'arrivée des bulldozers est en négociation. La plate-forme milite en outre pour interdire

l'importation de denrées alimentaires hors saison et dans de mauvaises conditions sociales. Et il combat l'implication d'entreprises suisses dans l'accaparement des terres.

www.agrisodu.ch

Gilles Clément

Jardinier, paysagiste, botaniste, entomologiste et écrivain, Gilles Clément est une source d'inspiration pour le mouvement des jardins partagés et pour beaucoup de jardiniers engagés en France. Il est l'auteur de plusieurs idées qui ont marqué les acteurs du paysage depuis quelques années, dont le jardin planétaire, le jardin en mouvement et le jardin de résistance. Son travail mêle passion de la nature et de la biodiversité, amour des gens de toutes origines et souci de la planète. Pour suivre l'actualité de ses interventions et publications :

www.gillesclement.com

FLORILÈGE

A grands coups de fleurs

Tout à la fois activistes qui rêvent d'une ville submergée de fleurs, opposants à la banalisation des paysages urbains et citoyens qui croient à l'action collective par le travail de la terre, les guérilleros du jardin sillonnent la ville à l'affût de friches, de terrains vagues pour les cultiver. Ils marchent dans les pas de *L'homme qui plantait des arbres* qu'imagina Jean Giono en 1953. Et s'inspirent du mouvement « Guerrilla Gardening » qu'initia l'artiste Liz Christy en 1973, à New York, en jetant dans son quartier autant de couleurs que sur ses toiles.

Depuis peu, des groupes de Guerrilla Gardening travaillent en France à la végétalisation de Blois, Lille, Lyon, Grenoble, Paris, Toulouse et de villes de Bretagne.

www.guerilla-gardening-france.fr

Le mouvement n'a pas encore atteint les reliefs de la Suisse. Mais on trouve dans les épiceries bio des « Seeds Bombs », graines à lancer sur les espaces délaissés.

Ruches urbaines

Le contexte urbain recèle assez de nectars et de pollens pour qu'on puisse installer des ruches sur les toits, les terrasses ou les espaces verts. Dans les campagnes, les abeilles ont la vie très dure. En ville, par contraste, l'absence d'insecticides et une grande diversité florale en font des lieux hautement pertinents pour leur bon développement.

L'Union nationale de l'apiculture française aide collectivités publiques et entreprises privées à installer des ruches sur leurs édifices.

www.abeillesentinelles.net

Le programme européen Urbanbees vise à maintenir, voire augmenter la diversité et l'abondance des abeilles sauvages en milieu urbain. Un guide de gestion, à destination des autorités publiques et des habitants, propose différentes actions qui favorisent la présence des abeilles sauvages et pour entretenir les espaces fleuris.

www.urbanbees.eu

Composts collectifs urbains

Les composts collectifs transforment les déchets organiques de cuisine et de jardin en humus dans des conditions contrôlées et par des processus naturels.

« Nos épiluchures ne sont pas des ordures ! » C'est le mot d'ordre de l'association Les composteurs, qui promeut le compostage dans le Grand Lyon. Composts de quartier ou d'immeuble et lombricomposts collectifs : l'offre est large pour boucler les cycles en ville.

<http://lescompostiers.org>

Après avoir initié et mis en œuvre voilà quelques années l'un des premiers com-





posts collectifs en pied d'immeuble à Paris, le consultant et formateur Jean-Jacques Fasquel propose désormais aux collectivités, bailleurs, associations de locataires, syndicats et jardins partagés une formation et un accompagnement dans la mise en place de compostages collectifs urbains.

<http://compostproximite.blogspot.com>

Panier plein à Grenoble

Jardins partagés, composts collectifs, vergers urbains, microjardins de trottoir, ruches et poulaillers urbains. Tout y est. L'association Brin d'Grelinette met en avant toutes les formes d'agriculture urbaine à Grenoble pour que chacun puisse retrouver ses liens avec la terre nourricière.

<http://brindgre.org>

Circuits courts

On n'explique plus ce qu'est l'agriculture contractuelle en Suisse ni les Amap en France. Cependant, il reste encore souvent des places dans les associations ou les coopératives d'agriculture de proximité. Et si l'Amap ou la coopérative locale est pleine, une bonne idée est d'en lancer une nouvelle. Pour rejoindre ce mouvement social ou comprendre comment monter une nouvelle initiative :

En France :

<http://miramap.org>

ou www.reseaucocagne.asso.fr

En Suisse :

www.acpch.ch

En Bretagne, il est désormais possible de connaître toute l'offre en producteurs, artisans ou restaurateurs de qualité qui travaillent avec les produits locaux grâce à la société Ma planète alimentaire. En plus de recenser ces professionnels, elle les accompagne pour les aider à perfectionner leur savoir-faire en circuits courts.

www.maplanetealimentaire.fr

Rats des villes, souris de campagne

Chaque année, près de 2500 jeunes de 16 à 25 ans font un stage Agriviva. Ils partagent pendant un temps le quotidien d'une famille paysanne et participent aux travaux de son exploitation. L'association établit des ponts entre la ville et la campagne, les urbains et les ruraux. Et rapproche Alémaniques et Romands avec un programme de stages linguistiques à la ferme.

www.agriviva.ch

ERRATUM

Une fausse manœuvre en page 65 du numéro 42 de LaRevueDurable a conduit à réimprimer un paragraphe entier issu du numéro 41. Sous l'intertitre *Les limites du jus de fruits*, il fallait lire :

« Son aspect naturel et plein de vitamines est trompeur. Le jus de fruits n'est pas toujours la meilleure alternative aux sodas. Les fruits qui servent à les fabriquer viennent de loin et sont souvent cultivés et cueillis dans des conditions sociales et écologiques peu reluisantes.

Point de vue santé, un verre de jus de fruits (ou de légumes, d'ailleurs) est à l'évidence plus intéressant qu'un verre de soda sur le plan nutritionnel, mais pas autant qu'un « vrai » fruit. Car le pressage élimine une partie des fibres, qui sont contenues pour l'essentiel dans la pulpe et la peau des fruits.

Ainsi, rien ne vaut un bon fruit frais bien juteux. Ou un jus de fruit maison. Ou, à défaut, un jus de pommes ou autres fruits de saison produits dans la région. Pour le jus d'orange, ou des jus de fruits exotiques, ceux issus du commerce équitable sont un compromis. »

Nous adressons toutes nos excuses à nos lecteurs et à *Mes courses pour la planète*.



Agenda

60

FRANCE

Conférence

L'association négaWatt présentera son nouveau scénario de transition énergétique, « scénario négaWatt 2011-2050 », le jeudi 29 septembre, à l'Espace Reuilly, à Paris XII^e, de 14h30 à 18h. Ce scénario montrera jusqu'où la France peut, de façon réaliste, sortir de sa double dépendance aux énergies fossiles et nucléaire. Et abordera plus au fond de nouvelles questions telles que la sécurité d'un système électrique qui bascule vers le tout renouvelable, la réorganisation en profondeur des transports et l'évolution du secteur industriel.

Colloque

Le projet de Parc naturel régional du golfe du Morbihan et l'Université de Bretagne occidentale organisent ClimSea, colloque sur l'adaptation au changement climatique. Le jeudi 29 septembre, conférences et tables rondes s'enchaîneront au Centre culturel Athena d'Aubray pour comprendre l'impact du changement climatique sur le littoral et les moyens de s'adapter. Sylvia Generoso y présentera Le climat entre nos mains. Sur inscription.

www.climsea.eu

www.leclimatentrenosmains.org

Exposition

La terrasse de la Bibliothèque Centre-ville de Grenoble accueille un potager biologique hors sol jusqu'au 1^{er} octobre. Cet aménagement paysager et nourricier se compose d'une ferme verticale et de treilles où s'épanouissent variétés anciennes de plantes potagères, herbes aromatiques, éponges loofah... Une démarche expérimentale esthétique, pédagogique et écologique pour promouvoir la biodiversité et la protection de la nature en ville.

Bibliothèque Centre-ville, 10 rue de la République, Grenoble.

Jour de la nuit

Le samedi 1^{er} octobre aura lieu la troisième édition du Jour de la nuit. Plus de 500 manifes-

tations fêteront partout en France la nuit noire et sensibiliseront à la pollution lumineuse.

www.jourdelanuit.fr

Colloque

L'hôtellerie Saint-Antoine, à Brive, accueille les Etats généraux de l'arbre, du 30 septembre au 2 octobre. Ecrivains, botanistes, ingénieurs et paysagistes décortiqueront l'arbre et ses multiples fonctions. Avec la participation de Francis Hallé et de Gilles Clément.

www.lestreizearches.com

Assises nationales

Les 13 et 14 octobre 2011, la région Midi-Pyrénées accueille les 6^{es} Assises nationales du développement durable. Autour du thème « 1000 actions concrètes en faveur du développement durable – exemplarité locale et territoriale – quelles perspectives ? », élus, experts, associations et entreprises témoigneront d'expériences réussies aux niveaux national et européen. Quatorze ateliers, traitant notamment de l'agriculture de proximité, d'urbanisme et d'aménagement du territoire et de transition énergétique inviteront à des débats participatifs et constructifs.

www.andd.fr

Journées parisiennes de l'énergie

La 4^e édition des Journées parisiennes de l'énergie et du climat se tiendra du 5 au 9 octobre 2011. Pendant la semaine, les ateliers et conférences s'adressent aux professionnels. Le week-end, des visites de sites et d'initiatives exemplaires seront organisées dans tout Paris et un forum occupera le parvis de l'Hôtel-de-Ville.

www.apc-paris.com

Festival

Du 19 au 23 octobre 2011 se déroulera la troisième édition de « Mange ta soupe ! », à Carentan, dans la Manche. Son ambition : œuvrer à l'amélioration des relations sociales et de certains comportements quotidiens grâce à des actions autour de l'univers de la soupe. Au menu de cette année : la biodiversité.

www.jourdelanuit.fr

SUISSE

Festival Salamandre

Pour fêter sa 9^e édition, le Festival Salamandre se penche sur les sociétés animales. Films, labo découverte, expositions, contes, marché

couvert et débats sont à l'affiche d'un week-end ludique et instructif à passer en famille.

Festival Salamandre, 22 et 23 octobre, Théâtre de Beausobre à Morges.

www.salamandre.net

Séminaire

Une quinzaine de spécialistes du monde entier seront à l'Institut international des droits de l'enfant pour discuter des impacts du changement climatique sur les enfants et leurs droits. Du 25 au 28 octobre, conférences et ateliers tenteront d'apporter une vision des problèmes que pose le changement climatique aux enfants, en particulier dans les pays les plus vulnérables et les solutions envisageables.

www.childsrighs.org

Forum

Quel enseignement pour une société durable ? C'est la question que pose le premier Forum romand sur le développement durable et la formation, qui aura lieu les 4 et 5 novembre 2011 sur le site de l'Université de Lausanne. Une journée et demie durant, intervenants et participants représentant l'ensemble de la chaîne de formation partageront leurs expériences et savoirs lors de conférences plénières, d'ateliers participatifs, de tables rondes et de débats contradictoires.

www.forumdd.ch

Festival du film

Les salles obscures de Genève, Lausanne, Berne, Bienne, Porrentruy, Sion, Ferney-Voltaire et Gex accueillent, du 31 octobre au 22 novembre, les projections du festival Filmar en Amérique latine. Deux moments forts de cette 13^e édition : de nombreux films et documentaires sur les peuples autochtones et une série de films en rapport avec l'accaparement des terres, les OGM et les agrocarburants.

www.filmar.ch

Foire

La foire Maison et énergie 2011 propose un programme de plus de cinquante manifestations. Efficacité énergétique dans la construction et la rénovation, construction en bois et énergies renouvelables sont à l'honneur de cet événement.

Du 24 au 27 novembre 2011, halles de la BEA, Berne.

www.hausbaumesse.ch

En partenariat avec l'Institut Momentum



INSTITUT MOMENTUM

Sortir de l'anthropocène

Agnès Sinaï*

L'Institut Momentum : penser les issues de l'anthropocène



Philippe Lemaire

Manifeste

LaRevueDurable est très fière et heureuse d'être le principal partenaire éditorial de l'Institut Momentum, qui vient de voir le jour, et dont la cheville ouvrière, Agnès Sinaï, est depuis un an correspondante de sa rédaction à Paris. Aujourd'hui, la créativité sociale nécessaire pour contrer le mode de développement non durable qui s'emballerait rarement dans les lieux officiels, les centres de compétences académiques notamment, trop liés à ce développement. L'Institut Momentum est un produit de l'engagement de citoyens

qui se prennent en charge en dehors des circuits officiels.

Dans l'émergence de lieux alternatifs vecteurs de la transition impérieuse pour freiner, stopper, puis inverser le dérapage en cours hors des clous de la durabilité, il manquait en France ce que les Anglo-Saxons appellent un think-tank de référence pour penser cette transition et agir pour la promouvoir.

Fort de quelques liens privilégiés avec l'association et l'Institut Néga-

watt, deux think-tanks alternatifs anglo-saxons, la New Economics Foundation et le Post Carbon Institute, et un réseau d'acteurs et de chercheurs engagés, l'Institut Momentum voudrait constituer un pôle de référence pour la réflexion, la proposition et l'action afin d'infléchir les tendances non durables et contribuer à créer une tout autre dynamique.

Comme l'écrit fort justement Agnès Sinaï, les intentions de l'Institut Momentum rejoignent très fortement et complètent celles des arti-

61



* Agnès Sinaï est journaliste, fondatrice et présidente de l'Institut Momentum.



sans de LaRevueDurable, qui part des acteurs qui, sur le terrain, prouvent par leurs pratiques qu'un monde plus juste est en marche, se déploie, qu'une vie meilleure, plus intelligente, visionnaire est en route.

Tout en gardant son identité et son fil conducteur propres, LaRevueDu-

nable se sent fortifiée dans sa démarche en relayant le travail de ce nouveau lieu porteur d'espoir et, ce faisant, en s'y associant. Des textes à venir décriront la tenue de quelques-uns des séminaires que l'Institut Momentum organise désormais à un rythme mensuel.

62

C'est la veille du tremblement de terre qui a frappé le Japon et déclenché la catastrophe nucléaire de Fukushima que l'Institut Momentum s'est réuni pour la première fois, le 10 mars 2011. La double catastrophe qui frappe les habitants du nord de l'île de Honshu est aussi locale que planétaire. Elle manifeste la fragilité du système thermo-industriel. L'imbrication des éléments naturels avec les objets industriels fait de notre planète un laboratoire à ciel ouvert : aucun lieu de la Terre n'échappe plus à l'expérimentation.

S'il y a bien un épicycle géologique naturel du tremblement de terre, la centrale de Fukushima, elle, représente l'épicentre symbolique de l'ère de l'anthropocène. Cet accident convoque la réflexion et l'action. Fukushima marque la fin d'une ère, mais en inaugure une autre. Penser l'avenir par-delà les logiques de puissance qui ont dominé les Trente Glorieuses et la fin du XX^e siècle, voilà le projet de l'Institut Momentum.

L'action tellurique de l'humanité sur la Terre caractérise une ère nouvelle : l'anthropocène. Cette appellation désigne l'époque d'accélération liée à la combustion du charbon et du pétrole dans les machines thermiques, qui a entraîné en moins de deux siècles une croissance et un développement sans précédent dans l'histoire humaine.

Depuis les débuts de l'époque industrielle, l'humanité, ou une partie de l'humanité s'est érigée en force géologique centrale et toute-

puissante. Au point qu'aujourd'hui, les activités humaines modifient tous les cycles de la Biosphère : du carbone, de l'eau, du phosphore, de l'azote. La nature se reconstitue par endroits, mais le taux de dioxyde de carbone (CO₂) n'a jamais été aussi élevé dans l'atmosphère depuis 800 000 ans et va causer au cours de ce siècle une hausse de la température d'une rapidité inconnue sur cette période. Pourra-t-on sortir de l'impasse de l'anthropocène ?

L'anthropocène, c'est aussi une ère d'exubérance censée abolir l'angoisse, où l'automobile et l'écran plat sont devenus des droits humains fondamentaux. Une ère d'addiction, où la production de moyens est devenue la fin de l'existence. Une ère d'accélération, où la croissance, qui repose sur le cycle sans fin de la production et de la consommation, doit manufacturer toujours plus d'objets inutiles pour ceux qui en ont déjà trop. C'est la logique même du productivisme..

Collision

L'année 2008 a marqué un tournant dans l'histoire de l'ère industrielle. La hausse du prix du pétrole a été telle qu'elle a déclenché une réaction en chaîne. Comme en 1973, l'énergie montre qu'elle peut être un facteur de basculement de l'économie mais, cette fois, de façon définitive. La crise des prêts hypothécaires aux Etats-Unis a suivi la flambée des cours du brut : elle résulte d'un

enchaînement qui n'est pas fortuit. Le prix de l'énergie conditionne l'économie. La hausse du prix de l'énergie se fait sentir sur les cours des matières premières agricoles. Le risque systémique d'un effondrement financier reste d'actualité.

En même temps que ce vacillement de la finance mondiale se déroule une crise plus silencieuse, mais plus préoccupante, car il n'est pas possible de négocier avec elle. Cette crise est celle de la nature et de l'ensemble des êtres vivants. L'emprise des sociétés industrielles sur les ressources naturelles épuise le sous-sol et les sols. Les rejets de ces sociétés dans les milieux excèdent la capacité des écosystèmes à se régénérer. Les stocks de poissons sont en diminution drastique, ainsi que la biodiversité en général, les sols fertiles et les nappes aquifères.

Cette dégradation rapide de l'écosphère se déroule en relation avec l'épuisement des ressources énergétiques fossiles et la dislocation du système financier. Ces trois domaines interconnectés ont atteint leur point de non-retour au cours de la première décennie du XXI^e siècle.

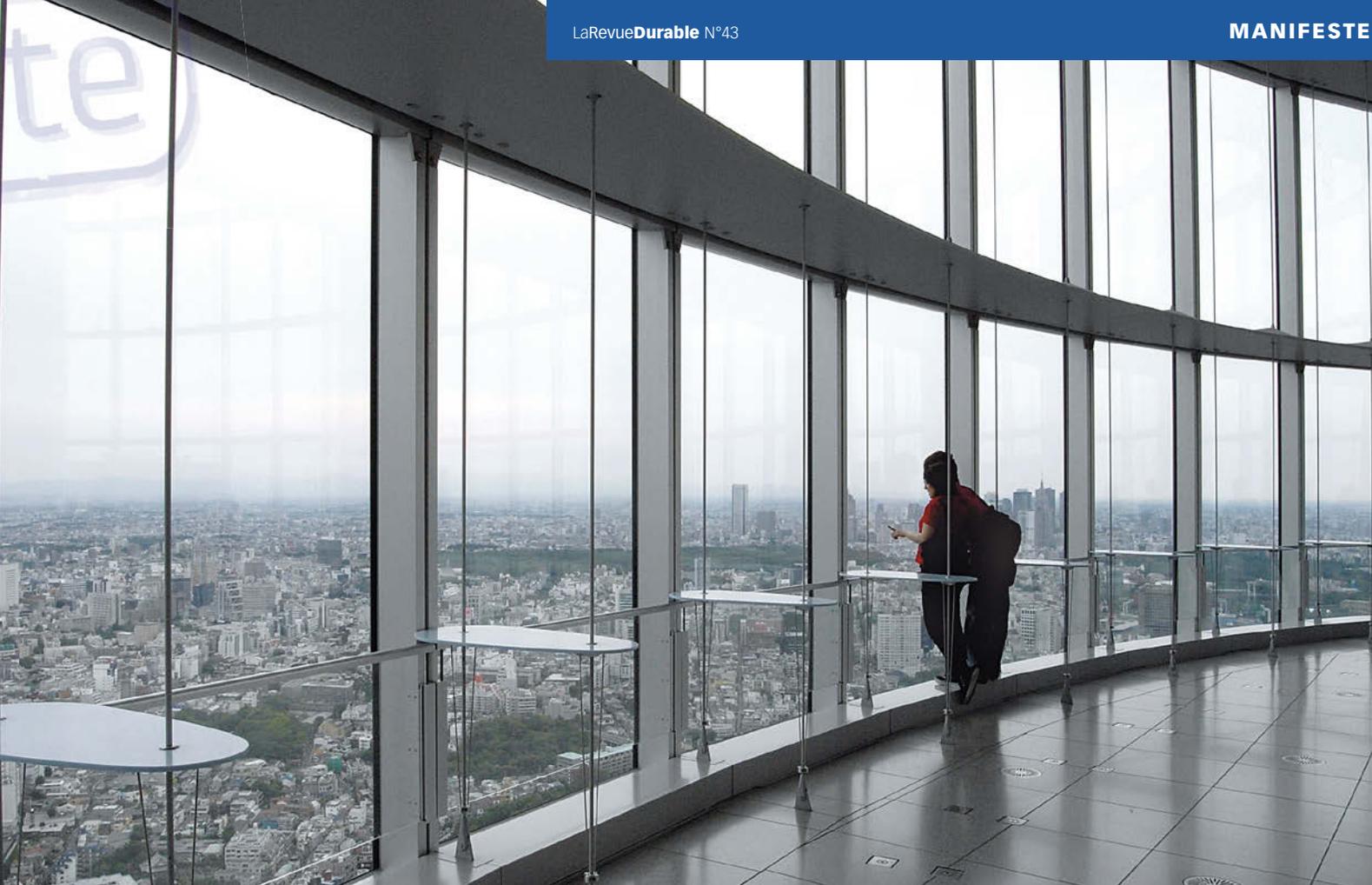
Le pic pétrolier de brut conventionnel a été atteint en 2006, selon l'Agence internationale de l'énergie elle-même.

Et le remplacement de cette énergie extraordinairement concentrée qu'est le pétrole demeure pour le moment un fantasme, sinon une illusion collective. La réponse ne sera pas technologique. Elle tiendra à l'organisation des sociétés elles-mêmes, au renforcement de leur résilience, au maintien de leur trame de sécurité.

Le XXI^e siècle ressemble ainsi à la sortie d'une parenthèse. L'exubérance énergétique du XX^e siècle est terminée. La majeure partie du pétrole facile à extraire a été brûlée en 200 ans d'ère industrielle. La fête est finie.

Toutes les dettes accumulées, dette financière, dette énergétique et dette écologique nous reviennent aujourd'hui comme des bombes à retardement qui commencent à

*Le vent
du changement
est là*



Masanori Kashiwagi

exploser. Les conséquences de la croissance exponentielle des économies industrielles avaient été annoncées dès 1972 dans le rapport Meadows *Halte à la croissance ?* : croissance démographique, industrialisation, pollution, production alimentaire et accélération de la dégradation des systèmes naturels.

Les générations de ce siècle héritent de la dette de la gabegie industrielle. Celles du XXII^e siècle n'en auront pas fini de démanteler nos centrales nucléaires. Les sociétés vont être profondément transformées. Elles doivent se préparer à ce changement en se rendant moins dépendantes des ressources non renouvelables, et en consolidant leurs réseaux de solidarités au sein de communautés humaines renforcées.

Au stade actuel, les alertes lancées par les auteurs de *Halte à la croissance ?* en 1972 se confirment. Le temps des limites est notre temps. L'économie mondiale est entrée en collision avec ces limites. La croissance voit aujourd'hui ses bienfaits menacés par les nuisances qu'elle engendre. Les coûts marginaux du développement productiviste dépassent désormais les bénéfices escomptés.

Depuis deux siècles, et plus encore depuis le début du XX^e siècle marqué par les premières découvertes de gisements de pétrole, le formidable foisonnement démographique et technologique, les progrès dans les domaines de la santé, des transports et des communications, résultent de l'accès à une énergie bon marché, abondante et concentrée. Plus

l'énergie est disponible, plus elle est rapide à extraire, plus d'autres ressources sont exploitées, dont les produits entraînent à leur tour plus de demande énergétique. La boucle des causes et des effets tourne de plus en plus vite.

Le point de départ de l'Institut Momentum se fonde sur cette prise de conscience que nous vivons aujourd'hui la fin de la période de la plus grande abondance matérielle jamais connue au cours de l'histoire humaine – une abondance fondée sur des sources temporaires d'énergie concentrée et bon marché qui a rendu possible tout le reste. A l'heure où les sources les plus nécessaires à cette abondance matérielle entrent dans un déclin inévitable et irréversible, nous abordons une période de contraction économique généralisée.

La crise globale des systèmes naturels, énergétiques et économiques forme l'étoffe de notre époque singulière.

Pour y réagir, nous sommes convaincus de la nécessité de contribuer à l'élaboration des transitions vers les sociétés de l'après-pétrole, les sociétés de sobriété.

Pour un nouvel imaginaire social

Ces transitions ne se limitent pas à installer des éoliennes et des panneaux solaires, ou à réhabiliter les bâtiments. Développer les sources alternatives d'énergie et l'efficacité énergétique est important, mais cela ne suffira pas à constituer une transition pour deux raisons.

La première : aucune énergie alternative (renouvelable ou autre) n'est en mesure de fournir de l'énergie aussi bon marché et aussi concentrée que les énergies fossiles en temps et en heure, et dans le court délai qui reste pour accomplir cette transition.

La seconde : les infrastructures de transport, d'électricité, les bâtiments et les systèmes alimentaires ont été conçus en rapport avec les caractéristiques du pétrole, du gaz naturel et du charbon, et, en France, du nucléaire. Passer à des énergies différentes supposera de redessiner et de reconfigurer la plupart de ces infrastructures.

En France, le Grenelle de l'environnement n'a pas favorisé un nouvel imaginaire social. Il ne permet pas d'opérer les changements nécessaires, même s'il encourage les énergies renouvelables et la réhabilitation des bâtiments. Le Grenelle n'a pas opté, par exemple, en faveur de la démocratisation et la déconcentration des systèmes énergétiques.

La transition post-pétrolière, post-nucléaire et post-carbonique s'attache à complètement redessiner et à repenser les infrastructures de la société et, en complément, à œuvrer à un nouvel imaginaire social en se projetant dans un futur proche sans pétrole et sans énergies de stock.

De même que l'économie agraire de 1800 était complètement différente de l'ère des énergies fossiles actuelle, de même l'économie post-fossile et post-fissile de 2050 diffèrera profondément du paysage contemporain.


 Manifeste

64

Cette différence se verra dans la conception urbaine, l'utilisation des terres, les systèmes alimentaires, la production manufacturière, les réseaux de distribution, les emplois, l'organisation des transports, les soins médicaux, le tourisme et autres. Cette transformation va également requérir de revisiter nos valeurs culturelles et économiques.

Comme l'écrit le psychosociologue Harald Welzer, « la seule possibilité qui s'offre à nous, c'est de maintenir notre niveau de civilisation dans le domaine de la culture, de la santé, de la sécurité, de l'égalité, de la démocratie, et de freiner de façon radicale les aberrations du développement, et notamment une utilisation de l'énergie qui obère l'avenir, une mobilité tous azimuts et une culture de la disponibilité chronique ».

Le temps est venu d'établir un régime de production et de répartition de l'énergie équitable et favorable à l'appropriation par les localités et les citoyens. Le temps est venu de solidarités et de démocraties fondées sur le partage et la coopération. Le temps est venu de poser un nouveau cadre pour l'économie afin de l'encadrer dans notre écosystème local et global.

Le Moment de changer d'ère

Le vent du changement est là. Le consumérisme connaît ses derniers feux, non pas en raison d'une prise de conscience, mais parce que la crise limite le pouvoir d'achat de chacun. *Le moment historique que nous vivons demande un mode de pensée différent,*

et il ouvre aussi sur de nouvelles opportunités de résoudre des problèmes très pratiques.

Par exemple, la réduction des emballages, la relocalisation de l'économie, l'autosuffisance énergétique des bâtiments sont maintenant des questions prises au sérieux, alors que, pendant des décennies, économistes et politiciens se moquaient de ces idées issues des mouvements écologistes et environnementalistes.

Sans faire de bruit, un mouvement informel composé de citoyens engagés, de communautés, d'entreprises et d'élus a entamé la transition vers le monde post-carbone. Ces acteurs précoces travaillent à réduire leur consommation, à produire localement nourriture et énergie, à investir dans l'économie locale, à réhabiliter des savoirs, à préserver les écosystèmes locaux.

Pour certains citoyens, cet effort a principalement abouti à planter un jardin, à se rendre en vélo au travail, ou à cesser d'acheter dans les hypermarchés. Leurs motivations sont diverses : freiner le changement climatique, préserver l'environnement, la sécurité alimentaire, le développement économique local. L'essence de ces efforts est cependant la même : tous reconnaissent que le monde change, que la manière habituelle d'agir, fondée sur l'idée que la croissance de la consommation peut et doit continuer indéfiniment, ne fonctionne plus.

Pris isolément, tous ces efforts sont loin de suffire. Mais une fois rassemblés, ils peuvent orienter la nouvelle société.

Jusqu'à présent, la plupart de ces efforts ont été exprimés par des individus exceptionnels qui ont vite compris à quelle crise nous sommes confrontés. A mesure que l'effondrement va se dérouler, de plus en plus d'individus vont devoir subvenir à leur survie. Beaucoup d'entreprises multinationales, dont le chiffre d'affaires repose sur le prix encore relativement bas de l'énergie et des ressources naturelles, vont faire faillite, tandis que des entreprises locales et les coopératives vont se développer. Les gouvernements locaux, confrontés à la baisse des ressources fiscales, vont devoir trouver les sources d'énergie leur permettant de maintenir les systèmes de traitement de l'eau, les transports publics et les services d'urgence.

Ce dont nous avons besoin maintenant, c'est de clarté, de mise en œuvre, de coopération et de coordination. A partir d'une vision commune et d'une compréhension des défis et des solutions, nous pouvons établir la transition vers un monde équitable, soutenable, le monde d'après qui s'annonce à l'issue de l'ère de l'énergie bon marché.

Reste que la transition est proposée depuis quatre décennies, sans résultat. A relire le rapport Meadows de 1972, les enjeux présents à l'époque sont maintenant à l'ordre du jour. La société est plus réceptive qu'hier, fragilisée dans ses assises par la crise qui s'installe et va se révéler une récession. Les stratégies de transition doivent aujourd'hui être pensées et proposées comme une alternative centrale et non marginale pour la société. Encore faut-il parvenir à établir des interconnexions entre les myriades d'initia-

tives et de réflexions qui, ici et là, forment une transition soutenable.

Quel rôle pour l'Institut Momentum ?

L'Institut Momentum se consacre à répondre au défi de notre époque : comment organiser la transition vers un monde post-croissant, post-fossile et modifié par le climat ? Comment penser les issues de l'anthropocène pour agir ? Quelles sont les sorties de secours ? A quoi ressemblent des sociétés résilientes au temps de la triple crise, énergétique, économique et écologique ?

L'objet de notre démarche est de constituer une communauté de contributeurs, composée de citoyens engagés dans les domaines majeurs de la transition. Les contributeurs de l'Institut Momentum interviennent dans leur domaine de compétence, en relation avec la pensée de la transition. Ils produisent des diagnostics, des analyses, des scénarii et des propositions originales sur les stratégies de transition et de résilience.

L'Institut Momentum est là pour les susciter et les faire connaître aux individus,

aux collectivités, aux entreprises et aux gouvernements. L'ensemble des contributeurs publiera un *Annuel du Momentum*, couvrant chaque thème principal et les initiatives les plus récentes pour répondre à la crise, dans un esprit cohérent, voire holistique.

Nous faisons une veille sur les thèmes tels que : restauration des écosystèmes, systèmes alimentaires, utilisation des terres, permaculture rurale et urbaine, énergie et autonomies énergétiques, économie coopérative, métiers de la résilience, solidarités pratiques, résolution de la dissonance cognitive, nouvelles formes de la démocratie.

Nous avons aussi le souci de donner de la visibilité aux solutions émergentes, déjà mises en œuvre par les villes en transition, les coopératives d'énergie, les Amaps, les entreprises d'insertion, les collectivités dotées d'écoquartiers.

LaRevueDurable est notre principal partenaire éditorial, en raison de la compatibilité évidente de la vision de LaRevueDurable,

inlassablement dédiée depuis bientôt dix ans à la recherche de pistes originales et de foyers de création de résilience, et les thématiques portées par l'Institut Momentum. Nous sommes aussi en relation avec le mensuel *Silence* et la revue *Entropia*, le mouvement de la transition, l'Université populaire de permaculture et d'autres lieux de pensée tels que le Post Carbon Institute californien, la New Economics Foundation britannique, et, en France, avec l'association et l'Institut Négawatt.

Organiser la transition vers un monde post-croissant et post-fossile

Appel

Tandis que les mauvaises nouvelles affluent de la centrale nucléaire de Fukushima, des scientifiques du climat, des géologues du pétrole et des économistes, la conscience se répand que les décisions que nous prenons aujourd'hui détermineront le visage du monde pour plusieurs générations, voire plusieurs siècles. Ce moment historique de transition est une opportunité. Nous savons ce qui va arriver si les choses suivent leur cours.

Mais si nous parvenons à les diffuser, les initiatives et les contributions pour imaginer et créer le monde d'après-pétrole se répandront globalement et localement. Elles deviendront majoritaires, et les efforts que nous déployons aujourd'hui n'auront plus rien d'exceptionnel demain. Entre-temps, nous avons une chance, et c'est peut-être la dernière, de nous écarter du précipice. Un défi, un moment singulier, une fenêtre d'opportunité : le Momentum. Rejoignez-nous. ■

1) *Le Monde*, 26 mars 2011.

POUR ALLER PLUS LOIN

Institut Momentum
31-33, rue de la Colonie
75013 Paris

contact@institutmomentum.org
www.institutmomentum.org

Les initiateurs et les débuts de l'institut

Un noyau d'une dizaine de personnes s'est rassemblé autour d'Agnès Sinaï pour fonder l'Institut Momentum :

Jean-Claude Besson-Girard (directeur de la revue *Entropia*), Philippe Bihouix (ingénieur spécialiste du cycle de vie des objets), Thierry Caminel (ingénieur-énergéticien), Yves Cochet (mathématicien et député d'Europe Ecologie-Les Verts), Alain Gras (professeur de philosophie des techniques), Thomas Guéret (ingénieur antipub et transitionneur dans l'Yonne), Bernard Guibert (économiste), Christophe Laurens (architecte-urbaniste proche d'*Entropia*), Alice le Roy (journaliste qui s'intéresse notamment à la question des biens communs), Thierry Salomon (ingénieur cofondateur de l'association et de l'Institut Négawatt), Luc Semal (thésard qui travaille sur les

politiques de la transition) et Mathilde Szuba (thésarde qui travaille sur le rationnement).

Deux séminaires ont déjà eu lieu sur les thèmes : « L'effondrement : Catastrophique ou catabolique ? » (en mai 2011), « Le scénario Négawatt : l'énergie de la résilience » (en juin).

Les thèmes des prochains séminaires sont : « Déplétion des métaux et limites du recyclage » (septembre), « Des biens communs pour renforcer la trame » (octobre), et « Rationner pour résister ou résister au rationnement ? » (novembre).

Il est possible d'y assister, dans la limite des places disponibles. Pour cela, écrire à : contact@institutmomentum.org

LRD



Brèves sur l'énergie et l'agriculture

66

Grève de la faim photovoltaïque

Suite à un malaise, Franck Le Borgne a cessé le 21 juillet sa grève de la faim entamée dix jours plus tôt afin de pouvoir raccorder sa centrale photovoltaïque de Saint-Allouestre, dans le Morbihan, au réseau électrique. Cet entrepreneur s'est engouffré dans la bulle photovoltaïque et a investi 1,5 million d'euros dans une installation qui ne peut pas vendre ses kilowattheures, car sa demande de raccordement est arrivée quelques jours après que le Gouvernement français eut décidé, le 2 décembre 2010, un moratoire sur tout nouveau projet photovoltaïque.

Même si Franck Le Borgne a manqué de prudence, sa mésaventure et son action publique en font l'un des porte-drapeaux du désespoir qui règne dans une partie de la filière photovoltaïque française, celle des petites et moyennes entreprises. Pas moins de 14 000 emplois ont été perdus en quelques mois, lorsque le gouvernement a changé les tarifs de rachat du courant solaire et favorisé avec de nouvelles règles les très grandes entreprises au détriment des PME. De plus, accusée d'abuser du contribuable français, la filière photovoltaïque sort profondément ternie de la versatilité gouvernementale.

Regroupés dans le collectif Touche pas à mon panneau solaire, plus de 3500 entrepreneurs, salariés, associations et amis du photovoltaïque se battent aujourd'hui pour la survie des artisans de cette filière paradoxalement vouée à un grand avenir.

<http://tpamps.fr>

C'est le moment

Une partie des PME françaises en déconfiture pourrait trouver de quoi s'occuper sur le marché suisse. A cause du franc fort, Swissolar prévoit une baisse des prix des installations de 20 % par rapport à 2010. Et une décision du Conseil des Etats – l'équivalent du Sénat – devrait confirmer la volonté du Parlement d'accorder le tarif d'achat garanti à 10 000 projets placés sur une liste d'attente.

www.swissolar.ch

Internet, le courriel et l'énergie

Une étude de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) donne des chiffres sur les émissions de gaz à effet de serre liées à l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication qui font frémir. Un employé d'une entre-

prise française de cent personnes reçoit en moyenne 58 courriels et en envoie en moyenne 33 par jour, chacun d'une taille moyenne d'environ 1 mégaoctet (Mo). Sur la base de 220 jours ouverts par an, les émissions liées à ces envois représentent la bagatelle de 13,6 tonnes équivalent CO₂ par an. Du coup, l'Ademe livre quelques règles du courriel et de l'internaute responsables en partant de cette situation moyenne.

Discrétion

Plus un message a de destinataires, plus il consomme de l'énergie. Réduire de 10 % l'envoi de courriels incluant son responsable et un collègue permet un gain d'environ 1 tonne équivalent CO₂ sur l'année (soit environ un aller-retour Paris-New York).

Légereté

Plus un message est lourd, plus il consomme de l'énergie. Diminuer de 10 % la proportion de courriels de 10 Mo envoyés au sein d'une entreprise de 100 personnes aboutirait à un gain de 8 tonnes équivalent CO₂ sur un an (équivalent à huit allers-retours New York-Paris).

Clarté et concision

Diminuer de 10 % le taux d'impression des courriels reçus par les employés d'une entreprise de 100 personnes permet d'économiser 5 tonnes équivalent CO₂ sur un an. Toutefois, au-delà de trois minutes par page, il vaut mieux imprimer un document que le lire à l'écran. Il faut alors choisir les options recto verso et deux pages par feuille A4.

Ordre

Plus le courriel est conservé longtemps sur un serveur, plus il a un impact négatif sur le climat. Ainsi est-il recommandé de trier et de nettoyer régulièrement sa messagerie électronique afin de ne conserver que les courriels nécessaires.

Précision

La recherche d'informations sur internet peut être chronophage et énergivore. Utiliser des mots clefs précis sur un moteur de recherche diminue le temps de recherche et le temps perdu à consulter des pages inutiles. Bilan : 5 kg de CO₂ économisés. Idem pour un autre geste simple : saisir directement l'adresse dans la barre de navigation lorsqu'on connaît un site.

Analyses de cycles de vie des technologies – courriers électroniques, requête Web, clé USB : quels impacts environnementaux ?

www.ademe.fr

Ils sont 100 000

Le 28 juin, la coopérative d'autopartage Mobility a accueilli son 100 000^e client. Née d'une idée lancée voilà vingt ans avec deux voitures et quelques pionniers clairvoyants, elle gère aujourd'hui 2500 véhicules sur l'intégralité du territoire suisse. On estime que ce parc mutualisé de voitures remplace 20 000 véhicules individuels.

www.mobility.ch

Accapement des terres

En 1971, 103 paysans du Larzac s'engageaient à ne jamais vendre leurs terres face au projet d'extension d'un camp militaire de 3000 à 17 000 hectares. Le formidable mouvement du Larzac a soutenu pendant plus de dix années cet engagement fondateur et conduit à l'annulation du projet d'extension en 1981.

En juillet, les Journées internationales Gardarem la terre et la mer, qui se sont déroulées à Nant (Aveyron) et sur le plateau du Larzac du 14 au 17 juillet 2011, fêtaient le quarantième anniversaire de l'entrée en résistance des paysans. Ce fut aussi l'occasion de lancer le manifeste *Nos terres, nos territoires, nos vies ne sont pas à vendre* contre l'accapement de terres agricoles et de ressources naturelles, dont les communautés rurales et maritimes sont les principales victimes.

<http://glterremer.blogspot.com>

L'Ethiopie cède des terres

En pleine sécheresse meurtrière, l'organisation Survival International a révélé que de grandes étendues de terres fertiles de la vallée de l'Omo, au sud-ouest de l'Ethiopie, ont été cédées à des compagnies malaises, italiennes et coréennes, ou sont directement gérées par l'Etat pour y pratiquer une agriculture d'exportation. Or, les 90 000 autochtones qui vivent dans la région dépendent étroitement de leur terre pour leur survie.

www.survivalfrance.org



Jane Mery*

Brèves sur les avancées de l'Union européenne sur la durabilité



271 régions qui maillent son territoire, les plus riches cumulent parfois les inégalités sociales. En Ile-de-France, par exemple, malgré un PIB le plus élevé d'Europe, des zones urbaines entières sont discriminées et font face à des défis sociaux et environnementaux de taille. C'est le cas de la Seine-Saint-Denis, département le plus pauvre de France avec un taux de pauvreté de 12,8 % selon l'Insee (Institut national de la statistique et des études économiques).

67

Il est donc important d'introduire de nouveaux indicateurs afin de mesurer avec plus de pertinence l'état de développement et de bien-être des régions européennes. Au Parlement européen, plusieurs commissions ont abordé la question. A l'issue d'un âpre débat, les eurodéputés ont finalement adopté le rapport « Sur le PIB et au-delà » lors de la session plénière de juin 2011. S'il ne recuse pas le PIB comme indice de référence, ce texte commence tout doucement à le remettre en cause.

Objectifs climatiques en berne

Dans l'hémicycle du Parlement européen, tout le monde ne partage pas l'ambition de lutter efficacement contre le réchauffement climatique. Mardi 5 juillet 2011, en pleine session plénière, une majorité de conservateurs parviennent à créer la surprise sur le rapport non législatif de l'écologiste hollandais Bas Eickhout. Son appel pour un objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre de 30 % en 2020 est amendé. Vidé de sa substance, le texte ne présente plus aucun intérêt et n'est finalement pas adopté lors du vote final (347 élus s'y opposent, dont les Verts/ALE, 258 l'approuvent, et 63 s'abstiennent).

communiquée le 10 mars 2011, elle concède une réduction de ses émissions de 25 % à l'horizon 2020. Un objectif peu ambitieux, estimant notamment le Royaume-Uni, l'Espagne, le Danemark et l'Allemagne qui plébiscitent ouvertement les 30 %. Seule la Pologne continue de s'opposer fermement à tout rehaussement de l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Une position qui n'augure rien de bon : depuis le 1^{er} juillet 2011, la Pologne détient la présidence tournante de l'UE et dirigera à ce titre la délégation européenne lors du prochain round des négociations climatiques internationales qui aura lieu à Durban (Afrique du Sud) en décembre...

Ce « non-événement » illustre l'état du débat au sein des instances européennes sur le réchauffement climatique. Depuis plusieurs années, les négociations se sont cristallisées sur un renforcement de l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre de 20 à 30 % d'ici 2020 (par rapport aux niveaux de 1990). Lors de son entrée en vigueur en juin 2009, le « Paquet Climat » conditionnait ce rehaussement à la conclusion d'un accord international sous l'égide de l'Organisation des Nations unies. Mais à Copenhague, en décembre 2009, puis à Cancun fin 2010, les négociations climatiques n'ont pas abouti.

Sur l'efficacité énergétique, autre levier fondamental de la lutte contre le changement climatique, la Commission européenne fait également le choix du statu quo. Le 22 juin 2011, elle a présenté son projet de directive qui sera débattu à l'automne au Parlement européen et au Conseil européen. Il ne prévoit pas dans l'immédiat, et d'ici 2014, de sanctions contre les Etats-membres récalcitrants. Sans le rendre juridiquement contraignant, l'objectif de réduction de la consommation d'énergie (20 % d'ici 2020 et par rapport à 2005) sera-t-il atteint ? Non, car au rythme où vont les réformes dans les pays, la Commission européenne prévoit seulement 10 % d'économies réalisés à cette échéance.

Depuis, la Commission européenne a même reculé : dans sa « feuille de route 2050 »

Farines animales : c'est reparti

Juillet 2010. La Commission européenne envisage d'assouplir progressivement l'interdiction des farines animales pour nourrir porcs, volailles et poissons dans l'Union européenne. Interdites depuis 2000 à tous les animaux d'élevage, ces farines ont été identifiées comme vecteurs de la maladie de la vache folle (encéphalopathie spongiforme bovine) dans les années 1990.

Juillet 2011. Les eurodéputés décident de donner leur accord à cette proposition en dépit du principe de précaution. Ils ont voté majoritairement pour une levée graduelle de l'interdiction des protéines animales transformées pour les non-ruminants, assortie de garanties strictes sur leur traçabilité. ■

Site du Parlement européen : www.europarl.europa.eu

Site des quatorze eurodéputés d'Europe Ecologie : : <http://europeecologie.eu>

Site des Verts et de l'Alliance libre européenne : www.greens-efa.eu

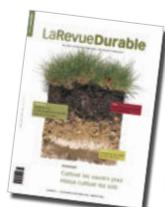
Pour des indicateurs de bien-être

L'Union européenne se réfère actuellement au Produit intérieur brut (PIB) pour attribuer ses fonds régionaux. Pourtant, parmi les

*Jane Mery fournit en informations le site internet des eurodéputés Europe Ecologie.

Commandez des numéros de LaRevueDurable par thèmes

1: Agriculture



numéro 2
Cultiver les savoir pour mieux cultiver les sols
novembre-décembre 2002



numéro 12
Vive la biodiversité agricole!
septembre-octobre 2004



numéro 29
Energie agricole, séparer le bon grain de l'ivraie
mai-juin 2008



numéro 6
Agriculture : de la nécessité des peuples de se nourrir eux-mêmes
juillet-août-septembre 2003



numéro 20
Agriculture locale et commerce équitable
avril-mai - juin 2006



numéro 37
La petite agriculture familiale peut nourrir le monde
mars-avril-mai 2010

2: Construction et ville



numéro 5
Rendre les villes durables grâce à leurs habitants
mai-juin 2003



numéro 19
Des technologies appropriées
février-mars 2006



numéro 34
Construire et rénover : les écomatériaux débordent d'atouts
juin-juillet-août 2009



numéro 14
Vivre ensemble en mégalopole
février-mars 2005



numéro 28
L'écoquartier, brique d'une société durable
février-mars-avril 2008



numéro 38
Énergies : les territoires sur la voie de la transition
juin-juillet-août 2010

3: Economie et solidarité



numéro 25
L'écologie industrielle ramène l'économie aux limites de la Terre
juin-juillet 2007



numéro 27
L'écologie, une affaire de droits et de justice
novembre-décembre 2007-janvier 2008



numéro 36
Vivre heureux dans les limites écologiques
décembre 2009-janvier-février 2010



numéro 26
Eloge de la biodiversité culturelle
août-septembre-octobre 2007



numéro 33
Économie solidaire et écologie, des richesses insoupçonnées
mars-avril-mai 2009



numéro 40
Investir dans un monde plus juste et plus beau
décembre 2010-janvier-février 2011

Autres thèmes

4: Energie

(numéros 1, 9, 29, 31, 34, 38)

5: Consommation

(numéros 7, 11, 13, 22, 30, 32)

6: Limites

(numéros 15, 24, 27, 35, 39, 41)

La composition des séries proposées n'est pas modifiable

Pour commander une ou plusieurs séries, renvoyez-nous ce coupon à :

Cerin Sàrl
rue de Lausanne 23
CH-1700 Fribourg

ou faxez-le au +41 (0)26 321 37 12

ou téléphonez au +41 (0)26 321 37 11

ou remplissez-le sur internet :

www.larevedurable.com/commander-des-numeros.html

Je commande la ou les séries suivantes : (six numéros pour le prix de cinq, frais d'envoi inclus)

au prix de 35 € ou 60 CHF pour les abonnés au prix de 45 € ou 70 CHF pour les non-abonnés

M^{me} M. Nom _____ Prénom _____

Adresse _____ Code postal _____ Localité / Pays _____

Date et signature _____

Accompagnez cette commande d'un chèque impérativement libellé à l'ordre de CERIN Sàrl (uniquement pour la France) ou attendez de recevoir votre facture avec mention de toutes les autres possibilités de paiement.



Brèves sur la consommation



Colles, revêtements, laques, peintures, traitements pour rendre les tissus infroissables ou prévenir les taches. Les meubles sont des usines chimiques qui polluent l'air intérieur (LaRevueDurable, 2008-2009).

Pour éviter les empoisonnements futurs au moment de choisir chaise, table, fauteuil, étagère, commode ou autres meubles, il faudrait préférer le mobilier en bois massif non traité. Encore confidentiel en dehors des traditionnels meubles rustiques en bois, ce mobilier écolo existe. A Lurs, près de Forcalquier, dans les Alpes-de-Haute-Provence, le fabricant Créabois produit des sièges et des tables en robinier, aussi résistants à l'humidité que le tek instigateur de déforestation.

A Mauges, dans le Maine-et-Loire, la Scop Origine utilise des pigments naturels et des huiles ou cires bio pour protéger le bois. Près de Lille, Bleu Nature travaille le bois flotté qui s'échoue sur la plage. Petits ou grands, lisses ou tordus, ces bouts de bois ne nécessitent pas de traitement, car l'eau a définitivement stoppé leur évolution. Les grands fabricants aussi enrichissent leur catalogue de quelques pièces sans vernis, peinture ni colle nocive. C'est le cas de certains modèles de la marque Roche Bobois.

A Losone, au Tessin, Xilobis fabrique des meubles en bouleau naturel avec un système de fixation très simple et original. Ce qui lui vaut de compter la Banque Alternative Suisse parmi ses investisseurs via son fonds d'innovation.

En Romandie, le magasin en ligne Europe et Nature propose une palette de meubles et décorations fabriqués en Europe exclusivement à partir de matériaux naturels, réparables, recyclables et/ou biodégradables. Latex, laine, lin, crin de cheval, coton, parfois biologiques sont, à côté du bois, les matériaux de prédilection de son catalogue.

Dur comme bois

L'autre grand souci écologique lié aux meubles, c'est bien sûr la déforestation. Choisir des bois locaux est la meilleure garantie contre ce phénomène. Les essences locales sont d'excellentes options y compris pour les meubles d'extérieur, principaux consommateurs de bois tropicaux. Cela dit, lorsqu'elles arborent le label FSC et sont cultivées dans le cadre du commerce équitable, certaines essences exotiques sont une bonne alternative. C'est le cas de l'hévéa : après une trentaine d'années, il ne produit plus de latex et peut donc servir à construire des meubles.

Plus noble des matières, le bois massif n'est pas à la portée de toutes les bourses. Une option à la fois écologique et très économique est le carton. Autrefois inconnus, les meubles en carton recyclé sont de plus en plus faciles à trouver. Plus solides qu'on ne le croit, ils sont notamment très adaptés aux chambres d'enfants et aux meubles de rangement. On peut les acheter, par exemple, sur le catalogue des Trois Suisses, ou bien les fabriquer soi-même.



La maîtrise du plastique recyclé permet de fabriquer un mobilier dont les contours font oublier le matériau d'origine : des copeaux de polyéthylène à haute densité issus de bouteilles plastiques s'offrent ainsi une seconde vie, notamment en tant que mobilier d'extérieur.

Choisir la durée

Lors de l'achat d'un meuble, la solidité devrait arriver en tête des critères à privilégier afin qu'il puisse durer, quitte à devoir le repeindre ou le donner/échanger par la suite. C'est le choix de la chaîne d'hôtels Hilton, qui considère son mobilier comme un capital et préfère rénover ses vieux meubles avec des procédés écologiques plutôt que de les changer systématiquement : en optimisant ainsi la durée de

vie de ses meubles, Hilton réalise une économie de 80 % par rapport à l'achat de tables, chaises ou placards neufs.

Dans le même esprit, pour prolonger la durée de vie des meubles pour enfants, les meubles évolutifs sont la meilleure solution. Des marques comme la norvégienne Stokke en proposent depuis longtemps, et Conforama a également développé une chambre de bébé évolutive. La chambre Génération Confo, conçue pour l'enfant de 0 à 13 ans, utilise 30 % de bois en moins qu'une chambre traditionnelle, et répond à des standards exigeants sur l'origine des bois et les émissions toxiques.



BIBLIOGRAPHIE

LA REVUE DURABLE. *Biens de consommation et chimie : privilégier les filières saines*, LaRevueDurable n° 32, décembre 2008-janvier-février 2009, pp. 16-61

POUR ALLER PLUS LOIN

www.bleunature.com

www.xilobis.ch

<http://europeetnature.com>

Sur les meubles en carton :

www.mobilier-orika.com

Pour les fabriquer soi-même :

www.compagnie-bleuzen.com

www.mescoursespourlaplanete.com



Brèves générales

70

L'affichage du Grenelle

Le Grenelle de l'affichage lancé en 2009 devait définir des règles nationales strictes pour limiter la pollution visuelle et la débauche énergétique de certains panneaux publicitaires. Début juin, les associations Les déboulonneurs, Paysages de France et Résistance à l'agression publicitaire ont quitté le processus de concertation.

Elles jugent que JCDecaux, leader de l'affichage urbain, aurait pu rédiger le décret d'application. Le texte, qui ouvre la porte à la généralisation des bâches géantes et des écrans publicitaires, ne prévoit aucune mesure efficace pour contenir la taille et la densité des panneaux. Selon le *Canard enchaîné*, ce sont bel et bien les sbires de JCDecaux qui ont écrit le décret.

www.deboulonneurs.org

<http://paysagesdefrance.org>

Les écrans urbains se banalisent

En Suisse aussi, la publicité devient toujours plus envahissante et gourmande en énergie. Les écrans plats qui diffusent de la publicité se banalisent à la poste, dans les banques, aux guichets des gares et dans les commerces. Depuis la mi-juin, des écrans haute définition de 1x1,8 mètre attirent le regard des passants aux gares de Bâle, Berne, Genève, Lausanne, Luzerne et Zurich. Au total, les CFF ont mis en service 43 écrans plats géants.

LaRevueDurable a interpellé l'Office fédéral de l'énergie à propos de cette nouvelle consommation d'électricité. L'office n'a pas de chiffres sur l'ampleur de cette mode, ignore la consommation d'énergie de ces appareils et ne montre à l'évidence aucun signe d'intérêt pour cette question.

Evaluation citoyenne des banques

Pour cerner l'impact économique, social et environnemental des banques françaises, Les Amis de la Terre France et Attac France mènent la campagne *A nous les banques !* Fin juin, après un premier questionnaire envoyé aux banques, un constat clair se dessine : les banques n'ont pas du tout le même souci de transparence.

Thomas Coutrot, coprésident d'Attac, résume : « La transparence des banques mutualistes et coopératives est extraordinairement variable : quasi totale pour le Crédit coopératif et la Nef, correcte pour le

Crédit agricole, très faible (et même nulle en ce qui concerne notre questionnaire) pour BPCE (Banque populaire Caisse d'épargne) et le Crédit mutuel. Cela met à mal l'idée qu'il existerait une « économie sociale et solidaire » définie par ses statuts, dont les membres auraient des comportements similaires. »

Un deuxième rapport, cette fois sur les pratiques d'affaires des banques, est attendu pour l'automne.

www.amisdela terre.org/Campagne-A-nous-les-banques.html

Cartable vert

A chaque rentrée scolaire, les discussions sur le poids et le prix des cartables vont bon train. L'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) Aquitaine invite les parents à se soucier aussi de la pollution qui peut se dégager des gommes, colles, correcteurs, feutres et autres petits matériels qui font partie de l'équipement de base des écoliers.

Des études menées sur la pollution de l'air dans les écoles montrent que la concentration de polluants est en général plus forte en classe qu'à l'extérieur. En cause, des facteurs croisés, dont le matériel utilisé pour les activités qui ont lieu en classe. Pour la santé des chères têtes blondes et le bien de la planète, un site aide désormais à choisir les meilleures fournitures scolaires.

www.cartable-sain-durable.fr

Nouvelle publication sur le bien-être

Comment mesurer la prospérité et la qualité de vie ? Le premier numéro de la revue *ValeursS*, magazine bisannuel de l'Office fédéral de la statistique (OFS), pose une question fondamentale. Des spécialistes du Secrétariat d'Etat à l'économie, d'Eurostat et des universités apportent leur vision des avantages

et des désavantages du PIB et d'autres indicateurs. L'OFS y expose ses efforts pour diversifier les indicateurs de bien-être en Suisse.

www.valeurs.bfs.admin.ch

Guide des stations de montagne

Avec son nouveau *Guide Ecomobilité*, l'Association transports et environnement, offre aux touristes un précieux outil pour choisir la destination de leurs prochaines vacances d'hiver. Quatorze stations sont analysées selon les critères d'une mobilité durable. Deux stations sans voitures dominent ce classement : Zermatt et Saas Fee. St.Moritz arrive troisième.

L'évaluation des stations repose sur treize critères, dont le temps d'accès à la station, la fréquence des transports publics et la possibilité de faire transporter ses bagages. Les offres en transports sur place et la politique d'information des stations sont aussi passées au crible. A noter : des participants à www.leclimatentrenosmains.org livrent leurs tuyaux pour voyager en empruntant les transports en commun.

Les abonnés domiciliés en Suisse reçoivent le *Guide Ecomobilité* avec ce numéro de LaRevueDurable. Il est aussi possible de le commander gratuitement en écrivant à doc@ate.ch

www.guidestations.ch

Hôtels solaires

Pour un séjour écologiquement irréprochable, il n'y a plus qu'à croiser les résultats du *Guide Ecomobilité* avec la liste des « hôtels solaires » suisses. Y figurent 62 hôtels, seize auberges de jeunesse et seize cabanes de montagne qui recourent à l'énergie solaire pour produire de l'eau chaude et/ou de l'électricité.

www.swissolar.ch/fr/hotels-solaires



Retrouvez LaRevueDurable tous les trois mois :

- ← 40 pages de dossiers,
clairs et bien documentés
- ← l'actualité internationale
du développement durable
- ← des débats et des opinions
d'acteurs engagés



Je désire m'abonner / me réabonner, numéro d'abonné (facultatif) :

au tarif normal (CH-UE)

- Fr. 80.– ou € 50.– pour 6 numéros (18 mois)
 Fr. 150.– ou € 92.– pour 12 numéros (36 mois)

au tarif spécial (CH-UE) pour élèves, apprentis, étudiants et personnes bénéficiant d'une rente d'invalidité (sur présentation d'un justificatif):

- Fr. 60.– ou € 40.– pour 6 numéros
 Fr. 120.– ou € 80.– pour 12 numéros

au tarif reste du monde

- Fr. 100.– ou € 70.– pour 6 numéros
 Fr. 200.– ou € 140.– pour 12 numéros

- Je désire soutenir LaRevueDurable en m'abonnant pour
 pour 6 numéros au prix de Fr. 100.– ou € 70.– au prix de _____
 pour 12 numéros au prix de Fr. 200.– ou € 140.– au prix de _____

offrir un abonnement à la personne suivante :

Madame Monsieur Société _____

Nom _____ Prénom _____

Profession / activité _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____ Pays _____

(La facture sera envoyée à l'adresse indiquée plus bas)

Madame Monsieur Société _____

Nom _____ Prénom _____

Profession ou domaine d'activité _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____ Pays _____

Date et signature _____

Je souhaite recevoir ma correspondance par courriel à l'adresse : _____ @ _____

Par virement bancaire pour **la Suisse** :
 C.C. CERIN Sàrl, N° 25 01 088.753-01, à la Banque Cantonale de Fribourg ; CCP de la BCF 17-49-3

Par virement bancaire pour **la France et la Belgique** : C.C. CERIN Sàrl, BNP Paribas d'Annemasse -
 RIB 30004 00683 00010071962 93 - IBAN FR76 3000 4006 8300 0100 7196 293 - BIC : BNPAFRPPANC

Par carte Eurocard/Master Card ou Visa

N° de la carte

Date d'expiration

Signature du titulaire

Par chèque bancaire (uniquement pour la France) libellé à l'ordre de CERIN Sàrl

Par mandat administratif

J'ai connu la LaRevueDurable par le biais de :

Je souhaite recevoir une facture

Bulletin à renvoyer • par la poste : CERIN Sàrl, rue de Lausanne 23, 1700 Fribourg, Suisse
 • par fax : + 41 (0)26 321 37 12 • par tél. : + 41 (0)26 321 37 11 • par courriel : abos@larevuedurable.com
 ou à remplir sur : www.larevuedurable.com

Complétez votre collection!

numéro 1

Maîtriser la consommation d'électricité au Nord

septembre-octobre 2002

numéro 2

Cultiver les savoir pour mieux cultiver les sols

novembre-décembre 2002

numéro 3

Qualité de l'air : comment lutter contre la pollution

janvier-février 2003

numéro 4

Préserver les ressources naturelles et la paix

mars-avril 2003

numéro 5

Rendre les villes durables grâce à leurs habitants

mai-juin 2003

numéro 6

Agriculture : de la nécessité des peuples de se nourrir eux-mêmes

juillet-août-septembre 2003

numéro 7

L'eau est l'affaire de tous

octobre-novembre 2003

numéro 9

Adapter les bâtiments au froid et aux canicules

février-mars 2004

numéro 11

Quel tourisme pour une planète fragile ?

juin-juillet-août 2004

numéro 12

Vive la biodiversité agricole!

septembre-octobre 2004

numéro 13

Briser un tabou : réduire la consommation

novembre-décembre 2004-
janvier 2005

numéro 14

Vivre ensemble en mégalopole

février-mars 2005

numéro 15

Faire face aux changements climatiques

avril-mai-juin 2005

numéro 16

Touche pas à mon littoral

juillet-août 2005

numéro 19

Des technologies appropriées

février-mars 2006

numéro 20

Agriculture locale et commerce équitable

avril-mai-juin 2006

numéro 22

Briser un cercle vicieux : réduire les déchets

septembre-octobre- novembre 2006

numéro 24

Démographie : objectif partage

mars-avril-mai 2007

numéro 25

L'écologie industrielle ramène l'économie aux limites de la Terre

juin-juillet 2007

numéro 26

Eloge de la biodiversité culturelle

août-septembre-octobre 2007

numéro 27

L'écologie, une affaire de droits et de justice

novembre-décembre 2007- janvier 2008

numéro 28

L'écoquartier, brique d'une société durable

février-mars-avril 2008

numéro 29

Énergie agricole, séparer le bon grain de l'ivraie

mai-juin 2008

numéro 30

Vers un tourisme de proximité, riche d'expériences fortes

juillet-août-septembre 2008

numéro 31

Électricité et climat : non au charbon ! Oui aux économies

octobre-novembre 2008

numéro 32

Biens de consommation et chimie : privilégier les filières saines

décembre 2008-janvier-février 2009

numéro 33

Économie solidaire et écologie, des richesses insoupçonnées

mars-avril-mai 2009

numéro 34

Construire et rénover : les écomatériaux débordent d'atouts

juin-juillet-août 2009

numéro 35

Changement climatique : objectif 350

septembre-octobre-novembre 2009

numéro 36

Vivre heureux dans les limites écologiques

décembre 2009-janvier-février 2010

numéro 37

La petite agriculture familiale peut nourrir le monde

mars-avril-mai 2010

numéro 38

Énergies : les territoires sur la voie de la transition

juin-juillet-août 2010

numéro 39

Éloge de la biodiversité commune

septembre-octobre 2010

numéro 40

Investir dans un monde plus juste et plus beau

décembre 2010-janvier-février 2011

numéro 41

La liberté humaine s'arrête aux frontières de la planète

mars-avril 2011

numéro 42

Quels enfants laisseront-nous à la terre ?

mai-juin-juillet 2011



Pour commander des numéros, renvoyez-nous ce coupon à :

Cerin Sàrl, rue de Lausanne 23, CH-1700 Fribourg
ou faxez-le au + 41 (0)26 321 37 12, ou téléphonez au + 41 (0)26 321 37 11, ou remplissez-le sur internet : www.larevedurable.com/commander-des-numeros.html

Je commande les numéros suivants :

au prix de 9 € ou 13 fr.s. pour les abonnés au prix de 11 € ou 15 fr.s. pour les non-abonnés / frais d'envoi inclus

M^{me} M. Nom _____ Prénom _____

Adresse _____ Code postal _____ Localité / Pays _____

Date et signature _____

Accompagnez cette commande d'un chèque impérativement libellé à l'ordre de CERIN Sàrl (uniquement pour la France) ou attendez de recevoir votre facture avec mention de toutes les autres possibilités de paiement.